

Université de Montréal

Représentations sociales de jeunes hommes pris en charge et hébergés jusqu'à la majorité
dans le cadre de la *Loi sur la protection de la jeunesse*

par Stacy Boucher-Anthony

**École de travail social
Faculté des arts et des sciences**

Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de *Maître ès sciences* (M. Sc.)
en service social

Juillet 2019

© Stacy Boucher-Anthony, 2019

Résumé

Ce projet de recherche avait pour but de faire la lumière sur les représentations sociales de jeunes hommes qui sont placés sous la *Loi sur la protection de la jeunesse* jusqu'à l'atteinte de leur 18^e anniversaire. Il met à jour les représentations quant aux services reçus en lien avec la préparation à la vie autonome une fois les services de protection prenant fin.

Dans un premier temps, nous allons brosser un portrait d'un jeune hébergé par la DPJ en découvrant un peu plus les facteurs ayant mené à son placement jusqu'à la majorité. Ensuite, nous tentons d'en découvrir davantage sur l'appréciation des services reçus et la dépréciation ou tout simplement les facteurs à améliorer pour aider davantage d'autres jeunes dans la même situation qu'eux. De cette façon, il nous sera possible d'émettre des hypothèses sur ce qui serait éventuellement à travailler dans les Centres jeunesse de la province pour répondre plus adéquatement aux besoins spécifiques à cette clientèle en vue de leur préparation à la vie autonome.

Le sujet a pu être exploré avec la participation de 10 jeunes âgés de 16 à 18 ans auprès de qui nous avons fait des entrevues semi-dirigées.

Mots-clés : autonomie, adulte, hébergement, majorité, *Loi sur la protection de la jeunesse*, représentations sociales

Abstract

This research project aims to shed light on the social representations of young men who are placed under the Youth Protection Act until their 18th birthday. Representations on services received in relation to preparation for independent living after the end of protective services.

At first, we will paint a portrait of the young persons by discovering a little more about the factors that led to an investment of the government until their majority. Then, we try to find out more about the appreciation of services received and the depreciation or simply the factors to improve to help more young people in the same situation as themselves. In this way, we will be able to make assumptions about what would eventually work in the province's Youth Centers to better respond to the needs that are specific to their situations.

The topic was explored with the participation of 10 young people between the ages of 16 and 18 with whom we conducted semi-directed interviews.

Keywords: *Autonomy, Adult, Housing, Majority, Youth Protection Act, Social representations*

Table des matières

Résumé	i
Abstract	ii
Liste des tableaux.....	viii
Liste des acronymes	ix
Remerciements	x
Introduction.....	1
Chapitre 1 : La transition vers la vie adulte et la situation des adolescents hébergés jusqu'à la majorité dans le cadre de la LPJ	5
1.1 Le passage à la vie adulte dans notre société.....	6
1.2 La définition de l'adolescence selon Erikson	7
1.2.1 L'adolescence.....	8
1.2.2 La phase de l'intimité : le développement de la vie adulte	9
1.3 La transition à la vie adulte : une quête vers l'autonomie	9
1.3.1 La définition de la transition	9
1.3.2 La définition du développement de l'autonomie.....	10
1.3.3 La désynchronisation des seuils de transition lors du passage à la vie adulte à l'atteinte de la majorité légale	11
1.4 La disparition des rites de passage dans les sociétés industrialisées comme marqueurs de transition vers la vie adulte	12
1.5 Une nouvelle conception du statut d'adulte et donc de l'autonomie?	14
1.6 La transition vers la vie adulte et l'autonomie des adolescents dans la société québécoise actuelle	15

1.7	Les défis rencontrés par les jeunes hébergés dans le cadre d'une mesure légale de protection à l'enfance en contexte québécois actuel.....	19
1.7.1	Des inégalités sociales rencontrées avant même la naissance.....	20
1.7.2	L'impact du noyau familial sur le niveau d'instruction et les chances de réussite à l'âge adulte	21
1.7.3	Les transformations actuelles du marché de l'emploi et ses effets sur l'insertion au travail	22
1.7.4	L'augmentation du risque de connaître une période d'itinérance après un hébergement en Centre jeunesse	24
1.7.5	Le risque de problèmes avec l'appareil judiciaire suite à des tentatives pour assurer sa survie	25
1.7.6	Les enjeux sur le plan relationnel.....	25
1.8	Les programmes et services offerts aux adolescents suivis dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance par le CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	27
1.8.1	Le programme Qualification des jeunes (PQJ)	27
1.8.2	Le plan de cheminement vers l'autonomie (PCA)	28
1.8.3	Le programme d'intégration socioprofessionnelle.....	29
1.8.4	Le programme de réinsertion sociale	31
1.8.5	Les appartements semi-autonomes.....	31
1.8.6	Le programme scolaire 18-20 ans	32
1.9	Résumé de la situation spécifique des jeunes hébergés jusqu'à majorité légale devant vivre de façon autonome une fois majeurs.....	33
1.10	Question de recherche.....	34
Chapitre 2 : Cadre théorique.....		36
2.1	Les représentations sociales.....	36
2.1.1	Les critères obligatoires d'une représentation sociale.....	38
2.1.2	Critères additionnels, mais non obligatoires, nous permettant de déterminer s'il s'agit d'une représentation sociale	39
2.2	Les fonctions des représentations sociales	41

2.3	Explication du choix des représentations sociales comme outil conceptuel de la recherche.....	41
Chapitre 3 : Méthodologie de la recherche.....		44
3.1	Le type de recherche, les axes explorés et les objectifs de ce projet	44
3.1.1	La recherche qualitative de type empirique	44
3.1.2	Les axes de recherche.....	45
3.2	Le choix du terrain de recherche	46
3.3	Le recrutement des participants et l'échantillonnage	47
3.3.1	Recrutement des participants	47
3.3.2	L'échantillonnage final pour cette recherche	49
3.4	La collecte des données	49
3.4.1	Les outils de collecte de données	49
3.4.2	Les procédures de cueillette des données.....	50
3.4.3	L'élaboration de la grille d'entrevue	51
3.5	Méthode d'analyse des données	53
3.5.1	Le traitement des données	53
3.5.2	L'analyse du contenu et les étapes pour y parvenir	53
3.6	Dimension éthique de la recherche.....	56
3.6.1	Le respect de la confidentialité des participants.....	56
3.6.2	L'absence du consentement parental et les raisons derrière ce choix	58
3.7	Les avantages, les risques et les inconvénients associés à la participation à cette recherche.....	58
3.7.1	Les avantages	58
3.7.2	Les risques.....	59
3.7.3	Inconvénients probables pour les participants lors de leur implication	59
3.8	Mesures envisagées pour atténuer les risques associés à la participation à cette recherche.....	60
3.9	Dédommagement lié à la participation	61
3.10	Les stratégies de diffusion de l'information	61
3.11	Financement du projet de recherche	61

Chapitre 4 : Résultats	62
4.1 Profil des participants	62
4.2 Représentations sociales de l'autonomie	63
4.3 Projet de vie des participants à court et long terme	64
4.4 Sentiments et émotions exprimés face à la fin de la prise en charge.....	67
4.5 Besoins et attentes exprimés par les jeunes d'ici la fin de l'hébergement.....	68
4.6 Les interventions sociales et/ou les programmes sociaux jugés aidants en lien avec le développement de l'autonomie des participants.....	70
4.7 Recommandations offertes par les jeunes qui ont pour but d'améliorer les pratiques qui sont directement liées au développement de l'autonomie de ceux- ci	72
4.8 Conclusion du chapitre	74
 Chapitre 5 : Discussion	 77
5.1 Compréhension des représentations sociales de l'autonomie.....	79
5.2 Comment appuyer les projets de vie des participants ?	81
5.3 Compréhension des émotions et des sentiments associés à la fin de l'hébergement	83
5.3.1 Un passage anxiogène	83
5.3.2 Un passage positif	85
5.4 Compréhension des besoins et des attentes des participants d'ici la fin de la prise en charge	86
5.4.1 Le besoin de poursuivre les interventions	86
5.4.2 Des besoins non répondus	87
5.4.3 L'absence d'attentes additionnelles	88
5.5 Les programmes sociaux à poursuivre	89
5.6 Recommandations offertes par les jeunes en vue de modifier les pratiques actuelles en relation d'aide	90
5.6.1 La nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant	90
5.6.2 L'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune	92

5.6.3	L'importance de développer plus d'activités favorisant l'autonomie des jeunes.....	92
5.7	Retombées positives de cette recherche	93
5.7.1	Retombées positives pour les participants et le travail social	93
5.7.2	Contribution pour les futures recherches	93
5.7.3	Une investigation théorique qualitative à poursuivre.....	94
5.7.4	Une méthode d'analyse pertinente : l'analyse de contenu de L'Écuyer	94
5.8	Limites de la recherche.....	96
Conclusion		98
Annexe A - Formulaire d'information et de consentement pour les usagers du CJM-IU		103
Annexe B - Lettre de sollicitation adressée aux intervenants en vue de la constitution de l'échantillon		108
Annexe C - Questionnaire d'entretien		110
Annexe D - Processus d'intervention de la <i>LPJ</i>		112
Bibliographie		113

Liste des tableaux

Tableau 1 : Profil des participants de cette recherche N=10	62
Tableau 2 : Représentations sociales de l'autonomie selon les participants	63
Tableau 3 : Projet de vie des participants	65
Tableau 4 : Sentiments/Émotions exprimés face à la fin de la prise en charge par les Centres jeunesse	67
Tableau 5 : Besoins/ Attentes exprimés d'ici la fin de la fin du service LPJ	68
Tableau 6 : Les interventions sociales et/ou les programmes sociaux jugés aidants en lien avec le développement de l'autonomie des participants.....	70
Tableau 7 : Recommandations offertes par les jeunes qui ont pour but d'améliorer les pratiques qui sont directement liées au développement de l'autonomie de ceux-ci.	72

Liste des acronymes

CÉR :	Comité éthique à la recherche
CJM-IU :	Centre jeunesse de Montréal-Institut Universitaire
DPJ :	Direction de la protection de la jeunesse (l'instance gouvernementale)
LSSS :	<i>Loi sur les services de santé et les services sociaux</i>
LPJ :	<i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>
PITREM :	Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi à Montréal
PCA :	Plan de cheminement vers l'autonomie
PQJ :	Programme de Qualification des jeunes
RS :	représentation(s) sociale(s)
38 a) :	Article 38 alinéa a) de LPJ qui représente un cas d'abandon ou de risque d'abandon au sens propre de cette loi (LPJ).
38 b) :	Article 38 alinéa b) de la LPJ qui représente tous cas de négligence ou de risque de négligence au sens propre de cette loi.
38 c) :	Article 38 alinéa c) de la LPJ qui représente tous cas de mauvais traitements psychologiques au sens propre de cette loi.
38 d) :	Article 38 alinéa d) de la LPJ qui représente tous cas d'abus sexuel ou de risque d'abus sexuel au sens propre de cette loi.
38 e) :	Article 38 alinéa e) de la LPJ qui représente tous cas d'abus physique ou qui encourt un risque d'abus physique au sens propre de cette loi.
38 f) :	Article 38 alinéa f) de la LPJ qui représente une situation de trouble de comportement sérieux chez l'enfant ou l'adolescent.

Remerciements

J'aimerais prendre quelques lignes pour remercier tous ceux et celles qui m'auront supporté dans ce processus qui peut paraître simple à première vue, mais qui ne cesse de nous faire apprendre sur nous-mêmes.

D'abord, un remerciement tout spécial à ma directrice de mémoire Mme Céline Bellot, et à ma co-directrice Mme Claire Malo, qui ont su m'apporter conseils, me donner de leur temps et qui m'ont stimulée et poussée jusqu'à la fin, malgré les moments de découragements.

Merci à Mme Marylin Bell, directrice de la réadaptation au CJM-IU qui a été d'une grande aide dans le recrutement des participants et qui s'est montrée intéressée et engagée dans la démarche.

Merci à mes amies d'avoir su m'écouter me plaindre à certains moments, mais m'encourager à d'autres alors que j'avais besoin d'entendre ces douces paroles pour me redonner un second souffle ou peut-être même un troisième.

Merci à mon copain et futur mari qui était présent pour moi dès le début de mes études universitaires et qui se tient toujours à mes côtés, malgré mes moments d'irritation, d'angoisse et qui me laissait poursuivre mon projet sans trop me poser de questions alors que de m'en poser m'aurait mis un poids supplémentaire sur les épaules.

Merci à ma mère pour ses encouragements continus et abondants.

Et finalement, un dernier mot: *I want to give a warm thank you to Kitigan Zibi Anishinabeg Band Council for the financial support. I want to thank especially Miss Cindy Jerome who did things humanly and understood when things weren't so right in the path.*
Megwech

*À mon père qui n'aura jamais l'opportunité de lire ce document,
mais qui aurait probablement été le premier intéressé.*

Introduction

Plusieurs transformations ayant eu lieu depuis quelques décennies dans la société québécoise, tant dans la sphère sociale, familiale, que sur le plan du marché de l'emploi, mènent à voir l'être humain sous une nouvelle perspective : soit pour ce qu'il est individuellement et pour ce qu'il peut offrir à sa société.

L'individualisme, valeur maintenant fortement intégrée à notre société, comporte des aspects positifs pour certains. Il est maintenant possible d'aller au-delà de l'imaginaire et de devenir quelqu'un de reconnu et d'estimé socialement même si, pour quelque raison que ce soit, un individu n'était pas prédestiné à accéder à cette reconnaissance.

Pour d'autres, l'individualisme amène au contraire son lot d'obstacles. Ces individus ne possédant possiblement pas tous les outils personnels pour pouvoir se frayer leur propre chemin et pour accéder à ce succès personnel tant vénéré, l'individualisme, imposé par les rouages sociaux existants, les mène souvent à vivre en marge de la société. Ce mythe de l'individu qui se développe par lui-même comporte certains défis, car tout échec repose sur les épaules de l'individu plutôt que sur les structures qui valorisent cette conception de la personne (Lemieux, 2003). L'effondrement des institutions traditionnelles telles que la famille, la religion et la communauté ainsi que la tendance des sociétés modernes à mettre de l'avant une logique de « techno-rationalité » et de performance ont eu comme conséquence d'effriter ces structures de soutien social sur lesquelles l'individu pouvait s'appuyer autrefois, sans devoir se questionner sur la présence et la disponibilité de ces structures (Lemieux, 2003).

Depuis la conception d'un individu et tout au long de son existence, le message véhiculé aux parents des sociétés industrialisées est d'abord de mettre au monde une personne qui saura y contribuer et qui deviendra un atout pour celle-ci. D'ailleurs, dès les premières années d'études, l'enseignement traditionnel tend à vouloir classer les individus par un système de pointage. Ce système, plus tard, leur permettra ou non d'accéder à des métiers plus recherchés,

qui sont reconnus socialement, voire à des métiers permettant d'avoir un fort pouvoir économique. C'est donc dire que, dans notre société, nous tendons à rendre les jeunes les plus autonomes possible, et ce, le plus rapidement possible. Le fait de faire sa place dans sa société et d'être dans une quête continuelle pour donner un sens à sa propre vie est ce qui est mis de l'avant et valorisé (Lemieux, 2003).

Ainsi, pour ceux qui vivent des défis personnels, leurs chances en sont nettement diminuées. Cela peut être lié à un milieu familial non propice au développement de leur enfance, à des conditions de vie qui ne leur permettent pas d'accéder aux mêmes opportunités que la moyenne, à un handicap ou encore à des difficultés sur le plan de l'apprentissage. De surcroît, cet écart entre le mythe de l'individu qui se développe par lui-même, le rêve dans lequel ce mythe le plonge, cette quête continuelle de sens à donner à sa propre vie et l'individualisme absolu appelle à voir une situation d'injustice et de non-reconnaissance pour les moins choyés de ce monde. Cette même façon de concevoir l'individu est dans tous les cas une forme de violence systémique, car cette vision de l'individu est mise en valeur par ce même système. Donc, dans le cas de gens qui présentent des limites personnelles, ce mythe de l'individualisme et de l'individu qui se développe seul est particulièrement injuste et déqualifiant.

Parmi les personnes connaissant le moins d'opportunités et de ressources, nous pouvons considérer les jeunes pris en charge par la protection de la jeunesse et particulièrement ceux hébergés dans un milieu géré par l'institution. En effet, d'une part, les jeunes pris en charge par la DPJ et notamment ceux placés hors de leur contexte familial vivent de nombreuses difficultés auxquelles la protection de la jeunesse tente de répondre durant leur minorité. D'autre part, une fois adultes, ceux qui ont été hébergés jusqu'à leur majorité légale vont devoir entreprendre plus rapidement leur transition à la vie adulte et développer leur autonomie, malgré leurs difficultés en raison du manque de soutien (Goyette, Pontbriand et Bellot, 2011).

Pour les jeunes en difficultés, le Québec s'est doté d'un mécanisme d'offre de services pour répondre au mieux aux besoins spécifiques de cette population. La première ligne qui est assurée par les centres locaux de services communautaires (CLSC) offre la possibilité de rencontrer des intervenants spécialisés et formés pour répondre à des difficultés rencontrées par

les jeunes. Or, lorsque la situation se complexifie, lorsqu'elle nécessite une intervention plus poussée et que la sécurité ou le développement de l'enfant sont compromis, cette première ligne ne suffit plus. Ainsi, bon nombre de situations sont signalées à la DPJ pour qu'il y ait une intervention soutenue et plus spécialisée.

C'est alors que les intervenants mandatés par la DPJ doivent proposer des solutions concrètes à la famille et à l'enfant pour corriger la situation problématique. L'intervention de la DPJ dans la vie de ces familles est dans la majorité des cas périodique et ne nécessite pas de suivi à long terme. La *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) prévoit que le parent et l'enfant sont responsables de l'application du plan d'intervention pour corriger une situation qui est jugée problématique au sens de la loi. Ils doivent donc employer tous les moyens à leur disposition pour mettre fin à la situation compromettante.

Dans certains cas et pour des raisons bien précises, un juge qui siège à la Chambre de la jeunesse ordonne un hébergement en famille d'accueil, en foyer de groupe ou en centre de réadaptation jusqu'à l'atteinte de la majorité de l'enfant; ce qui signifie que le parent et/ou l'enfant n'ont pas été en mesure de corriger la situation problématique dans les délais prescrits par la LPJ et qu'un retour dans le milieu familial n'aurait, de ce fait, pas été possible.

Dès lors, ce mémoire souhaite aborder cet enjeu de développement de la personne et de son autonomie dans la transition à la vie adulte en s'intéressant au point de vue de jeunes hébergés.

Ce mémoire est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre est une mise en contexte qui traite du passage à la vie adulte dans notre société. Nous partagerons dans un premier temps la définition de l'adolescence selon la posture d'Erikson et introduirons le passage de l'adolescence à la vie adulte, toujours selon la posture d'Erikson. Par la suite, nous définirons la transition et le développement de l'autonomie. La section suivante, intitulée « Transition à la vie adulte : une quête vers l'autonomie », abordera la question de la transition à la vie adulte qui est vécue par tous les jeunes des sociétés industrialisées. Nous parlerons de la désynchronisation de l'atteinte des marqueurs à la vie adulte, en élaborant notamment sur l'évolution de la société

québécoise d'hier à aujourd'hui et en terminant par la modification du rôle des femmes dans les sociétés nord-américaines. Par la suite, nous allons mettre de l'avant cinq difficultés vécues spécifiquement par les jeunes hébergés jusqu'à leur majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance en contexte québécois. De plus, tous les programmes offerts par le Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire seront décrits pour permettre au lecteur de s'imprégner de l'offre de services pour les jeunes qui ont comme projet de développer leur autonomie. En dernière section seront énoncées la problématique de recherche et la question de recherche.

Au deuxième chapitre est défini le cadre théorique employé afin de comprendre notre objet de recherche et de l'analyser. Nous avons pris comme ancrage les représentations sociales afin d'explorer de quelles façons les jeunes participants perçoivent le fait de devenir adulte, l'autonomie, les services reçus et leurs besoins quant à la préparation à la vie adulte.

Le troisième chapitre regroupe tous les aspects méthodologiques employés afin de parvenir à réaliser cette recherche. Nous avons opté pour la méthode d'analyse des résultats de L'Écuyer (1990) qui s'intitule l'arbre de codification.

Nous donnerons par la suite accès aux résultats de la recherche au quatrième chapitre.

Pour conclure, le cinquième et dernier chapitre offrira une synthèse des résultats et une discussion.

Chapitre 1 : La transition vers la vie adulte et la situation des adolescents hébergés jusqu'à la majorité dans le cadre de la LPJ

L'adolescence est une période cruciale sur le plan développemental lorsque nous abordons la question de la possibilité d'accéder à plusieurs privilèges qui viennent avec l'âge adulte. En effet, à l'adolescence, les choix effectués tant au niveau des fréquentations que de l'implication dans les études seront en partie déterminants sur le début de l'âge adulte et sur les chances de pouvoir s'élever dans la sphère sociale. Par exemple, pour ceux et celles qui se retrouvent dans un parcours de délinquance durant cette période ou qui délaissent leurs études pour une raison ou une autre, il devient plus difficile par la suite de se remettre sur la bonne voie et de rattraper le retard scolaire accumulé, et ce d'autant plus que les délits peuvent parfois avoir de lourdes conséquences sur le plan légal et au niveau de leur insertion sociale. Ainsi, pour ces jeunes que l'on nomme « les décrocheurs », le retour sur les bancs d'école peut être particulièrement difficile après un long arrêt ou après une réforme ministérielle. Par contre, la LPJ est faite en sorte de ne pas pénaliser, une fois rendus à l'âge adulte, ceux qui commettent des délits durant l'adolescence. Or, ceux qui adoptent ce mode de vie éprouvent des difficultés à en sortir parce que leurs pensées et leurs habitudes peuvent s'être cristallisées au fil du temps.

Ainsi, à l'adolescence, période physiquement et psychologiquement éprouvante en raison des modifications physiologiques, il devient crucial pour les adolescents qui en souffrent le plus d'avoir le meilleur soutien possible des parents, de l'entourage et de tous les acteurs impliqués directement ou indirectement afin d'éviter que cette phase ait un impact négatif majeur sur les adultes qu'ils deviendront.

Ainsi, nous parlerons dans ce chapitre de l'adolescence afin de bien comprendre cette période et les transformations qu'elle induit. Par la suite, nous aborderons la notion de transition vers la vie adulte, une autre phase qui peut être complexe, dépendamment des opportunités présentes, du soutien reçu et des moyens dont un individu dispose pour que cette transition se

déroule en douceur. Pour pouvoir mieux la comprendre, le lecteur devra avoir quelques connaissances sur la question de l'autonomie; nous lui donnerons les outils nécessaires à cette fin. Enfin, la question des jeunes adolescents dans le contexte québécois sera mise de l'avant. Nous terminerons ainsi le chapitre en évoquant le cas spécifique des jeunes adolescents pris en charge par le système de la protection de l'enfance dans le contexte québécois. Afin de mieux cerner la spécificité de ce groupe, nous décrirons ce qui constitue la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) de sorte que le lecteur puisse comprendre dans quelles circonstances elle s'applique.

1.1 Le passage à la vie adulte dans notre société

Selon Goyette *et al.* (2011), la tranche de vie de la jeunesse est une période circonscrite dans le temps où plusieurs événements partagés par le groupe touché (les adolescents) viennent la définir. À cet effet, nous pouvons penser aux transformations physiques (la croissance, la puberté, le développement de la sexualité), aux mouvements qui viennent mobiliser et identifier les groupes (la culture punk, le rap compris comme mouvement, les jeunes artistes, les sportifs, etc.), aux changements juridiques à l'atteinte du 18^e anniversaire et finalement à l'aspect social (le rôle qu'on leur attribue, les obligations auxquelles ils doivent répondre et enfin les attentes que la société a envers eux). Les auteurs Goyette, Pontbriand et Bellot (2011) s'entendent sur le fait que, malgré toutes ces transformations qui surviennent durant la période de l'adolescence, l'entrée dans la vie adulte à l'atteinte du 18^e anniversaire ne vient pas magiquement tout bousculer et ne nous donne aucune assurance de la maturation globale de ce jeune adulte sur le plan légal.

Ce passage à l'âge adulte apparaît d'autant plus complexe aujourd'hui, alors que les institutions telles que la famille, le couple et l'État n'ont plus le même rôle qu'avant ni le même poids dans la balance. La mise en avant de l'individualité et l'émancipation de tous et chacun ont entraîné l'effritement du lien social et du filet social. Cette modification dans notre conception du monde idéal est venue ajouter un poids sur les épaules de tous en renvoyant à chacun la responsabilité de s'en sortir et d'être maître de sa réussite ou de ses échecs (Gaudet,

2001). Gaudet (2001) nous rappelle que les débuts de l'âge adulte sont un moment particulièrement exigeant, car les individus sont placés devant des choix qui se multiplient, tout comme les réponses qu'ils peuvent y apporter. Le haut niveau de responsabilisation des jeunes ne leur donne que très peu de marge de manœuvre, sous peine de se voir exclure de la sphère sociale (Gaudet, 2001).

Le caractère difficile de cette période de transition se retrouve d'ailleurs dans les perceptions des jeunes : au Québec, seules 66 % des personnes âgées entre 15 et 24 ans estiment avoir une excellente capacité ou une très bonne capacité à faire face aux aléas de « la vie d'adulte » (Université de Sherbrooke, 2019). Toujours selon la recherche produite par l'Université de Sherbrooke (2019), ce pourcentage varie en fonction des caractéristiques sociodémographiques, et il change donc d'une classe sociale à une autre, d'un milieu de vie à un autre et d'un genre à un autre.

1.2 La définition de l'adolescence selon Erikson

De nombreux travaux se sont intéressés au développement de l'humain. Pour autant, les différents stades présentés par Erikson dans son modèle d'analyse demeurent le modèle dominant dans la compréhension du développement de l'individu. Erikson montre que chaque stade est caractérisé par des conflits internes qui, s'ils sont résolus, permettent à la personne de sortir de la phase grandie (Cloutier et Drapeau, 2008). Ainsi, en ayant traversé une phase développementale, l'individu passe au stade suivant (Cloutier et Drapeau, 2008). Or, pour un individu n'arrivant pas à résoudre ces conflits internes, cela aura pour effet de freiner son développement et le mènera vers une psychopathologie (Cloutier et Drapeau, 2008). À chacun des stades proposés par Erikson, la personne doit non seulement faire face à ses conflits internes, mais elle doit également composer avec la pression externe liée aux attentes socioculturelles de son milieu (Cloutier et Drapeau, 2008).

Les différents stades énoncés par Erikson sont : la phase de reconnaissance mutuelle; celle de l'autonomie; celle de l'initiative; le stade de la compétence; celui de la crise d'identité

ou de l'adolescence; celui de l'intimité; la phase de la descendance; et enfin celle de la transcendance. Nous nous intéresserons particulièrement au stade de l'adolescence et à celui de l'intimité, qui correspond au statut d'adulte.

1.2.1 L'adolescence

Cette cinquième phase, soit l'adolescence, qui prend place entre 12 et 18 ans, est caractérisée par une période de découvertes, de remises en question et d'explorations de laquelle découle la formation de l'identité de la personne au terme de cet épisode (Cloutier et Drapeau, 2008).

L'adolescence est une phase située entre l'enfance et l'âge adulte (Cloutier et Drapeau, 2008). Pour Erikson, il s'agit d'une période de crise et de remise en question au point de vue identitaire. Cette crise identitaire peut être perçue comme l'aspect psychosocial de l'adolescence (Erikson, 1968, p. 93). Elle peut aussi s'accompagner de difficultés et d'effets sur la santé mentale de l'individu ou sur sa santé à d'autres niveaux (Erikson, 1968, p. 80).

Selon l'usage qu'il en fait, Erikson (1968) emploie le mot « crise » pour expliquer le caractère évolutif de la transition et conçoit le tout comme une période de déséquilibre, plutôt qu'une période de haute désorganisation ou encore une fatalité.

C'est durant cette période de la vie que l'individu est à la recherche d'occasions pour s'insérer dans la sphère professionnelle et sociale (Erikson, 1968). La personne développe des croyances et s'accroche à des idéologies qui collent le plus à sa conception du monde. L'adolescent qui ne s'identifie pas à un groupe d'appartenance et qui est en perte de repères va quant à lui s'accrocher à des modèles négatifs et va avoir tendance à adopter des comportements hors-norme et non valorisés (Cloutier et Drapeau, 2008, p. 26). Le groupe de pairs constitue donc un milieu très favorable pour expérimenter des rôles, pour présenter des images différentes de soi et en connaître l'effet social à l'intérieur de relations interpersonnelles réelles (Cloutier et Drapeau, 2008, p. 26). La formation d'un couple lors de l'adolescence crée aussi une autre

unité au sein de laquelle l'individu peut expérimenter différents rôles et exposer les facettes de sa personnalité et de son individualité (Erikson, 1968, p. 137). C'est une opportunité de faire valoir qui on est et de découvrir ce que nous désirons (Erikson, 1968).

Enfin, ce n'est que lorsque le sentiment d'identité intérieure est pleinement atteint et bien ancré chez l'individu que la phase de l'adolescence est réellement complétée (Erikson, 1968, p. 90). Il faut donc que l'adolescent parvienne à vivre des expériences formatrices dans la sphère affective et au niveau de son implication sociale, et qu'il arrive à se fixer un objectif professionnel pour atteindre définitivement le statut d'adulte selon la posture d'Erikson (1968).

Ainsi, pour Erikson, le stade de l'adolescence constitue une étape marquante dans la construction identitaire de l'individu. Or, dans un contexte de prise en charge institutionnelle, cette construction identitaire et le passage à la vie adulte posent de nombreux défis, comme nous le verrons.

1.2.2 La phase de l'intimité : le développement de la vie adulte

La sixième phase du modèle d'Erikson (1968) est caractérisée par cette capacité ou incapacité à développer des relations intimes avec l'autre et touche généralement la population de jeunes adultes (Cloutier et Drapeau, 2008). Pour qu'une personne y parvienne, il faut que son identité soit claire pour elle-même (Cloutier et Drapeau, 2008). Pour le jeune adulte qui est incapable d'établir des relations intimes stables et solides, Erikson (1968) avance que les relations en place auront tendance à être stéréotypées et qu'elles auront pour effet d'augmenter le sentiment d'isolement de la personne, qui n'arrive pas à déterminer ce qu'elle souhaite dans ses relations avec les autres (Cloutier et Drapeau, 2008).

1.3 La transition à la vie adulte : une quête vers l'autonomie

1.3.1 La définition de la transition

Essentiellement, une transition signifie le passage d'un stade de développement à un autre (Bédard, 1983). Comme l'humain est en éternel changement, il est donc en éternelle transition selon Bédard (1983). L'auteur explique que le processus de transition, soit le moment durant lequel il y a une modification, débute uniquement lorsqu'un stade est complété. Toujours selon lui, cette période de changement nécessite une phase d'adaptation pendant laquelle des mécanismes internes vont se mettre en place pour s'assurer que le changement se fasse dans le plus grand confort possible. Quant à Levinson, il affirme qu'une transition « est un pont, une zone frontalière entre deux états de plus grande stabilité. Cela implique un processus de changement, un transfert d'une structure à une autre. » (Levinson, 1978, p. 49, cité dans Bédard, 1983)

1.3.2 La définition du développement de l'autonomie

L'action de développer l'autonomie d'un individu est le fait de l'outiller au mieux afin qu'il puisse faire face aux aléas de la vie par ses propres moyens. L'individu en question va devoir être en mesure de faire ses propres choix, de distinguer le bien du mal et de respecter les règles écrites et non écrites de sa société. Pour qu'un jeune puisse y arriver, l'adulte responsable de son développement (la plupart du temps son parent) devra lui fournir des ressources qui vont l'amener à développer des habiletés, à résoudre des problématiques par lui-même et à connaître des succès. L'objectif ultime est donc que l'enfant, qui deviendra un jour adulte, parvienne à voler de ses propres ailes sans faire appel à sa société initiale pour le soutenir (Goyette *et al.*, 2011, p. 23).

Être autonome, c'est donc être en mesure d'atteindre les marqueurs qui définissent l'arrivée à la vie d'adulte, qui ont été identifiés par plusieurs auteurs, dont Galland (1996). Nous pourrions penser à la fin des études, à l'entrée sur le marché du travail après avoir étudié dans la filière de son choix, au départ du milieu familial pour s'établir dans un milieu qui deviendra un nouveau chez-soi, à la formation d'un couple, au désir de fonder une famille et enfin à la formation d'une nouvelle unité familiale (Galland, 1996). Bien que plusieurs de ces marqueurs puissent nous permettre de représenter ce qu'est un adulte, certaines personnes feront le choix

de ne pas former de couple ou de famille. Ainsi, ces indicateurs doivent être pris en considération sans pour autant être jugés nécessaires pour affirmer qu'une personne est définitivement adulte.

Sur le plan légal, un adolescent devient adulte au Québec à son 18^e anniversaire, et il est donc autonome et responsable de faire ses propres choix à partir de cette date, bien que l'État lui dicte des règles de savoir-faire en société par le biais des lois. C'est également à cet âge que la LPJ interrompt ses services auprès du jeune; il s'agit donc de la fin de la prise en charge légale.

1.3.3 La désynchronisation des seuils de transition lors du passage à la vie adulte à l'atteinte de la majorité légale

Les modifications récentes de l'expérience des jeunes liées aux évolutions des contextes sociaux et économiques ont en fait bouleversé les façons d'accéder au statut d'adulte propres au modèle industriel (Goyette *et al.*, 2011, p. 19). Les auteurs (Galland, 1996; Galland, 2000; Goyette et Frechon, 2013) reconnaissent qu'il y a très certainement un allongement de la durée du statut d'adolescent, qui implique plusieurs tentatives, en mode essais et erreurs, jusqu'à l'atteinte d'une stabilité sur les plans résidentiel et professionnel, et au niveau du couple. Ce changement s'observe de diverses façons : départ tardif des jeunes adultes du domicile familial, brefs retours au domicile familial après l'avoir quitté pour la première fois, multiples changements de programmes scolaires, éventuel retour aux études, etc. Cela a pour effet de rallonger les études, ainsi que de retarder la formation d'un couple, l'atteinte de la stabilité professionnelle et l'arrivée du premier enfant. Cette désynchronisation des seuils de transition (Galland, 2011) conduit les jeunes d'aujourd'hui à être plus dépendants de leurs parents et du noyau familial que ceux des générations précédentes (Goyette et Frechon, 2013, p. 167).

En plus de ces difficultés, les exigences du marché de l'emploi, la précarité des emplois offerts et les conditions de travail qui se détériorent font en sorte qu'il devient de plus en plus complexe de conserver un même poste durant plusieurs années comme c'était le cas il y a quelques décennies. Les emplois à temps partiel se multiplient, l'assignation par contrat

également (Radio-Canada, 2014). Cette détérioration que l'on connaît a été en partie accentuée par le récent krach boursier qui a mené à la crise financière de 2008, laquelle a touché l'ensemble des pays du globe (Banque du Canada, 2011).

Les recherches menées sur la question de la transition vers la vie adulte s'entendent sur le fait que le rythme auquel les jeunes parviennent à atteindre les marqueurs de transition est beaucoup plus lent que dans les années 1970 et 1980 par exemple (Clark, 2014). Bien que quelques éléments structuraux aient une incidence directe sur la façon d'atteindre ces buts, des facteurs sociologiques sont également à considérer.

La présence accrue des femmes dans la sphère publique est notamment venue modifier le rapport que les individus entretiennent avec le travail et leurs pairs. Avant les années 1970, les femmes avaient souvent pour unique fonction d'être de bonnes mères et de bonnes ménagères. La plus grande place qui leur a été accordée dans la sphère publique après les années 1980, notamment dans les écoles, a eu pour effet de modifier leurs rôles dans les sociétés nord-américaines et d'altérer les relations entre les individus. Au point où sur un grand nombre de campus universitaires, les femmes sont maintenant plus nombreuses que les hommes (Clark, 2014). Cela a entraîné l'augmentation de l'âge auquel les femmes ont leur premier enfant, une diminution du taux de natalité, un report dans la formation d'une union conjugale, une présence à temps plein plus grande sur le marché du travail et l'émancipation personnelle de ce groupe.

1.4 La disparition des rites de passage dans les sociétés industrialisées comme marqueurs de transition vers la vie adulte

Le concept et le statut d'adolescent ne sont pas employés dans toutes les sociétés; ils sont particuliers aux sociétés industrialisées. Dans les sociétés dites traditionnelles, les rites de passage sont de bons indicateurs de la transition vers la vie adulte. Ainsi, certains jeunes deviennent automatiquement adultes après la passation de leurs rituels. Lorsqu'il est question des rituels de passage, nous pouvons penser par exemple à la célébration du *quinceañera*

particulière aux pays latins, qui vient marquer le 15^e anniversaire d'une jeune femme. Ce même rituel souligne son entrée dans le clan des femmes.

Dans les sociétés traditionnelles, un rite de passage est aussi signe d'une célébration. L'initié est célébré, car il fait partie de la communauté (Jeffrey, 2005), et cette même communauté souhaite l'autoriser en quelque sorte à devenir adulte. Devenir adulte n'est pas sans difficultés et se vit bien différemment selon le genre. Pour les hommes, ce passage est souvent plus périlleux parce qu'ils doivent prouver à leur communauté qu'ils sont devenus des « hommes » à l'opposé de leur statut d'enfant. Cette transition est souvent associée à la pérennité du clan et de la nation (Jeffrey, 2005). Quant aux filles, l'arrivée des premières règles, changement physiologique, marque la possibilité de fonder une famille. Bien que ce changement corporel vienne avec son lot de particularités, cette transition se fait plus facilement sur le plan social (Jeffrey, 2005). Enfin, Jeffrey (2005) souligne que pour marquer le passage à la vie adulte dans les sociétés dites traditionnelles, un jeune garçon sera dans bien des cas mis à l'écart du noyau familial le temps de vivre sa transition vers la vie adulte et sera par la suite réintégré à la famille à titre d'homme. Ces façons de faire sont bien différentes de ce qui est connu des pays industrialisés.

Autrefois, au Québec, l'implication des jeunes comme des moins jeunes dans des mouvements catholiques avait pour effet de créer une cohésion sociale (Grand'Maison, 1992). La baisse de fréquentation importante qu'a connue l'Église catholique au Québec a eu pour effet de faire disparaître les rituels en place qui avaient pour objectif de délimiter l'adolescent du jeune adulte (Grand'Maison, 1992).

Amenant une autre perspective, Pilon Quiviger (cité dans Grand'Maison, 1992) soutient que « la perspective de longues études, d'une longue dépendance sans l'exercice de responsabilités sociales, affectives et économiques soumet les jeunes "à un long moratoire durant lequel leurs forces vives risquent de tourner à vide dans la mesure où il leur manque des lieux véritables d'expérimentation des rôles sociaux" ». (Grand'Maison, 1992, p. 49) On comprend donc que l'absence de lieux propres aux adolescents, structurés par et pour eux, fait en sorte que chaque groupe d'adolescents se constitue des défis à surmonter, sans que ceux-ci

soient vraiment considérés comme des rituels de passage. En fait, les seuls marqueurs qu'ont en commun les adolescents québécois d'aujourd'hui sont l'entrée à l'école et l'entrée dans la sexualité adulte (Jeffrey, 2005). Ces passages (ou plutôt ces expérimentations), bien qu'ils soient réalisés la plupart du temps durant la période de l'adolescence, n'ont pas la même symbolique pour chacun. Prenons l'exemple de l'école. Dans le contexte québécois, l'État impose la scolarisation jusqu'à l'âge de 16 ans. Dans le cas où le parcours académique est sans embûches, un jeune terminant ses études secondaires aura 16 ans. Pour ceux qui décident de poursuivre au-delà de cet âge, entreprendre des études collégiales ou un cours professionnel ne peut être considéré comme un rituel de passage, car il n'est pas pratiqué par tous. Dans une autre optique, voir la scolarité comme un rituel de passage pour atteindre le statut d'adulte reviendrait à mettre en échec tous ceux qui n'arrivent pas à terminer leur parcours scolaire pour quelque raison que ce soit. Voilà pourquoi les auteurs qui traitent des rites de passage n'arrivent pas à déterminer des rituels qui sont propres à notre société.

Tel que mentionné plus tôt, il reste toutefois quelques rituels qui sont pratiqués de façon individualisée, tels que le *Sweet 16*, une fête qui marque l'atteinte du 16^e anniversaire, la première sortie dans une boîte de nuit à l'atteinte de la majorité, l'obtention du permis de conduire, les voyages en sac à dos et plus encore. Ces rituels, bien qu'existants, ne sont pas nécessairement pratiqués par tous. Ces célébrations n'ont donc plus la fonction structurante de jadis, alors que tous les adultes étaient supposés être passés par là, et que tous les jeunes devaient y passer à un moment ou un autre (Ladame, 2004).

1.5 Une nouvelle conception du statut d'adulte et donc de l'autonomie?

Gaudet (2001) nous rappelle que, si des marqueurs ont été identifiés tels : la formation d'un couple, la fin des études, le départ de la maison, la naissance d'enfants, etc., ceux-ci ne peuvent être les seuls points de référence sur lesquels se baser pour différencier un adulte d'un adolescent. Boutinet (2000) soutient que le passage à l'âge adulte apparaît aujourd'hui comme un processus plus complexe que la simple atteinte de marqueurs précis. De ce fait, il est impossible de tracer une ligne claire, car les caractéristiques sont maintenant hybrides (Boutinet,

2000) et ne sont plus celles que l'on recherchait à l'ère industrielle. Tel que mentionné plus tôt, les jeunes adultes ont tendance à demeurer plus longtemps dans le milieu familial, et ce, même lorsqu'ils sont indépendants financièrement. Une fois qu'ils ont quitté la maison, nous pouvons noter une meilleure entraide de part et d'autre, et les relations tendent à être moins hiérarchisées. C'est donc dire que le soutien des parents se poursuit généralement au-delà de l'atteinte de la majorité, même lorsque l'enfant devenu adulte est en mesure de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille (Godbout, Charbonneau et Lemieux, 1996, cités dans Lesemann, 1998).

Selon ce que nous rapporte Gaudet (2001), ce sont davantage les types de liens entretenus par le jeune qui peuvent être considérés comme un indicateur pour différencier un adulte d'un adolescent, tout comme le respect des engagements.

Le meilleur exemple est celui de l'auteur (Gaudet, 2001), qui nous explique qu'un jeune adulte vivant dans une situation de précarité peut être autonome sans pour autant être indépendant de l'aide que ses parents ou son entourage peuvent lui apporter. Or, ses engagements de jeune adulte l'obligent à acquitter ses factures et à répondre à ses obligations financières. Cela le force ainsi à ne pas s'appuyer uniquement sur ses parents pour pouvoir se débrouiller, à l'opposé de l'adolescent.

Il est donc crucial d'apporter des nuances aux multiples définitions et concepts qui traitent des adolescents et des jeunes adultes pour qu'ils reflètent une vision plus contemporaine de la transition entre les deux phases.

1.6 La transition vers la vie adulte et l'autonomie des adolescents dans la société québécoise actuelle

Dans cette section, nous allons traiter de la notion de transition vers la vie adulte, et des défis que cette transition implique pour les adolescents des présentes générations.

Un collectif d'auteurs (Goyette *et al.*, 2011, p. 16) soutient que les politiques sociales actuelles destinées aux jeunes adultes de 18 à 25 ans n'ont pas tendance à répondre aux besoins et à faire face aux problématiques sociales rencontrées par ce groupe. Au contraire, elles ont pour effet, bien souvent, d'accentuer les problèmes mis de l'avant par les praticiens qui travaillent auprès de ce groupe. Ainsi, avant la mise en place d'un programme d'aide, le passage à l'âge adulte pourra être évalué en fonction de certains indicateurs comme : le niveau de scolarité, l'insertion sur le marché du travail, le statut dans la famille, l'occupation d'un logement, la formation d'un couple, l'atteinte du statut de parent, etc. (Rougerie et Courtois, 1997).

Pour Arnett (2006), qui propose la *théorie de l'âge adulte émergent*, les sociétés industrialisées telles que les pays nord-américains et européens ont des structures sociales qui ont pour effet d'allonger la durée des études, et de retarder l'entrée sur le marché de l'emploi ainsi que la formation d'un couple et donc l'arrivée d'un premier enfant pour ceux et celles qui souhaitent en avoir. Ainsi, les mécanismes en place et les politiques ont des effets sur la transition vers la vie adulte et sur l'atteinte des indicateurs qui définissent le statut d'adulte.

Quant à Goyette (2010), il estime qu'il y a trois seuils à franchir pour pouvoir considérer que la transition vers la vie adulte est réalisée, soit : la transition de l'école vers le marché de l'emploi, la transition de la famille d'origine vers une nouvelle famille qui s'apparente à la création d'un nouveau noyau familial, et enfin la transition du milieu de vie des parents vers un logement indépendant (Goyette, 2010). Hogan (1981) et Shanahan (2000) affichent la même position que Goyette sur la transition vers la vie adulte en affirmant que plusieurs marqueurs indiquent la fin de l'adolescence et l'entrée dans la vie adulte. Ils ajoutent que non seulement il faut accomplir ces étapes de vie, mais il faut les accomplir dans une séquence qui est prescrite socialement, c'est-à-dire atteindre ces seuils dans la tranche d'âge durant laquelle la société nous dit que nous devrions atteindre ces marqueurs.

Goyette (2010) avance que la façon la plus certaine de faciliter le passage à la vie adulte est d'assurer la qualité du réseau et des soutiens, et que ces ressources (humaines) sont nécessaires pour pouvoir atteindre pleinement le statut d'adulte. Afin de pouvoir évaluer la

qualité du réseau et du soutien reçu, Goyette (2010) parle d'activation ou encore de réelle mobilisation du réseau de pairs. Donc, non seulement le réseau doit être présent, mais encore faut-il que ce dernier soit source de soutien pour la personne qui en a besoin.

Des recherches américaines (Osgood, Foster, Flanagan et Ruth, 2005) se sont quant à elles penchées sur le soutien que les services sociaux offrent à ceux qui quittent les services à l'enfance une fois qu'ils atteignent la majorité. Il y a consensus sur le fait que certains aspects de la prise en charge du développement de l'enfant et de l'adolescent sont loin d'être idéaux sous la tutelle des services sociaux états-uniens, et que ces aspects devraient être bonifiés afin d'offrir la même chance à tous d'accéder à une bonne qualité de vie au-delà du 18^e anniversaire. Osgood, Foster, Flanagan et Ruth (2005, p. 45) nous expliquent que trois conditions devraient être considérées et qu'une attention particulière devrait être portée à :

- 1) l'instabilité possible lors d'une période d'hébergement;
- 2) la faible considération de l'importance d'une instruction de qualité pour des jeunes hébergés, et enfin;
- 3) des soins de santé parfois inadéquats.

D'ailleurs, ils mettent en relief que plus il y a de placements, moins il y a de stabilité dans la vie de jeunes pris en charge par la protection à l'enfance. Ainsi, les auteurs, Osgood, Foster, Flanagan et Ruth (2005, p. 45) suggèrent que moins il y aura de placements et plus l'environnement d'un individu sera stable, plus la personne éprouvera un sentiment de satisfaction (Jones et Moses, 1984), plus elle aura une bonne condition physique et médicale (Fanshel et Shinn, 1978), plus elle atteindra un niveau supérieur d'éducation, et plus elle réalisera de bons exploits personnels (Zimmerman, 1982; Cook, Fleischman et Grimes, 1991). Cela aurait un effet important sur le fonctionnement d'un adulte en devenir (Zimmerman, 1982), ce qui pourrait être aussi applicable dans le contexte québécois puisqu'il s'agit de jeunes en difficultés; la même population ciblée en termes d'âge par cette recherche.

Au-delà des soutiens disponibles, Goyette (2010) tente d'identifier le soutien existant réellement, au sens où le rapport entre le jeune dans le besoin et la personne qui lui vient en aide permet une relation de réciprocité. Dans le cadre de la recherche de Goyette (2010), qui visait

principalement la transition vers la vie adulte de jeunes hébergés en Centres jeunesse, il a été constaté que les membres des réseaux des jeunes ne paraissent pas toujours faciliter cette transition et que les garçons ne la vivent pas de la même façon que les filles (Goyette, 2012).

À cet effet, nous comprenons que les garçons se lient davantage d'amitié avec des gens du même sexe qu'eux, alors que c'est complètement différent dans le cas de jeunes filles dans une situation semblable (Goyette, 2012). Le soutien que reçoivent ces garçons dans un contexte de placement sous une mesure de protection à l'enfance est beaucoup plus durable, car le réseau en question est caractérisé par d'anciennes relations, des amitiés d'enfance, lesquelles sont souvent plus durables (Goyette, 2010). C'est donc dire que les garçons sont nettement plus avantagés que les filles lors de cette transition au niveau du soutien affectif et matériel reçu, car dans la majeure partie du temps, le noyau familial et les liens d'amitié sont plus présents, et les liens mieux entretenus, et ce, au-delà du 18^e anniversaire.

1.7 Les défis rencontrés par les jeunes hébergés dans le cadre d'une mesure légale de protection à l'enfance en contexte québécois actuel

Nous avons vu que, pour certains jeunes, le retour dans le milieu familial n'est pas possible et qu'une ordonnance d'hébergement jusqu'à la majorité est rendue. Or, cette prise en charge par l'État n'est pas sans problèmes pour ceux qui en vivent les répercussions. Goyette (2006) résume ici les difficultés pouvant être rencontrées par les jeunes qui doivent vivre sous la tutelle de l'État jusqu'à leur majorité :

« Au Québec, les besoins particuliers de ces jeunes sont soulignés dans le rapport Cloutier. [...] Les écrits sur l'insertion, comme ceux sur les pratiques visant l'autonomie des jeunes pris en charge, se rejoignent sur la nécessité de mieux soutenir le passage à la vie adulte des jeunes adultes. [...] Si l'insertion en emploi est au cœur des interventions, peu d'activités ou d'interventions étudiées pour ce travail portent sur la question du logement, alors même que le passage à la vie adulte concerne aussi cette transition résidentielle. Les ressources d'appartements supervisés et les ressources communautaires d'hébergement pour jeunes sont peu nombreuses et ne semblent pas faire partie de l'objectif d'insertion sociale des jeunes issus des Centres jeunesse. Pourtant, l'ancrage résidentiel constitue le socle d'un ancrage dans un milieu de vie et dans une communauté. De surcroît, une intervention multidimensionnelle qui considère l'ensemble des sphères de la vie d'un jeune des Centres jeunesse quittant un milieu substitut, devrait être constituée, en plus de la réadaptation, d'une préparation à la vie autonome (budget, logement, loyer, etc.), d'une qualification soit par la formation, soit par l'employabilité et les expériences en milieu de travail, d'un milieu d'hébergement avec soutien et d'un suivi post-Centres jeunesse (après 18 ans)

Goyette et Frechon (2013) le rappellent : les études internationales sur la question des jeunes placés soutiennent toutes que les jeunes hébergés jusqu'à la majorité légale ont un profil particulièrement vulnérable lorsque comparés à un groupe de jeunes du même âge qui ne doivent pas faire face aux mêmes difficultés. En plus des barrières structurelles rencontrées par l'ensemble des jeunes arrivant à la vie adulte, l'insertion et la participation active à leur société paraissent encore plus difficiles pour cette clientèle et parfois impossibles en raison des difficultés psychosociales auxquelles ces jeunes font face (Bouchard *et al.*, 1996; Comité aviseur de Solidarité jeunesse, 2002; Nadeau, 2000, cités dans Goyette et Turcotte, 2004).

D'ailleurs, au-delà de la prise en charge, les problèmes se poursuivent pour plusieurs de ces jeunes. Le retour dans le milieu familial une fois l'atteinte de la majorité n'est pas toujours

possible en raison du contexte familial ou encore pour des raisons financières, ce qui les amène inévitablement à « devenir adultes » très rapidement, même s'ils ne s'y sentent pas toujours bien préparés. L'absence de soutien et d'implication, voire le désinvestissement complet de la famille dans la réussite de cette transition a pour effet de complexifier ce passage vers la vie adulte.

Ainsi, bien que ces jeunes vivent des difficultés propres à leur groupe d'âge, ils risquent également de vivre les contrecoups des difficultés liées à leur situation familiale, qui auront de multiples impacts : la difficulté à rehausser leur niveau d'instruction, le risque de vivre une période d'itinérance à l'âge adulte, la possibilité accrue de connaître des problèmes avec l'appareil judiciaire, des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi, etc. Ces difficultés seront présentées dans les sections qui suivent.

1.7.1 Des inégalités sociales rencontrées avant même la naissance

Le milieu dans lequel un individu se développe a souvent un impact déterminant sur la vie qui l'attend. Bien qu'il y ait d'autres facteurs à considérer au moment de faire le bilan du développement d'une personne, il est indéniable que le milieu de provenance peut avoir des effets tant positifs que négatifs sur ce développement. Ainsi, les inégalités sociales ont un impact déterminant sur les conditions de vie, sur la santé des individus et plus encore. Filion (2015, cité dans Vinet et Filion, 2015, p. 70) explique que les enfants issus de milieux défavorisés courent des risques plus importants que leurs pairs au parcours plus aisé sur le plan de leur santé physique et mentale. L'auteure soutient que les effets de la pauvreté se font sentir dès la période de gestation de la mère et que les impacts de cette pauvreté économique et sociale ont des effets négatifs bien au-delà de la naissance de l'enfant (Filion, 2015). En d'autres termes, quelqu'un qui naît dans la précarité et qui évolue dans un environnement non favorable à son développement court plus de risques au cours de sa vie de connaître d'importantes difficultés et d'être confiné à ce même milieu une fois rendu à l'âge adulte. Si certains s'en sortent malgré tout, il reste que les conditions de vie dans lesquelles les individus se développent ont une incidence majeure sur leur développement, un point sur lequel nous reviendrons.

Cette réalité concerne aussi la population à l'étude ici : dans le milieu de la protection à l'enfance au Québec, plusieurs des jeunes qui sont suivis ou qui sont hébergés dans les centres de réadaptation proviennent de milieux déchirés ou de milieux socio-économiques précaires, ce qui a pour effet de les vulnérabiliser (Nadeau, 2000). Leurs conditions de vie, et même celles de leurs parents avant qu'ils ne viennent au monde, auront un effet déterminant, bien que réversible, sur leur taux d'arrestation et d'incarcération ou encore sur celui de diplomation, ainsi qu'au niveau de leur instabilité au plan conjugal, du risque de consommation de drogue, de leur santé et de leurs chances de participer activement au marché de l'emploi (Goyette et Turcotte, 2004).

1.7.2 L'impact du noyau familial sur le niveau d'instruction et les chances de réussite à l'âge adulte

Vinet et Filion (2015) expliquent que le fait de grandir dans la pauvreté hypothèque grandement l'avenir des enfants. Cela a pour effet, dans bien des cas, de maintenir les enfants et les adolescents dans les mêmes conditions de vie que leurs parents, une fois qu'ils deviennent adultes à leur tour. Ces conditions de vie sont bien souvent marquées par des emplois précaires, par le fait d'habiter dans un logement en mauvaise condition et par un manque de ressources économiques (Vinet et Filion, 2015, p. 24)

Sur la question de l'instruction par l'école, le milieu scientifique s'entend pour dire que l'environnement dans lequel l'enfant grandit peut favoriser ou inhiber cette première étape de l'apprentissage (Filion, 2015; Osgood *et al.*, 2005; Goyette *et al.*, 2011). Les contraintes financières des parents, leur faible niveau de scolarité (Vinet et Filion, 2015, p. 89) ou encore de nombreux déménagements ont un effet direct sur la capacité d'apprendre d'un enfant. Pour ce qui est des enfants hébergés en Centre jeunesse, les multiples ruptures connues avec le milieu académique les ont, dans bien des cas, retardés sur le plan scolaire lorsqu'on les compare aux autres jeunes vivant dans des milieux plus nantis et plus fonctionnels. Le contexte familial a donc un effet direct sur la possibilité de réussir à s'insérer socialement grâce à un emploi. Il est établi pour le milieu scientifique qu'il y a des liens entre, d'un côté, le niveau de scolarité des parents, les emplois qu'occupent ces derniers ainsi que le soutien et les ressources disponibles

au sein de la famille et, de l'autre, les chances des jeunes de s'insérer socialement et connaître des conditions de vie optimales (Vinet et Fillion, 2015, p. 90)

Mentionnons que les jeunes ayant connu une période d'hébergement sont peu nombreux à avoir décroché un diplôme d'études secondaires (Mauders *et al.*, 1999; Jahnukainen, 2007, cités dans Goyette et Frechon, 2013). Ils seront donc plus nombreux à occuper des emplois précaires, qui sont bien souvent faiblement rémunérés et qui vont à peine leur permettre d'assurer leurs besoins de base (Kufedlt, 2003, cité dans Goyette et Frechon, 2013). Face à cette contrainte, ces jeunes en difficultés sont plus nombreux que leurs pairs qui ne connaissent pas les mêmes enjeux à faire une demande d'aide sociale à un moment ou un autre durant leur vie d'adulte (Goyette, 2006). Au Québec, ce sont près de 5000 de ces jeunes qui deviennent légalement autonomes à chaque année (Goyette et Turcotte, 2004). Il est possible de croire que, de ce nombre, une bonne proportion vont connaître des conditions de vie difficiles ou devoir faire appel à l'aide de dernier recours, puisqu'ils sont plus nombreux à accumuler un retard important sur le plan académique et au niveau de leurs habiletés sociales (Goyette, 2006; Goyette et Turcotte, 2004).

Selon Osgood, Foster, Flanagan et Ruth (2005), les jeunes qui quittent l'école secondaire sans diplôme ont tendance à former plus rapidement un couple et une unité familiale que ceux qui poursuivent leurs études au niveau collégial ou à l'université. Cette situation les place davantage à risque de vivre des épisodes d'instabilité financière, de connaître très tôt l'endettement et de plonger dans une pauvreté économique dont ils ont peu d'espoir de se sortir.

1.7.3 Les transformations actuelles du marché de l'emploi et ses effets sur l'insertion au travail

Dans une société capitaliste comme la nôtre, plus spécifiquement dans un contexte économique et politique mené par une gouvernance de droite où le développement de l'économie du pays passe principalement par l'utilisation des forces humaines et des ressources matérielles disponibles, nous savons que l'accès à l'indépendance financière est directement lié

à l'accès à l'emploi et donc à une participation active au marché de l'emploi. Or, ce marché apparaît aujourd'hui moins favorable qu'il ne l'a déjà été, et ce pour tous les travailleurs :

Les jeunes adultes font face à un marché de l'emploi qui leur offre de moins bonnes conditions d'emploi malgré un niveau d'instruction plus élevé que leurs prédécesseurs, les régimes de pension sont de plus en plus pauvres et un plus grand nombre d'emplois sont temporaires. Au niveau des biens de consommation, le coût de la vie augmente à un rythme accéléré alors que les salaires stagnent, le prix des loyers augmente tous les ans, malgré les taux d'intérêt particulièrement bas sur les hypothèques, ce qui laisse peu de marge pour accéder rapidement à la propriété après la fin des études alors que c'était la marche à suivre dans les années 70 et 80 (Clark, 2014).

Pour les jeunes quittant l'hébergement obtenu grâce à une mesure de protection à l'enfance, le pas à franchir est donc particulièrement grand. Ceux-ci doivent faire preuve d'une maturité hors du commun dès l'atteinte de la majorité, car les exigences juridiques et ministérielles sont ainsi faites et que leur survie en dépend en quelque sorte. Ils doivent parvenir rapidement à une indépendance financière pour couvrir leurs dépenses quotidiennes en épicerie, logement et services essentiels. L'aide de dernier recours soutient momentanément ces personnes dans le besoin, leur donne un coup de pouce, sans toutefois leur permettre de vivre confortablement avec ce revenu.

Ajoutons à cette situation que « [...] les transformations du travail qui ont entraîné une hausse des niveaux de formation et de compétences requis pour les emplois se situant aux échelons inférieurs dans les entreprises » (Goyette *et al.*, 2011, p. 41), ce qui a pour effet d'augmenter continuellement les exigences à l'insertion au marché de l'emploi et de creuser le fossé entre les emplois recherchés et les emplois de services qui attirent une clientèle peu formée et qui offrent des conditions de travail peu alléchantes.

Par ailleurs, le désir des employeurs de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et flexible vient avec son lot de complexités. D'abord, le terme flexible, lorsqu'il est question du marché de l'emploi, fait référence aux conditions de travail, qui sont beaucoup plus malléables que pendant les décennies précédentes (Gaudreau, 2012, cité dans Vinet et Fillion, 2015, p. 49). Gaudreau (2012) souligne à ce propos que pour les travailleurs, la flexibilité a une contrepartie : la précarité. Elle amène son lot de défis et de contraintes, à savoir : devoir prendre un emploi de

courte durée sans garantie, devoir être travailleur autonome et finalement devoir cumuler divers emplois afin de travailler à plein temps. On peut comprendre que pour un travailleur peu outillé, peu formé et qui manque parfois de finesse sur le plan des habiletés sociales, devenir compétitif dans un marché qui demande plus et qui est prêt à offrir moins, se tailler une place de choix et dite « sûre », devient tout un exploit.

1.7.4 L'augmentation du risque de connaître une période d'itinérance après un hébergement en Centre jeunesse

D'autres études ont quant à elles soulevé le fait que plusieurs des jeunes qui sont hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité connaissent une période d'itinérance dans les années qui suivent le placement. Cela est vrai dans le contexte canadien, et les études américaines consultées pour ce projet vont dans le même sens. On parle de 25 % dans l'étude de Goyette et Frechon parue en 2013 (Frechon, 2005; Dainin et De Panfilis, 2007, cités dans Goyette et Frechon, 2013), alors que Houde-Roy (2016) va jusqu'à parler d'un jeune sur deux.

L'Agence de la santé publique du Canada (2014) reconnaît que le fait d'être sans-abri est le résultat d'un mélange complexe de facteurs qui sont sociaux, culturels, économiques et structurels, donc pas nécessairement liés à l'individu. Dans la majorité des cas, la rue représente l'aboutissement d'un parcours de vie parsemé de difficultés et d'échecs douloureux et éprouvants (Gouvernement du Québec, 2017). À titre d'exemple, des expériences négatives durant l'enfance, de faibles niveaux d'études, le manque de compétences professionnelles, l'éclatement de la famille, la maladie mentale, la pauvreté, la discrimination et l'exposition à la violence augmentent la vulnérabilité au sans-abrisme et rendent l'accès aux services de santé et de soutien difficile pour les jeunes de la rue (Agence de la santé publique du Canada, 2014). Selon Bellot (2003), dans le cas où les jeunes hébergés en institution jusqu'à la majorité se retrouvent sans soutien et avec un réseau social limité à leur sortie du système de protection à l'enfance, ils aboutissent parfois à la rue et doivent rapidement apprendre, par leurs propres moyens, à devenir autonomes.

1.7.5 Le risque de problèmes avec l'appareil judiciaire suite à des tentatives pour assurer sa survie

Pour plusieurs jeunes, les conditions de vie avec lesquelles ils doivent composer à l'atteinte de la majorité les incitent à commettre des délits de toutes sortes pour joindre les deux bouts (ex. : vol à l'étalage, vente de stupéfiants, fraude, etc.) (Osgood *et al.*, 2005). Ce risque calculé vient parfois les rattraper et entacher leur dossier criminel. Les auteurs d'une étude réalisée aux États-Unis soutiennent que 50 % des participants révélaient avoir volé des vêtements ou de la nourriture dans la dernière année (Hagan et McCarthy, cités dans Osgood *et al.*, 2005, p. 182), ce qui n'est pas surprenant quand on sait que «la pauvreté est malheureusement inséparable de la faim et des carences alimentaires, qui ont des effets à plusieurs niveaux» (Vinet et Filion, 2015, p. 26). L'étude montrait aussi que, parmi les participants, 36 % avaient volé d'autres biens, 40 % avaient vendu un objet qu'ils savaient volé, 40 % vendaient de la marijuana et 36 % participaient à du trafic de drogues, le tout pour survivre (Hagan et McCarthy, cités dans Osgood *et al.*, 2005, p. 182). La vente de stupéfiants peut être profitable pour certains, qui s'adonnent à cette activité principalement pour arriver à joindre les deux bouts, mais au point de vue judiciaire, le prix est chèrement payé lorsqu'il est question d'assurer sa survie par des moyens non légaux. C'est tout de même la voie que plusieurs décident d'emprunter pour s'assurer de meilleures conditions de vie (Osgood *et al.*, 2005).

En plus de ses difficultés à assurer ses besoins de base, cette population est plus susceptible de faire face au système judiciaire, de rencontrer des problèmes de couple qui mèneront à des divorces et à des séparations, et d'avoir des problèmes de santé physique et mentale que la moyenne des jeunes du même âge (Osgood *et al.*, 2005; Goyette et Turcotte, 2004; Shirk et Stangler, 2004).

1.7.6 Les enjeux sur le plan relationnel

Au niveau relationnel, les jeunes en difficulté connaissent habituellement plus d'embûches lorsque vient le temps de nouer des relations durables et viables (Goyette, 2006, cité dans

Goyette *et al.*, 2011). Certains événements marquants vécus par ces jeunes viennent teinter leurs rapports avec les autres (Goyette, 2006, cité dans Goyette *et al.*, 2011). D'ailleurs, ce même auteur (Goyette, 2006) avance que lors de la transition vers la vie adulte, les jeunes en difficulté ont tendance à troquer le sentiment de confiance et de sécurité pour de la peur et de l'anxiété. Ces personnes étant bien souvent peu ou mal soutenues par le faible réseau qu'elles ont, elles doivent apprendre à se débrouiller rapidement seules tout en composant avec des blessures qui ont un effet direct sur leurs façons d'entrer en relation avec l'autre et d'entretenir leurs relations, de même qu'au niveau de la fonction des relations qu'elles tissent. Cela a un impact non seulement sur leur réseau familial et sur leurs relations amoureuses, mais aussi sur les échanges qu'elles ont avec tous ceux qui leur sont étrangers.

De ce fait, il peut être plus difficile pour les membres de ce groupe de se maintenir en emploi, de connaître du succès en amour et d'avoir des amitiés de longue date (Osgood *et al.*, 2005). Ultimement, cette incapacité à créer un lien durable avec l'autre aura pour effet de les plonger dans l'isolement social.

1.8 Les programmes et services offerts aux adolescents suivis dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance par le CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

Dans cette section seront présentés les programmes d'aide et les ressources offerts aux jeunes qui sont hébergés dans les installations des Centres jeunesse de Montréal. Il faut savoir que les programmes sont pensés de façon à « miser sur les capacités des jeunes à reprendre du pouvoir sur leur vie en se responsabilisant face à leur propre autonomie ainsi que sur l'importance de soutenir la mise en relation des jeunes avec leur milieu » (INESSS, 2018). Ainsi, l'adolescent et sa famille sont les premiers porteurs du développement de l'autonomie du jeune en question. Des ressources spécialisées sont offertes à ceux-ci. Ces ressources agissent comme soutien externe à la réalisation du projet d'autonomisation.

En parallèle à tous les programmes présentés ci-bas, un suivi social avec un technicien en assistance sociale ou encore un travailleur social est automatiquement attribué jusqu'à la majorité à tout jeune hébergé dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance. De plus, les adolescents qui sont hébergés sont assistés en permanence par des éducateurs et éducatrices au sein même des unités de réadaptation.

1.8.1 Le programme Qualification des jeunes (PQJ)

Le programme Qualification des jeunes (PQJ) vise les adolescents suivis par les Centres jeunesse, qui ont 16 ans au moment de l'inscription. Les jeunes ciblés doivent avoir reçu un service d'hébergement de longue durée. Leur profil doit présenter ces caractéristiques : retour non garanti dans le milieu familial, besoin de développer des aptitudes et des connaissances liées au développement de l'autonomie et, enfin, réseau social effrité ou encore absent.

L'intervention dans le cadre du suivi du PQJ se fait à travers un intervenant spécialement attitré par ce programme. L'intervenant suit l'adolescent sur une longue période et lui propose des moyens et des ressources pour l'aider à développer son autonomie.

L'aspect « qualification » de ce programme vise à préparer au mieux le participant à son insertion au marché du travail. Il peut donc découvrir des métiers, apprendre des méthodes de travail ou se faire aider dans la recherche d'un emploi de qualité par son intervenant responsable attiré au programme Qualification des jeunes (PQJ). C'est donc dire que la personne qui suit le jeune dans le cadre du PQJ n'est pas la même que celle responsable du suivi social LPJ.

Enfin, le dernier aspect qui est développé par le programme chez les participants est la création d'un filet social. L'intervenant responsable du suivi PQJ d'un jeune l'aidera ainsi à se créer un réseau fort et durable et à s'intégrer à sa communauté. Il y a donc trois aspects à ce programme. Le premier consiste « à faire avec » le participant en l'accompagnant dans ses démarches de recherche d'emploi. Le second est de lui « faire faire » donc, en d'autres termes, d'inviter le participant à prendre en main le développement de sa propre autonomie. Enfin, le troisième et dernier aspect du PQJ consiste à soutenir l'adolescent et à passer le relais à d'autres membres de la communauté et même au participant lui-même (INESSS, 2018).

1.8.2 Le plan de cheminement vers l'autonomie (PCA)

Le Plan de cheminement vers l'autonomie (PCA) est un outil clinique qui permet d'évaluer le degré d'autonomie d'un individu. Il se distingue du PQJ par son application durant l'intervention. Le PQJ est axé sur la pratique et consiste en un soutien provenant d'un intervenant social qualifié, alors que le PCA est un outil clinique qui permet aux intervenants et aux jeunes en difficulté de partager un langage commun et de concerter leurs actions en vue de développer l'autonomie du jeune.

Le PCA vise une clientèle âgée entre 16 et 24 ans et s'appuie sur trois concepts de base, soit : 1) le passage à la vie adulte, 2) l'autonomie et 3) la continuité des services. Le Plan complété et analysé sert à orienter les discussions entre l'intervenant et l'adolescent afin de sensibiliser ce dernier sur ses forces et ses faiblesses. Ensuite vient l'étape de la planification des services à offrir à l'adolescent dans le besoin. Il s'agit d'élaborer avec lui un plan d'action

(d'intervention) répondant aux difficultés identifiées par le test. Ainsi, le PCA vient soutenir les besoins du jeune en créant autour de lui une toile de services, où la responsabilité est partagée par tous les acteurs qui aident l'adolescent dans le développement de son autonomie.

Le plan en soi est une grille de questions qui découpée en trois axes : 1) l'axe socioprofessionnel, 2) l'axe résidentiel et 3) l'axe relationnel. Dans la première section du questionnaire, l'adolescent et son intervenant de suivi social LPJ couvrent tout ce qui concerne la cueillette de ses renseignements généraux. Par la suite, ils font un survol des interventions ayant eu lieu jusqu'à présent dans la vie de cette personne. Enfin, le participant est amené à discuter de ses projets personnels sur le plan socioprofessionnel. Dans la deuxième section de l'outil clinique est abordé tout ce qui concerne la vie quotidienne du participant, à savoir : le logement, le budget, les finances personnelles, la santé et toutes les connaissances entourant ces thématiques. Le troisième volet concerne l'axe relationnel, soit les ressources qui pourraient être qualifiées d'humaines dans l'entourage de l'adolescent. Ainsi, cette section vise davantage à découvrir qui forme le réseau social et de soutien du participant et son cheminement vers la vie adulte. La grille de questions peut être travaillée en plusieurs temps, selon la disponibilité du jeune et de l'intervenant. L'idée principale derrière cet outil est d'orienter l'intervention sociale en fonction des forces, des faiblesses et des besoins du jeune.

1.8.3 Le programme d'intégration socioprofessionnelle

Le Programme d'intégration socioprofessionnelle est offert aux jeunes âgés de 16 ans et plus. Il vise à « permettre aux jeunes de développer les compétences liées principalement aux domaines fonctionnel et productif et [à] les préparer à intégrer le monde socioprofessionnel » (INESSS, 2018, p. 67). Ce programme se découpe en trois profils : scolaire, pré-employabilité et employabilité. Son application varie selon le profil sélectionné. Ainsi, un jeune qui choisira le parcours scolaire sera soutenu par ses intervenants sociaux (éducateurs et autres) afin de lui permettre de réussir son projet et de s'y investir pleinement. La même logique s'applique pour le volet pré-employabilité et ou le profil employabilité.

Bien que l'intégration à l'école soit la priorité du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire (CJM-IU), certains adolescents n'arrivent pas à s'épanouir dans leur parcours scolaire. Les volets pré-employabilité et employabilité ont été pensés pour répondre aux besoins de ce groupe de jeunes. L'idée est de les accrocher à un projet formateur, valorisant à leurs yeux, et surtout à un projet qui leur permettra possiblement de réintégrer l'école en étant plus intéressés et mieux outillés.

Dans le cadre de ce programme, quatre sphères de l'intégration sociale sont abordées : les domaines personnel; relationnel et familial; fonctionnel et productif; et enfin symbolique.

Pour répondre aux objectifs du programme, divers moyens sont proposés aux jeunes. L'offre de service se compose de cinq alternatives permettant toutes de travailler les différentes sphères de l'intégration sociale.

D'abord, il y a un atelier de formation et d'initiation au travail qui se déroule sur une période de 8 à 12 semaines. Une cohorte de douze jeunes s'exerce et apprend divers métiers, particulièrement en relation au milieu de la manutention, de la réception de marchandises et de l'entretien ménager.

Il est aussi possible pour ces adolescents de vivre une expérience de stage interne au CJM-IU. Ce programme de stage individualisé vise les personnes qui présentent des troubles de santé mentale ou encore d'adaptation. Ainsi, cette expérience de stage leur permet de se développer sur le plan personnel en travaillant sur leurs défis, en plus de les outiller et de leur donner des compétences transférables sur le marché de l'emploi. Le milieu de stage, qui leur est familier, est aussi un milieu rassurant et sécurisant pour des jeunes qui présentent certaines difficultés personnelles.

Le Programme de stage annualisé en milieu communautaire permet à des jeunes de 16 ans de faire un stage dans un organisme communautaire durant tout l'été de leur 16^e année.

Le stage d'été, comme son nom l'indique, permet pour sa part à d'autres jeunes de vivre une expérience de stage en milieu de travail, sans pour autant qu'il y ait des exigences particulières pour pouvoir accéder à ce stage.

Le Programme de stage en entreprise privée avec le programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi à Montréal (PITREM) cible les jeunes hébergés en Centres jeunesse qui ont 16 ans et plus. L'intégration se fait auprès d'une entreprise privée qui accepte de former le participant selon les exigences et les standards de l'entreprise (INESSS, 2018).

1.8.4 Le programme de réinsertion sociale

Le Programme de réinsertion sociale se divise en trois phases. Il vise à « soutenir l'intégration sociale et familiale des jeunes hébergés en milieu de réadaptation » (INESSS, 2018). La phase d'évaluation sert à faire connaître le programme et à déterminer, autant avec le jeune qu'avec son parent gardien, quel est son projet de vie après son passage dans les Centres jeunesse. Pour certains, la période de réadaptation se soldera par un retour dans le milieu familial. Pour d'autres, comme c'est le cas de la clientèle à l'étude dans ce projet-ci, le retour chez les parents n'est pas possible. Il s'agit donc d'un projet de vie qui vise le développement de l'autonomie en vue de la majorité. La deuxième phase du programme se déroule suite à la révision du plan d'intervention de l'adolescent, au moment où son projet de vie est déterminé. Il s'agit donc de la phase d'élaboration du plan de match. Enfin, la troisième et dernière phase est celle d'actualisation. La personne dans le besoin peut être soutenue, assistée selon ses besoins et des références vers des organismes communautaires ou des services de première ligne peuvent lui être données afin de faciliter l'accès aux ressources existantes. C'est durant cette phase que le jeune quitte officiellement le milieu d'hébergement. Par la suite, il est soutenu sur une période allant jusqu'à trois mois.

1.8.5 Les appartements semi-autonomes

Un programme d'appartements semi-autonomes (ou supervisés) est offert par le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Il vise les préadultes âgés de 17 ans et plus qui proviennent

de milieux de vie substituts ou encore de leur milieu de vie familial (INESSS, 2018). Les intervenants qui assurent le suivi social sont ceux qui vont référer les jeunes vers ce type de ressource. Ils le font avec ceux pour qui le retour dans le milieu familial à 18 ans n'est pas possible. Ce moyen permet donc aux jeunes qui devront vivre de façon autonome de mettre en pratique leurs acquis et de vivre une expérience qui se rapproche le plus possible de ce qui les attendra à la majorité. L'idée est de leur éviter de connaître une période d'itinérance une fois la fin des services en protection à l'enfance arrivée. Ce programme est offert en plus du suivi social qui est offert par une personne autorisée par la DPJ.

Dans les appartements supervisés, une équipe d'éducateurs outille les adolescents au quotidien en travaillant en partenariat avec l'intervenant responsable du dossier. Les adolescents ne sont pas laissés à eux-mêmes et peuvent avoir accès à un adulte de confiance en tout temps.

1.8.6 Le programme scolaire 18-20 ans

Finalement, le programme scolaire 18-20 ans existe pour ceux qui désirent poursuivre l'hébergement dans leur ressource actuelle au-delà de leur 18^e anniversaire. Ce programme « vise à soutenir le jeune adulte en vue de l'obtention de son diplôme secondaire, tout en lui permettant de demeurer dans son milieu d'hébergement » (INESSS, 2018, p. 73). L'adolescent qui est investi dans une démarche scolaire peut donc être hébergé dans le cadre d'une mesure légale sous la *Loi sur la santé et les services sociaux (LSSSS)* : le jeune doit simplement fournir une attestation d'inscription à temps plein au secondaire ou dans une formation professionnelle déjà entamée. La ressource d'hébergement (que ce soit une famille d'accueil ou une unité de réadaptation) doit consentir à maintenir le jeune adulte dans sa ressource et, en contrepartie, le jeune adulte doit aussi consentir à y demeurer, car il a obtenu sa majorité légale et n'y est plus tenu. Ainsi, ce programme vise à permettre à ceux qui veulent poursuivre et terminer leurs études d'être logés, nourris et assistés au-delà de 18 ans, et ce, sans être pressés de se trouver un nouveau logis.

1.9 Résumé de la situation spécifique des jeunes hébergés jusqu'à majorité légale devant vivre de façon autonome une fois majeurs

L'atteinte de la majorité est un élément temporel déterminant dans la vie des jeunes qui ont été pris en charge par une institution telle que la DPJ. Cela signifie souvent la fin de la prise en charge, et donc la fin de l'hébergement (Bellot, 2003).

Osgood, Foster, Flanagan et Ruth (2005) expliquent que le facteur le plus déterminant en termes de changement durant cette transition est la perte drastique de tous les services mis en place durant l'enfance, par exemple les services spécialisés en santé mentale, ou encore ceux mis en place durant le parcours d'hébergement offert par le système de protection à l'enfance. Certains facteurs expliquent le tout : instabilité sur le plan résidentiel; perte des documents officiels nécessaires à l'obtention des services; mode de vie des jeunes qui sont à la rue, lequel ne concorde pas avec les heures de services des fonctionnaires de l'État; mode d'accès aux services, etc.

Ainsi, si nous partons du constat que la période de la jeunesse et plus spécifiquement celle de l'adolescence s'allonge dans les sociétés occidentales pour les diverses raisons mentionnées jusqu'ici, ceux qui sont le moins bien outillés et soutenus par leur milieu familial, par leurs groupes de pairs et par l'État (comme c'est le cas de l'ensemble des jeunes hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité) s'en sortent généralement avec plus d'obstacles à tous les niveaux, notamment à celui de leur insertion sociale et de leur participation citoyenne.

Moriau (2011) soutient donc que l'intégration sociale des jeunes ainsi que leur réussite sur les plans personnel, professionnel et familial est grandement affectée par les contraintes et les opportunités que les institutions, leurs milieux de vie (école, maison, garderie) et les politiques sociales ont à leur offrir. Ces déterminants externes à la personne ont un impact considérable et non négligeable sur les chances que nous offrons aux jeunes en difficulté de contribuer pleinement à la vie citoyenne. Nous réitérons qu'il est beaucoup plus ardu pour un jeune en difficulté d'accéder à cette réussite sociale qui est prisée et valorisée par rapport à un

jeune de son âge qui ne vit pas le même parcours de vie et qui n'a pas accès aux mêmes ressources.

Une multitude de facteurs expliquent ainsi une intégration sociale réussie. Certains des facteurs relèvent directement de l'individu (ex. : sa condition de santé mentale, sa capacité à faire preuve de résilience, une aisance ou une difficulté dans l'apprentissage de matières ou de tâches, etc.). D'autres facteurs concernent l'environnement dans lequel un jeune en difficulté se développe (par exemple : des parents peu ou pas présents, des parents ayant des difficultés personnelles ou un handicap, la pauvreté économique, la pauvreté sociale [absence de réseau ou réseau peu aidant], etc.). Enfin, à l'échelle structurelle, des processus ont un impact sur l'insertion d'un individu (ex : les exigences du marché de l'emploi, les méthodes d'embauche, les méthodes de sélection pour accéder à un programme d'études, les politiques sociales, etc.). Considérant les difficultés auxquelles tous les adolescents et jeunes adultes font face pour s'insérer socialement, il est clair que pour des jeunes avec un parcours de vie semé d'embûches, s'insérer à la société devient un défi exponentiel.

1.10 Question de recherche

Compte tenu du contexte présenté dans ce chapitre, comment pourrions-nous considérer qu'un jeune adulte atteignant sa majorité légale devienne automatiquement prêt à vivre de façon autonome à son 18^e anniversaire et à faire face aux aléas de la vie ? Considérant toutes les difficultés auxquelles les jeunes hébergés ont dû faire face au cours de leur enfance jusqu'à leur majorité dans le cadre de la LPJ, il serait injuste d'affirmer qu'ils partent avec des bases solides leur permettant de se débrouiller et de mener confortablement leur vie comme leurs confrères du même âge, mais vivant dans des conditions totalement différentes. De surcroît, même s'ils arrivent à se frayer un chemin et à s'insérer dans leur société en tant qu'adolescents, comment favoriser le développement de leur autonomie, sachant qu'ils devront rapidement se débrouiller seuls une fois atteint l'âge légal ?

Bien qu'il existe plusieurs recherches en sciences sociales qui se sont penchées sur le passage à la vie adulte des jeunes hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance, aucune ne s'est intéressée spécifiquement aux représentations sociales des jeunes quant à leur position sur le fait de devenir adulte et sur ce qui est considéré comme étant aidant, selon eux, pour parvenir à mieux vivre cette transition. Voici pourquoi nous avons tenté d'explorer cette avenue pour étayer les connaissances existantes sur le sujet.

Tous ces questionnements nous ont conduits à formuler cette question de recherche, soit : *Quelles sont les représentations sociales que se font les jeunes hébergés jusqu'à la majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance sur le fait de devenir adulte?* En recueillant les témoignages de 10 participants, il a été possible d'explorer trois dimensions de cette question soit : 1) le profil de l'utilisateur, 2) l'appréciation des services reçus en lien avec le développement de leur autonomie, et enfin 3) leurs perceptions quant à la fin de la prise en charge institutionnelle.

Nous espérons que cette recherche contribuera à favoriser l'intégration sociale de tous les jeunes qui connaissent un épisode d'hébergement sous la LPJ et plus particulièrement ceux qui doivent être assistés par l'État jusqu'à l'atteinte de leur majorité légale.

Chapitre 2 : Cadre théorique

Dans ce chapitre, nous allons élaborer le cadre théorique qui montre l'angle d'analyse adopté tout au long du travail et permet de comprendre le sujet à l'étude. Ainsi, ce qui suit concernera les représentations sociales.

2.1 Les représentations sociales

Les représentations sociales peuvent être comprises comme un « système de savoirs pratiques (opinions, images, attitudes, préjugés, stéréotypes, croyances), générés en partie dans des contextes d'interactions interindividuelles ou/et intergroupaux. » (Seca, 2010, p. 14).

Les représentations sociales prennent forme à travers des échanges entre les individus et sont circonscrites dans le temps, selon une époque donnée au cours de l'Histoire (Moscovici, 1961, p. 16). Ainsi, les représentations sociales sont variables dans l'espace et dans le temps. L'étude des représentations sociales a comme postulat que l'individu est producteur d'un savoir expérientiel et qu'il est le mieux placé pour nourrir les connaissances que nous avons sur les différents sujets.

Durkheim est le père fondateur de ce concept alors que Moscovici (1961) est celui qui étoffa la théorie des représentations sociales sur laquelle nous nous basons aujourd'hui pour comprendre les représentations des groupes et des populations.

Après les écrits de Moscovici (1961), plusieurs auteurs se sont succédé pour améliorer la pensée de Moscovici (1961). Nous proposons donc plusieurs extraits d'auteurs, dont certains de Durkheim (1893, 1895, 1898), de Moscovici (1976), d'Abric (1996), de Jodelet (1989), de Mannoni (1998), de Seca (2010) et de Moliner et Guimelli (2015) pour expliquer fondamentalement ce qu'est une représentation sociale.

Durkheim (1893, 1895, 1898, cité dans Moliner et Guimelli, 2015, p. 14) conçoit les représentations sociales sous deux formes. Pour lui, il existe d'abord des représentations collectives et des représentations individuelles. Les représentations individuelles, comme leur nom l'indique, «sont extrêmement variables, transitoires, éphémères et constituent un flot continu alors que les représentations collectives se situent hors du devenir et sont impersonnelles » (Moliner et Guimelli, p. 14).

Moscovici (1961), quant à lui, explique que les représentations sociales (RS) sont un « paradigme, c'est-à-dire un courant de pensée », une façon de penser et d'organiser les savoirs qui sont considérés comme abstraits dans le domaine des sciences sociales. Jodelet (1989a, cité dans Seca, 2010, p. 40-41) ajoute que les RS sont «une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». Ces représentations ont une influence sur la façon dont les gens vont se comporter et une incidence sur la communication sociale (Seca, 2010, p. 41).

Dans nos sociétés, la structure dans laquelle nous vivons classifie les individus selon le genre, l'orientation sexuelle, la profession exercée, le groupe d'âge et plus encore. Ainsi, « les rapports entre les groupes sont ordonnés par et dans des transpositions symboliques, des formes de classification ou des ensembles de schèmes cognitifs » (Seca, 2010, p. 43). À l'intérieur même de ces groupes, des façons similaires de percevoir le monde émergent en raison des représentations sociales communes des individus concevant les choses. C'est ainsi que des représentations sociales prennent forme.

Abric (1996) a une vision plus politique de ce concept paradigmatique et dit des représentations sociales qu'elles sont une façon de délimiter où se situe la frontière entre les privilégiés de ce monde et les autres qui seront stigmatisés. Ainsi, selon la pensée d'Abric (1996), cette différenciation a pour effet de venir catégoriser ou plutôt opposer le « bon » individu et le « mauvais ». Enfin, Abric (1996) ajoute que les représentations sociales, en traçant cette ligne entre les bons et les mauvais, ont pour effet de mener vers l'exclusion sociale et de pousser en marge tous ceux qui ne se situent pas du bon côté de la ligne.

Les représentations sociales fonctionnent comme un langage en raison de leur valeur symbolique et des cadres qu'elles fournissent pour coder et catégoriser l'environnement des individus. (Moliner et Guimelli, 2015, p. 26)

Enfin, beaucoup d'auteurs qui ont succédé à Durkheim ont ajouté un deuxième niveau d'analyse en disant des représentations sociales qu'elles peuvent être non seulement collectives et individuelles, mais qu'elles sont soit *fortes*, soit *faibles*.

Pour les représentations dites fortes, ce sont celles qui sont « pourvoyeuses de sens », déterminantes au niveau des croyances et du sens que l'on donnera à un objet (Seca, 2010). Pour celles qui sont dites faibles, elles sont désorganisées, peu stables et donc susceptibles de subir des modifications dans le temps (Seca, 2010).

2.1.1 Les critères obligatoires d'une représentation sociale

Afin qu'une représentation sociale soit légitimée, c'est-à-dire qu'il soit possible d'y reconnaître une réelle problématique à prendre en considération, Seca (2010) suggère quatre critères. Ceux-ci doivent être intégrés.

- 1) D'abord, une représentation sociale doit être comprise comme un acte collectif et non comme une construction individuelle;
- 2) Ensuite, l'adjectif « social » adjoint au terme « représentation » fait référence à « la différence entre les groupes et par conséquent, aux positions qu'ils occupent dans la société » (p. 47);
- 3) De plus, il doit y avoir un certain consensus à l'intérieur même du groupe pour que nous puissions parler de représentation dite sociale, c'est-à-dire qu'elle doit avoir du sens pour l'ensemble d'un groupe afin que nous puissions la reconnaître comme une représentation sociale;
- 4) Enfin, la représentation doit faire l'objet de doute à l'intérieur d'un groupe X étant donné l'hétérogénéité qui l'habite. Ainsi, la difficulté à se prononcer sur l'existence

d'un tel savoir dans le groupe fait en sorte qu'il est possible d'admettre que ce savoir existe vraiment (p. 47).

2.1.2 Critères additionnels, mais non obligatoires, nous permettant de déterminer s'il s'agit d'une représentation sociale

D'autres conditions proposées par Seca (2010) peuvent faire partie de l'équation lorsque vient le temps de reconnaître l'existence d'une représentation sociale. Or, cette fois-ci, ces conditions ne sont pas essentielles à sa reconnaissance officielle. Il s'agit de :

- 1) La complexité de la problématique;
- 2) La composition des divers groupes qui font resurgir une représentation sociale et l'interrelation entre ces différents groupes;
- 3) L'absence ou la présence d'un système de contrôle orthodoxe des pensées (Seca, 2010, p. 51).

2.1.2.1 Critère 1 : La complexité de la problématique

D'abord, l'enjeu qui est mis de l'avant par le groupe doit aussi être préoccupant pour l'ordre public. La problématique en question doit faire l'objet de différentes conceptions élaborées par les individus composant une société, c'est-à-dire qu'il doit y avoir plusieurs points de vue divergents sur une problématique et qu'aucun consensus sur l'objet ne doit être possible.

2.1.2.2 Critère 2 : La composition des divers groupes qui font resurgir une représentation sociale

Seca (2010) explique que l'interdépendance entre les divers groupes existants est nécessaire à l'atteinte de leurs objectifs individuels (objectif du groupe). Ainsi, deux situations sont spécifiées pour constater si cette interdépendance est bel et bien présente, soit : 1) la *situation structurelle* et 2) la *situation conjoncturelle*.

- 1) Situation structurelle : ici, Seca (2010) met l'accent sur l'identité du groupe mis en cause. L'existence d'un groupe « est intimement liée à l'objet de représentation » (Seca, 2010, p. 51). En d'autres termes, il faut qu'une situation structurelle pousse les individus à vouloir former un collectif, de sorte que ces mêmes individus se reconnaissent à travers une problématique qui les affecte.
- 2) Situation conjoncturelle : ici, les membres d'un groupe X sont à nouveau confrontés à des difficultés qui émergent une fois que le groupe d'appartenance est formé. Le groupe s'étant initialement constitué pour répondre à une problématique ou à une situation les rassemblant, ils doivent maintenant arriver à composer avec des difficultés qui émergent au sein même du groupe en raison des différences de chaque membre qui constitue le groupe. Or, les membres n'y sont pas du tout préparés, étant donné que lorsqu'ils se sont impliqués dans leur premier groupe d'appartenance, ils n'ont pas conçu cette possibilité de différences importantes existant dans le groupe formé.

2.1.2.3 Critère 3 : L'absence ou la présence d'un système de contrôle orthodoxe (Seca, 2010)

Seca (2010) fait référence à un système de référents religieux ou à des valeurs sur lesquels un groupe s'appuie pour se construire une opinion sur un objet.

Un processus complexe vient selon l'auteur réguler l'émergence et l'organisation d'une représentation sociale (RS). On parlera alors de l'*objectivation* de cette dernière et de son *ancrage*. Concernant l'objectivation, Seca (2010) avance qu'elle permet à un groupe quelconque

de construire un savoir commun qui servira d'assise aux échanges entre les membres et à leurs opinions émergeant sur un objet. Concernant l'ancrage d'une représentation sociale, celle-ci fait référence à l'enracinement des croyances que la société entretient sur une problématique X (Moscovici, 1976).

L'objectivation et l'ancrage doivent donc être pensés comme des processus interconnectés qui ont une influence l'un sur l'autre. En d'autres termes, le premier concept (celui de l'objectivation) fait référence au « comment se forme la représentation? » tandis que l'autre (celui d'ancrage) fait référence au « comment la représentation sociale est modulée? » dans un groupe quelconque (Seca, 2010, p. 73).

2.2 Les fonctions des représentations sociales

Enfin, les représentations sociales répondent à quatre fonctions bien précises, soit :

- 1) La « catégorisation cognitive des objets » (Seca, 2010), qui peut être comprise comme l'étape de la classification des problématiques dans les pensées de l'Homme;
- 2) L'« identification sociale et individuelle » (Seca, 2010), qui doit être comprise comme l'étape où se produit la détermination d'un problème quelconque à l'échelle individuelle et collective;
- 3) L'« orientation et la prescription des comportements » (Seca, 2010), qui a pour fonction d'orienter et de déterminer, voire d'imposer les comportements aux individus et aux différents groupes;
- 4) Et enfin, les « référentiels ou gisements de savoirs pour des justifications ou des rationalisations » (Seca, 2010), qui créent un espace (des groupes) où il y a une émergence de savoirs et de moyens mis en place pour normaliser ou rationaliser ces savoirs et les faire connaître à d'autres (aux autres groupes).

2.3 Explication du choix des représentations sociales comme outil conceptuel de la recherche

« Les représentations sociales ont toujours un sujet et un objet : elles sont toujours représentation de quelque chose pour quelqu'un. » (Mannoni, 1998, p. 119)

Nous avons arrêté notre choix, pour ce travail de recherche, sur les représentations sociales afin d'explorer les pensées que se font les jeunes hébergés dans le cadre d'une mesure de la LPJ sur le fait de devenir adulte, sur l'autonomie et sur la fin de cette prise en charge institutionnelle. Nous souhaitons avoir un avant-goût du ressenti de ces jeunes face à cette étape de vie qui arrive plus rapidement que certains pourraient le penser. Le choix de ce cadre théorique a donc été conçu pour avoir un accès privilégié aux pensées des participants et à leurs conceptions du monde. Ensuite, comme les représentations nous l'indiquent, le problème, pour qu'il en soit un, doit être nommé ainsi par le groupe. Nous souhaitons valider si la transition vers la vie adulte posait problème aux principaux intéressés. C'est donc en leur donnant une voix et en portant un regard sur leurs perceptions que nous sommes parvenus à faire ressortir ce qui est important pour eux, durant cette transition.

Il existe d'autres façons d'aborder la question des jeunes hébergés jusqu'à la majorité dans le cadre d'une mesure légale sous la LPJ, notamment la *théorie de l'intersectionnalité* qui aurait pu être une piste intéressante pour nous. Nous n'avons pas arrêté notre choix sur cette posture, qui aurait entraîné un développement nous portant au-delà de notre présente recherche exploratoire, mais il est important de souligner que cette façon d'aborder la question des jeunes qui transitent vers la vie adulte permettrait à de futurs chercheurs de comprendre dans leur globalité les difficultés vécues par ce groupe et de mieux comprendre que plusieurs difficultés personnelles et structurelles font en sorte qu'un individu connaît plus d'obstacles qu'un autre. Nous faisons notamment référence à la pauvreté économique, à la pauvreté sociale, aux difficultés personnelles et aux limites structurelles.

Les groupes sociaux les plus touchés par les types de pauvreté mentionnés ci-haut sont : les familles monoparentales, les jeunes mères, les immigrants ou les enfants d'immigrants, les enfants, les autochtones et les personnes ayant des limites physiques ou cognitives (Vinet et Filion, 2015). Bien que leur statut place automatiquement les jeunes en difficulté en position de

vulnérabilité par rapport à la moyenne des jeunes de leur âge, il est donc capital de mentionner que d'autres facteurs peuvent avoir une influence sur leur développement et devenir un obstacle additionnel susceptible d'avoir un impact sur leur insertion sociale. L'intersectionnalité pourrait ainsi faire ressortir tous les autres enjeux qui ont un impact majeur sur l'individu.

Chapitre 3 : Méthodologie de la recherche

La question principale de cette recherche est : quelles sont les représentations sociales des jeunes hébergés jusqu'à la majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance sur le fait de devenir adulte ? Dans ce chapitre, nous vous présentons les différents outils méthodologiques que nous avons employé pour y répondre. D'abord, nous vous exposerons nos objectifs de recherche. Par la suite, nous élaborerons sur la manière dont nous envisageons notre recherche qualitative. Ensuite, les aspects méthodologiques de la recherche seront traités, soit la perspective de la recherche, la population à l'étude et l'échantillon sur lequel notre choix s'est arrêté. Nous indiquerons également la procédure adoptée pour recruter nos jeunes, le déroulement des entretiens, ainsi que les méthodes de cueillette de données. Enfin, nous conclurons sur la stratégie d'analyse des données utilisée, les considérations d'ordre éthique du projet et les difficultés rencontrées lors du recrutement des participants.

3.1 Le type de recherche, les axes explorés et les objectifs de ce projet

3.1.1 La recherche qualitative de type empirique

La recherche qualitative à elle seule est caractérisée par l'approche des phénomènes humains ou sociaux par l'expérience sensible, en particulier celle des acteurs sociaux en cause (Dorais, 1993, p. 8). La recherche qualitative, du point de vue épistémologique, a pour objectif d'explorer les connaissances sur des sujets précis et de faire ressortir les nouvelles connaissances sur le sujet à l'étude (Imbert, 2010). De plus, elle regroupe quatre pratiques reconnues soit une recherche de type empirique, une recherche-action, une recherche évaluative et une recherche de type introspective. C'est la recherche empirique qui nous intéresse dans le cadre de ce projet de maîtrise.

Pour ce projet, nous nous sommes arrêtés sur la recherche empirique puisque c'est ce modèle qui s'apparente le plus au travail réalisé.

Comme Dorais (1993) l'énonce, la connaissance de tout phénomène s'acquiert par la pratique, c'est-à-dire par l'expérience ou par l'observation de ce phénomène. L'objet de recherche dans une recherche qualitative de type empirique est soit :

- 1) la culture,
- 2) la sous-culture,
- 3) le groupe,
- 4) plusieurs cas ou
- 5) un seul cas.

Dans notre cas, notre objet de recherche est le groupe. Bien que la situation de chacun des participants soit unique, l'expérience d'hébergement jusqu'à la majorité leur est commune. De plus, dans la littérature traitant des jeunes hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité, le phénomène est étudié comme étant une dynamique de groupe et traite rarement de l'individualité des parcours de vie afin d'en faire ressortir des généralités.

3.1.2 Les axes de recherche

Dans le questionnaire de recherche, nous avons trois axes d'intérêt soit :

- 1) le profil de l'utilisateur,
- 2) l'appréciation des services reçus et enfin
- 3) la perception du jeune quant à la fin de la prise en charge institutionnelle.

Ces axes ont été développés autour de notre intérêt personnel pour la recherche sur ces thématiques et leur pertinence pour comprendre l'objet de recherche. Les objectifs de chacun des volets vous seront décrits ci-dessous.

Nous visons dans un premier temps à explorer les incidents qui ont mené vers le placement à majorité des jeunes participants. Plus spécifiquement, nous désirons :

- 1) faire un portrait global du milieu de provenance du jeune en question et
- 2) d'en apprendre davantage sur son historique de placement.

Ensuite, nous souhaitons découvrir les facteurs aidants selon chaque participant qui, durant son placement, ont favorisé le développement de son autonomie en vue de le préparer à la fin de l'hébergement une fois atteinte la majorité. Pour ce faire, nous voulions découvrir ce que le mot autonomie représentait pour le jeune et enfin découvrir de quelle façon elle s'actualisait pour lui. Subséquemment, nous allons dresser l'inventaire des services qu'il a obtenu en lien avec le développement de son autonomie. Par ailleurs, nous souhaitons découvrir les facteurs nuisibles selon chaque adolescent, qui durant son hébergement dans le cadre de la LPJ, ont limités ou ont eu un impact négatif sur le développement de son autonomie en vue du passage à la vie adulte. Ainsi, nous mettrons de l'avant :

- 1) les aspects à travailler selon les services qui ont été rendus et
- 2) les besoins spécifiques du jeune en lien avec le développement de son autonomie.

Pour conclure, la perception du jeune quant à la fin de sa prise en charge sera abordée. De ce fait, nous irons explorer tout ce qui concerne les attentes des participants confrontés par anticipation à leur sortie des services d'hébergement en protection de l'enfance.

3.2 Le choix du terrain de recherche

Notre choix de terrain s'est arrêté au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire (CJM-IU). Notre directrice de recherche étant professeure associée à l'Université de Montréal et chercheure au Centre de recherche Jeunes en difficulté, le choix de faire notre terrain au CJM-IU était opportun. La démarche d'intégration dans le milieu (dans les unités de réadaptation) a été facilitée par l'agente de liaison puisqu'elle nous a mis en contact avec la directrice des services de réadaptation pour le CJM-IU. De plus, l'excellente réputation et l'implication de

notre chercheure dans le milieu de la recherche en sciences sociales nous ont aussi facilité cet accès au terrain.

Étant moi-même praticienne pour un Centre jeunesse de la province au début de la recherche, le choix ne s'est pas arrêté sur mon milieu de pratique pour éviter tout biais ou conflit d'intérêts.

Quant au choix de la population cible, la décision de travailler avec des adolescents dans le cadre de ce mémoire est survenue après deux prises de conscience de notre part. Dans un premier temps, les écrits sur la question de la transition des jeunes adolescents vers la vie adulte abondent, même si au niveau du matériel de recherche, les écrits étaient plus volumineux pour les garçons que pour les adolescentes. Ensuite, sur le plan plus personnel, une situation en intervention nous a particulièrement marquée. Cette situation s'est produite dans le cadre d'un stage en protection à l'enfance lors du baccalauréat en travail social alors que nous intervenions auprès d'une clientèle adolescente. À l'aube du 18^e anniversaire d'un adolescent, nous avons dû l'accompagner vers une ressource communautaire afin de nous assurer qu'au-delà de son 18^e anniversaire, ce jeune en question n'allait pas se retrouver sans moyens. Au moment des faits, le jeune n'avait ni soutien de sa famille ni argent en poche. Quelques questionnements ont découlé pour nous de cette intervention et nous ont amenée à vouloir en découvrir davantage au sujet des jeunes hébergés jusqu'à leur majorité.

3.3 Le recrutement des participants et l'échantillonnage

3.3.1 Recrutement des participants

Afin de recruter nos participants, nous avons bénéficié de l'aide offerte par l'agent de liaison du *Centre de recherche Jeunes en difficulté* qui nous a introduite à la directrice des services de réadaptation du CJM-IU.

Par la suite, nous avons été rencontrer dans les installations du Bureau Est du CJM-IU la directrice en question qui avait anticipé notre venue en nous sortant toutes les listes des jeunes

qui respectaient les critères de participation à notre recherche. Après cette rencontre initiale avec la directrice des services de la réadaptation, elle nous a aidée à publiciser le projet auprès des directeurs des unités de réadaptation, qui eux, se sont chargés d'en parler aux équipes d'intervenants des diverses unités de réadaptation. Une lettre présentant les grandes lignes du projet a été élaborée dans le but de captiver l'intérêt des praticiens sur la question de recherche. Ensuite, ceux-ci nous ont permis d'accéder aux intéressés plus rapidement en ciblant des cas des jeunes présentant les caractéristiques recherchées.

Lorsque les intéressés manifestaient de l'intérêt en prenant contact par téléphone avec nous, un entretien téléphonique d'une durée approximative de 10-15 min nous permettait de bien élaborer chacune des facettes de la recherche avec eux et de leur présenter le projet dans sa globalité. C'est également lors de ce premier contact que nous leur avons présenté la notion de confidentialité, une lecture approfondie du document de consentement et leurs droits de mettre fin à leur participation aux entrevues à tout moment durant le processus.

Au final, après ces étapes, ceux qui étaient intéressés pour participer à ces entrevues étaient rencontrés au centre de réadaptation dans un lieu assurant la confidentialité des entretiens.

3.3.1.1 Critères d'inclusion et d'exclusion pour les participants

Les jeunes qui ont été recrutés sont des garçons âgés entre 16 ans et 17 ans. Au moment de l'entrevue, leur projet de vie devait être un placement jusqu'à leur majorité ou alors il s'agissait de jeunes dont on savait qu'ils allaient demeurer en Centres jeunesse jusqu'à leur majorité légale sans pour autant avoir une ordonnance d'hébergement jusqu'à leur majorité. Leur milieu de vie, au moment de l'entrevue, devait être un foyer de groupe ou un centre de réadaptation et ils ne devaient pas avoir comme projet de demeurer héberger dans le cadre de la *Loi sur la santé et les services sociaux (LSSS)* au-delà de leur 18^e anniversaire. Au niveau de l'historique de placement, ceux-ci devaient être hébergés depuis au moins un an sous la LPJ sans pour autant avoir vécu en foyer de groupe ou en réadaptation durant toute cette année-là. De surcroît, les participants devaient être citoyens canadiens pour s'assurer que leur statut soit stabilisé. Enfin, ceux-ci ne devaient pas avoir d'importants problèmes de santé mentale qui

auraient pu avoir un impact sur leur capacité à consentir librement à participer ou non à la recherche.

3.3.1.2 Difficultés rencontrées lors du recrutement

La seule difficulté rencontrée durant le processus de collecte d'information se situait davantage dans le respect du rendez-vous prévu. Pour nos premières entrevues, les éducateurs tenaient à noter eux-mêmes le rendez-vous du participant dans le calendrier du jeune qui se trouvait dans le bureau des éducateurs dans les unités. Croyant que cela faciliterait les choses, nous convenions d'un moment de rencontre directement avec l'éducateur responsable de l'interviewé. Or, il nous est arrivé à quelques reprises de nous déplacer inutilement, car le participant n'avait pas été informé de ce rendez-vous.

Après quelques échecs, nous avons décidé de nous entretenir directement avec l'intéressé pour prévoir un moment où ce dernier déciderait lui-même de nous rencontrer. Après cet ajustement, la difficulté s'est estompée.

3.3.2 L'échantillonnage final pour cette recherche

En ce qui concerne l'échantillonnage, il a été possible de rencontrer dix jeunes hommes qui répondaient aux critères d'inclusion. Notre objectif de recherche était initialement d'atteindre entre 12 et 20 participants. Or, au 10^e participant, nous avons atteint un degré satisfaisant de saturation de l'information collectée.

3.4 La collecte des données

3.4.1 Les outils de collecte de données

Dans le cadre du moyen employé pour recueillir l'information, Dorais (1993) propose plusieurs façons soit : l'entretien libre, l'observation participante, le questionnaire (oral ou écrit) et la recherche documentaire.

Il existe trois types d'entrevues en sciences sociales : l'entrevue en profondeur, l'entrevue directive et l'entrevue semi-directive (Sylvain, 2010). Toujours selon l'auteure, une collecte de données par le biais d'une entrevue est la méthode la plus employée en sciences sociales pour explorer diverses thématiques, sans toutefois se retrouver avec une surabondance de contenu qui nous intéresse moins.

L'entretien semi-directif est une technique qualitative de recueil d'informations permettant de centrer le discours des personnes interrogées autour de thèmes définis préalablement et consignés dans un guide d'entretien (Euréval, 2010). Malgré l'utilisation d'un questionnaire comme support à l'échange, l'entrevue est menée principalement par son locuteur principal (l'interviewé) qui amène la discussion sur les sujets qu'il souhaite aborder. Lorsque l'intervieweur a besoin d'une précision sur une thématique quelconque, il lui est possible de s'aider de sous questions pour tenter d'aller plus en profondeur. En somme, l'entretien semi-directif permet de recueillir des informations de différents types : des faits et des vérifications de faits, des opinions et des points de vue, des analyses, des propositions, des réactions aux premières hypothèses et des conclusions des évaluateurs (Euréval, 2010). Lincoln (1995) nous explique également que l'entretien semi-directif est une bonne méthode de travail pour développer des connaissances qui se prêtent bien aux approches qualitatives et interprétatives.

3.4.2 Les procédures de cueillette des données

La recherche documentaire est une étape préalable à la création d'un questionnaire et à l'élaboration de la question de recherche. Elle nous a permis de situer les besoins de la recherche en fonction de ce qui s'est déjà dit sur tel ou tel sujet et des lacunes de la littérature invitant à explorer différents points de vue sur un sujet précis.

Nos moyens employés pour recueillir l'information des participants ont été : l'entrevue semi-dirigée et la recherche documentaire. Dans le cas de l'entrevue semi-dirigée, nous avons développé au préalable une grille pour guider l'échange et pour obtenir les réponses à nos

questions. Dorais (1993) dit du questionnaire de recherche qu'il peut fort bien servir de guide dans un entretien semi-directif. Dans notre cas, les questions étaient ouvertes. Il était donc possible pour le participant de répondre le plus spontanément et naturellement possible sans trop être influencé. Lorsque la réponse ne répondait pas à la question, nous avions des sous-questions que nous appelons questions de précisions. L'utilisation d'une grille d'entretien ne sert pas à orienter les réponses comme le fait savoir l'auteur (Dorais, 1993). Il sert d'abord à faciliter les échanges autour de thématiques à aborder.

Les entrevues semi-dirigées ont été d'une durée maximale d'une heure et se déroulaient, pour la plupart, dans une unité de réadaptation du Centre jeunesse de Montréal dans un local permettant la confidentialité de l'échange et de l'enregistrement. Nous avons également rencontré deux participants dans leur foyer de groupe respectif appartenant aussi au Centre jeunesse de Montréal. Tous les échanges ont été enregistrés simultanément sur une enregistreuse et sur notre cellulaire afin d'éviter tout problème technologique potentiel.

Les données audio sont anonymes et ne permettaient pas l'identification du participant. De plus, nous avons numéroté les enregistrements des entretiens par ordre de réalisation. Aucun participant ne pouvait être identifié de quelque façon, sauf par nous-mêmes.

3.4.3 L'élaboration de la grille d'entrevue

La grille d'entretien développée aux fins de cette recherche a été construite en partenariat avec notre directrice de recherche afin de vraiment pénétrer dans l'univers des représentations sociales du participant à la recherche. Elle est composée de questions ouvertes, afin de permettre à l'adolescent de partager sur la thématique abordée autant qu'il le souhaite (voir la grille d'entretien qui se trouve en annexe).

La grille d'entrevue cible trois thématiques que nous avons appelées axes de recherche soit :

- 1) le profil de l'utilisateur;
- 2) L'appréciation positive et négative des services reçus selon l'adolescent;
- 3) La perception du jeune quant à la fin de sa prise en charge.

Pour le premier volet portant sur le profil de l'utilisateur, l'objectif de cette section était de découvrir les difficultés rencontrées à travers son adolescence et son enfance qui ont fait en sorte que sa situation familiale aboutisse à une prise en charge par la DPJ. Nous avons commencé avec une question ouverte en lien avec son hébergement en Centre jeunesse, soit : *Peux-tu me parler de ton hébergement en Centre jeunesse?* Si la réponse n'était pas bien saisie ou étoffée, nous avions des sous-questions qui permettaient de guider le participant.

Ces sous questions visaient à connaître les motifs pour lesquels le jeune est hébergé, à savoir si sa situation avait été prise en charge par la DPJ à plusieurs reprises, à découvrir les objectifs que ses parents avaient à atteindre pour permettre son retour à la maison et enfin à connaître les raisons qui ont mené à une reconduction de l'hébergement jusqu'à la majorité.

Pour le deuxième thème, concernant l'appréciation des services reçus selon l'adolescent, cette section visait :

- 1) à découvrir le sens du mot autonomie selon l'adolescent,
- 2) à découvrir quels services ont été offerts au CJ MTL-IU dans le but de développer l'autonomie du jeune en vue de sa majorité,
- 3) à en savoir davantage sur les perceptions du participant face à son suivi social,
- 4) à découvrir si pour le jeune, un service a eu un effet coup de cœur sur lui et
- 5) à savoir ce qui devrait être modifié, amélioré ou ajouté comme service en lien avec le développement de l'autonomie de ceux qui demeurent hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité.

Le troisième thème explorait les perceptions du jeune quant à la fin de la prise en charge institutionnelle. Ainsi, cette section venait répondre à nos interrogations au sujet de comment les jeunes peuvent se sentir lorsqu'il est question d'aborder la fin de leur prise en charge. Ensuite, nous souhaitions découvrir quels étaient leurs projets d'avenir et leurs aspirations.

Enfin, si c'était le cas, les jeunes avaient la liberté de pouvoir nommer leurs attentes face à l'institution et à leurs intervenants d'ici l'atteinte de leur majorité.

3.5 Méthode d'analyse des données

3.5.1 Le traitement des données

Toutes les entrevues ont été retranscrites par l'étudiante responsable de la recherche sous forme de verbatims. Afin de pouvoir lier le contenu audio au support papier, les verbatims ont été nommés Verbatim P1, Verbatim P2 et ainsi de suite jusqu'au Verbatim P10. Les entretiens ont quant à eux été répertoriés par P1, P2, P3, etc. au moment de leur enregistrement. Nous avons opté pour une méthode d'analyse manuscrite afin de :

- 1) pouvoir revoir les propos en profondeur de chacun des participants,
- 2) faciliter la relecture des documents d'analyse,
- 3) pouvoir annoter les sections plus pertinentes pour le projet de recherche et
- 4) pouvoir en dégager le sens le plus proche de celui transmis par l'interlocuteur.

Ainsi, après l'analyse du contenu de nos entrevues, il fut possible d'élaborer les premières thématiques soulevées par les candidats

3.5.2 L'analyse du contenu et les étapes pour y parvenir

Pour la recherche qualitative de type empirique, il y a plusieurs façons de pouvoir traiter les données ou plutôt de les analyser. On parle en fait :

- (1) d'une description phénoménologique
- (2) d'en faire une histoire ou un récit de vie,
- (3) d'opter pour l'analyse de contenu incluant une analyse du discours,
- (4) d'en faire une analyse d'attitudes, de conduites ou d'interactions ou
- (5) d'opter pour la construction empirique de théorie.

De fait, nous avons choisi de faire de l'analyse de contenu plus spécifiquement selon la méthode de L'Écuyer (1990). L'analyse de contenu comme démarche se scinde en quatre étapes. D'abord, il y a l'appropriation des données via la lecture, ensuite, la définition des unités de classification. Par la suite, il y a le processus de catégorisation et de classification. Finalement, la démarche se termine par l'interprétation des résultats. Ces étapes sont présentées dans les sections qui suivent.

3.5.2.1 Étape #1 Lectures et établissement d'une liste d'énoncés

La première étape consiste à lire et relire à de multiples reprises le contenu du matériel qui servira à l'analyse de nos données. Dans notre cas, il s'agissait de lire les verbatims et tenter d'en dégager des extraits qui nous semblaient pertinents. Cette première étape a trois objectifs précis soit de permettre :

- 1) de se donner une vue d'ensemble sur le matériel,
- 2) de pressentir le type d'unités à retenir pour la classification ultérieure et
- 3) de faire ressortir certaines grandes thématiques qui semblent revenir d'un verbatim à l'autre (L'Écuyer, 1990).

3.5.2.2 Étape # 2 Le choix et la définition des unités de codage

L'Écuyer (1990, p. 59) se représente une unité de codage comme étant un mot, un groupe de mot une phrase ou un ensemble de phrases. Le choix des unités dépend d'abord des objectifs de la recherche et cela peut grandement varier d'une recherche à l'autre et du type de recherche (ex. : faire une recherche qualitative versus une recherche quantitative) (p. 59). Durant cette étape, trois éléments doivent être pris en considération soit : 1) Le type d'unités, 2) Les critères d'unités, les critères de choix de ces unités et finalement 3) Les difficultés liées à la définition des unités en question (L'Écuyer, 1990).

Types d'unités- Pour une recherche qualitative, l'unité de codification s'appellera une unité de sens au contraire d'une recherche quantitative où l'unité se nommera une unité de numérotation. L'Écuyer (1990) soutient que c'est l'ensemble d'une phrase et le contexte global (Clapier-Valladon, 1980b) qui conféreront le sens précis de tel mot à tel moment; en d'autres

circonstances, un mot ou une phrase complète retrouveront tout leur sens dans une explication apparaissant plus loin, explication faisant en conséquence partie de cette même unité de sens (p. 61). Enfin, L'Écuyer (1990) dit que l'unité de classification est la plus petite unité de signification (p62).

Critères de choix - Les critères qui vont influencer le choix des unités de codage dépendent principalement des objectifs de la recherche en soi et vont différer d'une recherche à l'autre, qu'il s'agisse d'une recherche quantitative ou qualitative (L'Écuyer, 1990, p61).

Définition d'une unité de classification - À cette étape de la démarche, le chercheur doit tenter l'exercice de regrouper tous les éléments partageant le même sens dans une seule catégorie. Ainsi, toutes les unités de sens, qu'il s'agisse de mots, de groupes de mots ou de portions de texte partageant le même sens seront placées dans la même catégorie. Le but de la démarche est de trouver le plus de similitudes possible de sens parmi tous les éléments repérés dans le texte (p. 62). L'Écuyer (1990) ajoute que cette étape doit être faite soigneusement, puisque c'est cette étape qui détermine la façon dont le matériel sera découpé et qui prépare le contenu pour l'étape la plus importante de l'analyse de contenu, soit la catégorisation.

3.5.2.3 Étape #3 Processus de catégorisation et de classification

Durant cette phase Muchielli (1979), cité dans L'Écuyer (1990), avance qu'à ce moment de la démarche, il faut regrouper ces divers énoncés par « analogie de sens ». Il faut faire un ménage dans les catégories de sorte que chaque énoncé de sens soit inscrit dans la bonne case et la plus adéquate au sens de l'énoncé en question. Cette étape poursuit trois objectifs soit :

- 1) identifier les catégories de sorte qu'elle soit unique,
- 2) définir les catégories de manière à éviter toute possibilité qu'un énoncé soit dans plusieurs catégories et
- 3), donner toute la valeur et le sens possible à l'analyse que nous réalisons.

Ce processus de collaboration se réalise entre deux ou plusieurs personnes de sorte qu'il y ait un consensus entre tous les participants sur les catégories existantes et leur contenu. De ce

fait, ce procédé nous assure de nous rapprocher le plus possible de l'objectivité. Ainsi, lors d'un exercice de classification, un acteur externe, qui n'aurait pas participé à l'élaboration de la grille de codification et qui déciderait de procéder au classement des unités de sens dans les catégories, arriverait aux mêmes résultats de classement. On parle ici du respect du principe d'exclusivité de chacun des énoncés.

3.5.2.4 Étape #4 L'interprétation des résultats

En définitive, on finit par l'interprétation des résultats. Dorais (1993) dit que l'analyse de contenu peut se présenter sous deux formes soit : 1) l'analyse quantitative et 2) l'analyse qualitative. L'analyse qualitative « consiste à retenir des indicateurs (sémantiques, linguistiques ou autres) qui permettront de dégager une seconde signification du contenu étudié, bref de détecter le « non-dit » compris dans le message (Dorais, 1993). C'est la mise de l'avant de ces non-dits et l'analyse qui en découle qui constitue l'interprétation des résultats. Pour pouvoir évaluer la richesse d'une recherche qualitative, le milieu scientifique avance qu'il y a quatre critères de validation. D'abord, il y a la crédibilité des propos avancés, ensuite, la transférabilité du matériel de recherche, en troisième instance la constance et enfin la fiabilité des résultats (Pourtois et Desmet, 1988 cités dans Dorais, 1993).

3.6 Dimension éthique de la recherche

3.6.1 Le respect de la confidentialité des participants

Avant toute entrevue, nous avons passé en revue ces conditions avec les participants et réexpliquer en quoi consiste la recherche en faisant la lecture du formulaire de consentement avec le potentiel participant. Ceux-ci ont été invités à signer le formulaire de consentement à l'enregistrement avant le début de l'exercice s'ils désiraient participer à l'entrevue. Ils ont également été informés qu'à tout moment durant le processus, ils pouvaient quitter l'entretien. Une vérification minutieuse a été réalisée lors des présentations afin de valider la compréhension du jeune quant au projet de recherche et dans le but de nous assurer que le consentement serait

libre et éclairé. Lorsque l'adolescent décidait d'aller de l'avant et de participer à la recherche, nous lui faisions signer le formulaire de consentement à la participation.

Ce projet de recherche a été soumis au préalable à une évaluation réalisée par le Comité d'éthique de la recherche (CÉR) du Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire (CJM-IU) en juin 2017.

Une première correction du protocole de recherche fut nécessaire afin d'élaborer plus profondément certains aspects à savoir bonifier le document sur des éléments mal articulés ou encore pour revoir l'échéancier du projet afin que ça soit le plus réaliste possible. C'est ainsi que nous avons obtenu l'autorisation officielle de réaliser cette recherche en date du 30 décembre 2017.

Dans la présente étude, toutes les règles éthiques de la recherche du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire ainsi que celles du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud de l'île de Montréal ont été respectées à la lettre avec comme objectif principal de protéger la confidentialité des participants.

Les données recueillies ont été rendues anonymes ne permettant pas ainsi l'identification des participants. Au niveau de la conservation des enregistrements, les documents ont été manipulés à l'intérieur même du Centre de recherche. Ceux-ci seront conservés au *Centre de recherche Jeune en difficulté*, dans une filière barrée sous clé pour une durée totale de sept ans. Après l'expiration de ce délai, soit en 2025, toutes les données recueillies dans le cadre de cette étude seront détruites. Nous parlons ici des documents audio-numériques, des verbatims et des notes manuscrites ayant servi pour ce projet.

Finalement, les données recueillies ne pourront être utilisées à d'autres fins et ne seront mises à la disposition que de nous (auteure du mémoire) et de notre directrice de recherche; M^{me} Claire Malo.

3.6.2 L'absence du consentement parental et les raisons derrière ce choix

Lors de recherches réalisées avec des mineurs, nous devons habituellement obtenir le consentement parental en plus d'obtenir celui d'un adolescent âgé de plus de 14 ans. Or, dans le cadre de ce projet, nous avons convenu de ne pas impliquer les parents des participants parce que le fait que ce soient des jeunes placés jusqu'à la majorité au CJMTL-IU implique dans bien des cas une faible collaboration des parents notamment en raison du fait que les participants ciblés ne retourneront pas dans le milieu familial à leur 18^e anniversaire. Ainsi, les probabilités de consentement auraient été faibles, ce qui aurait potentiellement mis en péril le recrutement. De plus, cette recherche comportait très peu de risques, voire aucun pour les participants.

3.7 Les avantages, les risques et les inconvénients associés à la participation à cette recherche

3.7.1 Les avantages

Nous ne voyons que des avantages à réaliser cette recherche de maîtrise. D'abord, au niveau des participants, leur implication est susceptible de leur faire ressentir le sentiment de contribuer à leur façon à l'avancée des connaissances sur la question de recherche. Ainsi, ce projet permettrait de donner une portée à ce sujet qui est vécu par plusieurs jeunes au Québec. L'entretien leur permettrait un riche échange où ils auraient le sentiment d'avoir un moment privilégié mis de l'avant avec l'écoute active de l'intervieweur.

En outre, pour l'établissement et pour les autres Centres jeunesse de la province, le discours des jeunes permettrait de découvrir des moyens à mettre en place pour reconsidérer les interventions actuelles si le besoin en est soumis par les jeunes.

Finalement, en ce qui concerne la portée que ce projet pourrait avoir sur la société, nos aspirations sont grandes. D'abord, nous croyons que ce projet permettra de sensibiliser les praticiens de la relation d'aides (tous professionnels confondus) face aux besoins des adolescents de préparation à leur vie autonome. De plus, le projet permettrait d'exposer plus

largement la réalité des jeunes qui vivent un placement. Le projet permettrait également d'exposer la réalité de ceux qui devront vivre de façon autonome à l'atteinte de la majorité. L'objectif ultime serait de sensibiliser la population en général face aux difficultés vécues par ce groupe cible.

3.7.2 Les risques

Dans ce projet de recherche, nous ne souhaitons pas exposer les participants à des risques potentiels, il n'en demeure que certaines précautions ont dû être prises pour s'assurer d'en limiter les impacts. D'abord, le fait de raconter son histoire de vie à un étranger dans le cadre d'une recherche fait en sorte que l'individu puisse revivre certaines parties de son existence, notamment son enfance, son vécu familial, les raisons de son placement et la fin de son hébergement.

Ces sujets peuvent être très sensibles pour un jeune qui arrive difficilement à composer avec ces éléments. Ainsi, pour éviter tout impact au niveau psychologique, nous avons vérifié préalablement avec l'éducateur de l'unité que le jeune participant soit en état pour pouvoir contribuer à la recherche. Toute personne fortement susceptible de revivre des événements traumatiques n'a pas participé à cette recherche. Ensuite, nous nous sommes assurés de respecter le rythme du participant durant l'entretien et avons fait preuve de sensibilité en écoutant l'histoire de l'adolescent.

Advenant le cas où un participant aurait souhaité mettre fin à l'entretien, il était possible pour lui de quitter à tout moment.

3.7.3 Inconvénients probables pour les participants lors de leur implication

Nous avons pu noter deux inconvénients probables qui auraient pu freiner la participation des principaux concernés. Il s'agit du temps à consacrer à l'entrevue dans un

premier temps et la contrainte au niveau du transport pour ceux qui auraient dû se déplacer pour venir nous rencontrer dans un milieu permettant la confidentialité de l'échange. Or, pour tous nos participants, nous nous sommes déplacés dans leur milieu de vie; ce qui avait pour effet de leur éviter un déplacement et enfin, nous les avons rencontrés à l'heure qui leur convenait le plus.

3.8 Mesures envisagées pour atténuer les risques associés à la participation à cette recherche

Dans le cadre de l'entretien, nous avons fait preuve d'écoute active pour bien saisir l'échange. Des temps d'arrêt étaient prévus et nous renommions constamment au participant qu'il était en droit de ne pas répondre à la question ou de mettre fin à l'entrevue à tout moment.

À la fin de l'entrevue, nous avons pris un moment d'échange informel afin de revoir ce qui a été dit durant l'entrevue et nous assurer que le participant ne ressortait pas défait de cette rencontre. Advenant que des informations mettant sa vie en danger soient ressorties ou qui auraient mis la vie d'autrui en danger, nous l'aurions rapporté aux autorités compétentes (éducateur de l'unité et/ou travailleuse sociale) qui travaillaient directement avec le jeune. Toutefois, ce n'est pas survenu.

3.9 Dédommagement lié à la participation

Afin de faciliter le recrutement des participants, nous avons offert une paire de billets de cinéma à tous les participants. Ceci leur était offert la journée même de notre rencontre et à la fin de l'échange.

3.10 Les stratégies de diffusion de l'information

Afin de partager les résultats de la recherche avec la communauté scientifique et les praticiens de la relation d'aide, nous comptons les diffuser dans un premier temps dans la revue *Défi-Jeunesse*. Nous allons aussi entrer en contact avec M^{me} Marilyn Bell, directrice des unités de réadaptation au CJM-IU afin de lui partager les résultats sous forme d'un court essai. Ainsi, elle pourra transmettre le tout aux équipes d'intervenants du CJ MTL-IU. Finalement, pour ceux qui le souhaitent, nous allons transmettre ce même essai aux participants qui nous auront laissé des coordonnées (ex. : une adresse courriel). Pour ce faire, nous leur avons proposé de nous laisser des coordonnées valides, lors de la lecture du formulaire de consentement à la recherche, que nous avons lu et rempli ensemble.

3.11 Financement du projet de recherche

Cette recherche n'a pas fait l'objet de quelconque financement hors notre propre investissement. Le projet a pris forme dans le cadre de mes études réalisées à la maîtrise en service social à l'Université de Montréal.

Chapitre 4 : Résultats

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats obtenus pour cette recherche.

4.1 Profil des participants

Selon les discours des participants, près de la moitié d'entre eux sont hébergés en Centre jeunesse au moment de l'entrevue pour des troubles de comportement. Trois jeunes ont indiqué plutôt avoir subi de la négligence parentale. Les autres sont hébergés après avoir été victimes d'autres formes d'abus (tableau 1). Notons que chaque participant peut avoir mentionné plus d'un motif de compromission. Dans ce tableau, chacun des participants est identifié par un P (pour « personne »), suivi d'un numéro qui représente le numéro de passage attribué à chacun lors des entrevues.

Tableau 1 : Profil des participants de cette recherche N=10		
		Nbre de participants (n=10)
Motifs d'hébergement des participants au moment de l'entrevue	Abandon (P5)	1
	Négligence (P3, P8, P10)	3
	Mauvais traitement psychologique (P7)	1
	Abus physique (P7)	1
	Abus sexuel	0
	Trouble de comportement sérieux (P1, P4, P6, P8, P9)	5
	Raison inconnue (P2)	1
Durée de l'hébergement dans une ressource institutionnelle sous la LPJ au moment de l'entrevue	Quelques semaines (moins d'un mois) (P8)	1
	Quelques mois (moins d'un an) (P5, P10)	2
	Un an	0
	Plusieurs années (P6)	1
	Donnée inconnue (P1, P2, P3, P4, P7, P9)	6
Nombre de fois que le jeune a été hébergé dans une ressource institutionnelle sous la LPJ	Une reprise (P1, P3, P5, P6, P7, P10)	6
	À de multiples reprises (P2, P4, P8, P9)	4

En ce qui concerne la durée de l'hébergement dans une ressource institutionnelle sous la LPJ, seuls quatre participants ont été en mesure de nous situer dans le temps. Pour ces quatre jeunes, la durée rapportée de l'hébergement varie grandement, allant de deux semaines à trois ans. Par ailleurs, six participants ont connu un seul épisode de placement contre quatre adolescents qui ont plutôt connu de multiples épisodes d'hébergements.

4.2 Représentations sociales de l'autonomie

Le tableau suivant présente les catégories décrivant les représentations de l'autonomie chez les participants. Il est à noter que les participants peuvent se représenter l'autonomie de multiples façons.

Selon les résultats recueillis, presque tous les participants à l'exception d'un, mentionnent que l'autonomie symbolise cette capacité à s'occuper de soi-même

Pour le tiers, elle représente un sentiment de liberté alors qu'un seul participant indique que l'autonomie c'est le fait de respecter le cadre normatif établi.

Tableau 2 : Représentations sociales de l'autonomie selon les participants	
	Nbre de participants (n=10)
Respect d'un cadre ou d'une norme établie (P6)	1
Capacité d'autogestion <ul style="list-style-type: none"> Maintien d'une hygiène de vie saine (P1, P2, P3, P4, P5, P7, P9, P10) Au plan financier (P2) 	8 1
Éprouver le sentiment de liberté (P3, P4, P7)	3

Lorsque questionnés sur leur définition de l'autonomie, une majorité de jeunes réfèrent à une notion d'autogestion, soit à l'aptitude à maintenir une saine hygiène de vie, de réaliser des choses seuls et ce, dans toutes tâches du quotidien nécessaires pour combler leurs besoins de base :

« Bien, l'autonomie c'est d'être capable de prendre soin de toi, de ton corps et de ta propre vie sans l'aide des autres ». (P1)

« Autonomie veut dire être capable de faire soi-même [...]. Être autonome par exemple. [...]. Savoir-faire sa nourriture, savoir se réveiller le matin, savoir se laver les dents, savoir tout ça ». (P5)

Pour un autre des jeunes interrogés, l'autonomie fait également référence à cette capacité d'autogestion, mais plus spécifiquement en lien avec ses finances personnelles :

« Pouvoir prendre ses propres responsabilités, savoir faire un budget, euh... pouvoir vivre seul, euh... pouvoir travailler aussi, euh... savoir tout gérer les choses qui ont rapport avec l'argent, les comptes, tout pouvoir payer ça pis de ne pas non plus trop s'éparpiller » (P2)

Par ailleurs, trois jeunes soulignent que l'autonomie, pour eux, est reliée à l'atteinte d'un sentiment de liberté, notamment en ce qui touche les décisions qui les concernent :

« Pour moi le mot autonomie veut dire quelqu'un qui est libre. Les personnes qui sont libres ». (P3)

« C'est à toi de faire tes choix pis tu n'as pas, genre, à être forcé à te sentir comme pas bien de faire des affaires... de faire des choses, tu sais ». (P7)

Enfin, un jeune explique que pour lui, l'autonomie implique le respect des cadres normatifs :

« Ça veut dire que t'es à tes affaires pis que tu ne fais pas n'importe quoi ». (P6)

4.3 Projet de vie des participants à court et long terme

En ce qui concerne les projets de vie à long terme, ils sont regroupés en quatre catégories, soit les projets académiques, les projets professionnels, les projets d'insertion résidentielle et le projet de retour vers une carrière délinquante (tableau 3).

Tableau 3 : Projet de vie des participants		Nbre de participants (n=10)
À long terme	Au plan académique <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la scolarité (P1, P2, P7, P9) Reprendre la scolarité (P5, P6) 	4
		2
	Au plan professionnel (P2, P3, P4, P7, P10)	4
	Insertion au plan résidentiel (P1, P5, P7, P9)	4
	Retour vers une carrière délinquante (P5)	1
À court terme	Au plan professionnel (P6)	1

Plus de la moitié des répondants ont formulé un projet académique à long terme, soit la poursuite ou la reprise de leur scolarité. Plus spécifiquement, l'un d'eux souhaite continuer l'école jusqu'à fréquenter le cégep alors que les autres aspirent compléter leurs études secondaires.

« Bien d'aller au cégep ». (P1)

« Mes projets d'avenir dans le fond c'est de pouvoir continuer mon secondaire, de le terminer. » (P2)

« Honnêtement, mes futurs projets c'est plus de finir mes études ». (P7)

« Bien, j'aimerais finir mon secondaire, avoir un diplôme d'études secondaires ». (P9)

Deux participants disent vouloir reprendre leurs études :

« Moi je suis inscrit dans une école. Là je commence au mois le 27 août. Le 27 août je commence mon DEP à l'école de construction à Laurier. École de construction ». (P5)

« L'école. Je retourne à l'école pis... c'est ça ». (P6)

Au plan professionnel, la moitié des adolescents formulent le désir de s'insérer sur le marché de l'emploi et les champs d'intérêt sont variés :

« Mes projets d'avenir dans le fond c'est de pouvoir [...] aller jusqu'à être pompier d'où le fait que je fais des stages cet été comme pompier dans une école de pompier ». (P2)

« Bien ma passion c'est la mécanique [...] je peux aller loin avec ça. Puis éventuellement, c'est longtemps ça, mais avoir mon garage puis avoir mes employés. Ça serait *nice* ». (P10)

Par ailleurs, près de la moitié des participants indiquent leur intention de s'installer au plan résidentiel. Les qualificatifs utilisés pour décrire leur logement idéal sont : petit, le moins cher, déjà meublé et confortable :

« Bien je vais être en appartement ». (P1)

« Bien j'aimerais [...] me trouver un petit appartement ». (P9)

« Moi je veux tout le moins cher, le moins cher où c'est déjà meublé [...] Bon voilà bien moi je pense aller au truc le moins cher... ». (P5)

« En même temps, je serai content parce que je me vois plus tard tu sais comme quelqu'un qui est dans son appart pis qui est bien ». (P7)

Toujours dans les projets dits à long terme, un participant indique la possibilité de s'adonner à nouveau des activités criminelles pour pouvoir arriver à ses fins, advenant un échec de son plan initial qui est de réussir son DEP dans le milieu de la construction :

« Bien moi, mais comment je vois mon avenir soit je le vois dans la délinquance... Si j'ai pas assez d'argent. Je vais devoir *bicrave* si j'ai pas d'argent. Vendre, j'vais vendre pas vendre des petites drogues. Je vais vendre du crack, de l'héroïne. Je vais me faire des clients. Des clients sûrs comme ça, je serai sûr que je leur dit : "on se voit à 20 h à tel endroit", c'est sûr qu'il va venir pour avoir sa dose [...]. Je vendais déjà un peu de drogue, tu vois ? Mais j'étais un petit ». (P5)

Enfin à plus court terme, un participant projette de changer de milieu de travail à sa sortie des Centres jeunesse :

« J'ai déjà une job en ce moment, mais comme, quand je vais sortir, je vais me trouver une autre job parce qu'en ce moment, j'aime pas beaucoup ma job ». (P6)

Son attention est tournée vers l'idée de se diriger vers une avenue professionnelle plus stimulante et répondant davantage à son idéal.

4.4 Sentiments et émotions exprimés face à la fin de la prise en charge

Nous avons voulu en savoir davantage sur les sentiments et les émotions vécus face à la fin de la prise en charge institutionnelle. Des émotions positives comme négatives sont ressorties du discours des jeunes (tableau 4)

Tableau 4 : Sentiments/Émotions exprimés face à la fin de la prise en charge par les Centres jeunesse			Nbre de participants (n=10)
Sentiments/ positives	Émotions	• Du bonheur et de la joie (P4, P7)	2
		• L'excitation (P6)	1
		• Le soulagement (P3, P6)	2
Sentiments/Émotions négatives		• Inquiétude (P1, P2, P5, P9, P10)	5
		• Peine (P7)	1

Plusieurs jeunes mentionnent des émotions positives telles que la joie, l'excitation et le soulagement :

« En même temps, je serai content parce que je me vois plus tard tu sais comme quelqu'un qui est dans son appart pis qui est bien tu sais ». (P7)

« Mes émotions que j'éprouve de savoir que je m'en va en autonomie c'est, euh... je dirais le plaisir, la joie. Le plaisir parce qu'ils me proposent ça. Je suis quand même assez prêt pour y aller. La joie parce que c'est le fun de pouvoir aller tout seul en appart ». (P4)

« Moi j'ai hâte de sortir. J'ai beaucoup hâte de sortir ». (P6)

« Oui, de sortir d'ici, moi je me sens bien parce que je ne veux pas rester ici ». (P3)

Toutefois, des sentiments d'inquiétude sont également mentionnés par certains participants :

« ... Entre temps, je vais travailler à plein temps pendant l'été pour me mettre plus d'argent, parce que 1500, c'est rien là, là, c'est rien. Il faut... Dès que j'aurai 3500, là je serai un peu plus... tu vois. 3500, c'est assez pour s'installer ? ». (P5)

« La vie autonome, c'est stressant de savoir toute qu'est-ce qui est la nouveauté de ça, euh... de savoir, OK, comment est-ce que je vais m'arranger comme étant quelqu'un qui sait qui va dépenser beaucoup, beaucoup. Sachant que je sais que je dépense beaucoup, ça serait

plus dur pour moi de faire un budget donc c'est sûr que ça me stress donc de ce fait là, le fait de savoir si je vais être capable de rembourser. Est-ce que je vais payer tant par mois pour mettons l'Hydro, l'électricité, de savoir comment ça va marcher. Si je vais arriver dans mon mois, si je vais avoir un travail rendu-là. Dans le fond, c'est pas mal ça qui me stresse ». (P2)

« C'est sûr que ça fait un stress... ». (P1)

« Hum, du stress, des inquiétudes. [...] C'est quelque chose de nouveau là. Je ne sais pas comment c'est après le placement, c'est plus ça ». (P9)

« Bon, un peu beaucoup d'anxiété là. C'est comme.. je sais que je suis capable de faire mon budget puis toutes ses affaires là. Je suis assez responsable pour ça, mais c'est quand même stressant un peu [...] ». (P10)

Enfin, un participant se dit triste, la fin de sa prise en charge étant associée pour lui une étape importante à laquelle des souvenirs marquants sont rattachés :

« Quand j'y pense au moment où je vais partir, je me dis que ça va être un petit peu difficile, tu sais. Toutes les aventures que j'ai vécues avec le monde que j'ai connu... pis en même temps qui sont partis ». (P7)

4.5 Besoins et attentes exprimés par les jeunes d'ici la fin de l'hébergement

Le tableau suivant présente les propos des jeunes en ce qui concerne leurs besoins et attentes d'ici la fin de leur prise en charge.

Tableau 5 : Besoins/ Attentes exprimés d'ici la fin de la fin du service LPJ	Nbre de participants (n=10)
Continuité du soutien de l'intervenant en lien avec le projet d'autonomie (P2, P3, P5, P8, P9, P10)	6
Recevoir une aide différente que celle reçue actuellement (P5, P6)	2
Absence d'attentes additionnelles (P1, P4, P7)	3

Plus de la moitié expriment le besoin de s'assurer qu'il y ait une continuité dans le soutien vers l'autonomisation offert par leurs intervenants :

« Euh... de pouvoir me supporter dans les moments. Parce que c'est sûr qu'il y a des moments où ça pourrait être plus dur, comme par exemple, euh... je donne un exemple comme ça là, si je perds mon emploi, c'est sûr que ça pourrait m'affecter pis je pourrais me dire "OK, là je sais pas quoi faire rendu là". Donc ça c'est vraiment quelque chose qui pourrait, tu sais, qui pourrait me stresser, pis que je j'aimerais que les *éduc*s m'accompagnent là-dedans, pis... c'est pas mal ça là. De pouvoir m'accompagner jusqu'à la fin pis de ne pas lâcher ». (P2)

« Pour le moment, je voudrais me trouver un appartement. Je pense qu'il [l'intervenant] peut qui peut m'aider là-dedans ». (P3)

« Bien de m'aider à être outillé justement pour faire face à ces nouveautés puis me préparer à ma vie d'adulte [...] ». (P9)

« Que ça reste pareil. Qu'ils m'accompagnent pour certaines choses, qu'ils me laissent du "lousse" quand j'en ai besoin ». (P10)

Deux jeunes indiquent cependant souhaiter recevoir une aide différente que celle qui leur est offerte actuellement. Ils espèrent que les intervenants aient une meilleure lecture de leurs besoins et ajustent leurs interventions en conséquence :

« Le Centre, ils [les intervenants] ne comprennent pas ce que j'ai besoin. Ils ne répondent pas à mes besoins. Ils pensent répondre à mes besoins en me nourrissant ou en me logeant, mais c'est pas ça mes réels besoins. Mes réels besoins c'est de vivre en autonomie seul ou de vivre avec des gens, mais pas des gens avec des petits ou des mecs. Encore les jeunes ils ne dérangent pas. Ici, ce sont tous les intervenants surtout quelques intervenants ». (P5)

« Qu'ils me laissent faire mes affaires. Qu'ils me fassent juste me laisser faire mes affaires. Si je veux sortir, je veux sortir. [...] je vais demander à sortir là. Comme... comme tous les jeunes dehors. Puis c'est ça [...] tu as besoin d'une vie sociale. Tu dois sortir. Tu sais, il n'y a pas juste ici qui est la vie là. Il y a à l'extérieur pi c'est ça. Si je veux sortir, je veux sortir ».

Enfin, près du tiers des participants n'ont pas d'attentes additionnelles d'ici la fin de la prise en charge.

4.6 Les interventions sociales et/ou les programmes sociaux jugés aidants en lien avec le développement de l'autonomie des participants

Plusieurs éléments considérés comme étant aidants dans le développement de leur autonomie ont été soulevés par les participants de cette recherche. Pour les uns, un outil d'intervention ou un programme particulier les a aidés à développer leur autonomie, alors que pour d'autres, ce soutien a découlé des intervenants et de leur pratique (tableau 6)

Tableau 6 : Les interventions sociales et/ou les programmes sociaux jugés aidants en lien avec le développement de l'autonomie des participants	Nbre de participants (n=10)
Aide à la recherche d'un emploi (P1, P2, P3)	3
PQJ (P7)	1
Programme <i>La vie, la vie</i> (P2, P4, P6)	3
Programmation du Neptune (P8, P10)	2
Attitude de la TS ou de l'éducatrice à l'égard de l'adolescent et le support qui leur est offert (P10, P8, P9)	3
Aucune de ces réponses (P5)	1

Presque tous les jeunes participants, soit neuf sur dix jeunes, ont eu accès et ont apprécié les activités en lien avec le développement de l'autonomie offertes directement au sein leur unité ou par le biais d'un programme du CJM-IU ou d'un organisme communautaire.

Le tiers des participants indiquent que tous les ateliers liés à la recherche d'emploi ont été bénéfiques.

De plus, trois participants soulignent avoir apprécié le programme *La vie, la vie*, qui vise à les outiller sur tous les aspects liés à la vie autonome. Ce programme semble développer les connaissances des participants et susciter des prises de conscience en ce qui touche la vie autonome :

« La vie, la vie justement. C'est comme une activité qui t'explique c'est quoi dans le fond la vie genre. On visite des places comme on a été au Bouleau Vert pour des affaires pour

apprendre à travailler avec le bois. Des affaires comme ça. Ils nous apprennent vraiment des choses de la vie. Comment retirer de l'argent d'une caisse, comme faire un compte en banque [...], comment gérer des problèmes dans ton appart quand tu vas avoir un appart [...]. Je dirais que ça me sert beaucoup là parce qu'il y a des choses que je ne sais pas [que] je ne comprends pas, que je savais, mais pas au complet puis ça, ça m'a vraiment ouvert des lumières. Ça me montre la bonne chose à faire là (P4) »

« Je vais prendre l'exemple de *La vie, La vie*. Ça, ça m'a vraiment permis de réaliser que dans la vie, tu as beaucoup de choses à payer puis il faut que j'économise vraiment avant que j'atteigne la majorité (P2) »

Deux participants ont mentionné avoir particulièrement apprécié le cadre d'intervention offert à l'unité *le Neptune* du Centre jeunesse de Montréal-IU, visant aussi spécifiquement le développement de l'autonomisation. Les intervenants de l'unité contribuent aussi à développer l'autonomie des résidents en les aidant dans leurs démarches personnelles et les outillant de sorte qu'ils développent certaines habiletés liées à l'autonomie.

« J'ai appris à faire mon épicerie, à faire à manger. Ils m'ont aidé pour certaines affaires [...] ici [en parlant de l'unité de réadaptation *le Neptune*]. [...] Puis, j'ai eu beaucoup de contacts avec mon éduc. Elle m'a motivé un peu là. Après, je me suis trouvé un travail. J'ai parlé avec elle. J'ai réalisé, parce que moi ma passion c'est la mécanique [...]. On s'est mis à trouver des affaires ensemble pour que je puisse faire mon cours [en mécanique automobile] (P10) ».

Un autre participant souligne que sa participation au programme PQJ l'a outillé davantage et sur d'autres plans, son objectif spécifique étant de développer un réseau social soutenant sur qui il pourra compter à sa majorité :

« Bien, il y a juste le programme PQJ qui m'a été offert; qui m'a été offert et que j'ai accepté [...] Ce programme d'aide là, je trouve que c'est super aidant. Il nous préparer à plus tard. Genre, en ce moment, on est en train de travailler genre mon réseau social, puis genre, avec lui [l'intervenant du jeune] ce qu'il a comme objectif c'est comme m'aider à avoir une vie autonome [...]. » (P7)

Finalement, le tiers des participants indiquent le caractère aidant des intervenants eux-mêmes, par leur investissement, leur soutien et leur écoute :

« J'ai bien aimé leur dévouement. Par rapport à mon éduc, bien c'est l'fun. [...] Je vois qu'elle veut. [...] Tu vois qu'elle aime son travail, puis que ça ne lui dérange pas d'être ici. [...] Je lui demande de l'aide pour telle ou telle affaire ou pour accompagnement, bien elle va le faire. Puis c'est l'fun là

« J’ai eu du soutien. On m’a soutenu. J’ai pu avoir bien c’est ça, du soutien. [...] De mon TS, de mes éduc. Oui, bien des discussions avec des éducateurs là, certains éducateurs. Ça m’a permis de voir mieux les choses (P9) »

4.7 Recommandations offertes par les jeunes qui ont pour but d’améliorer les pratiques qui sont directement liées au développement de l’autonomie de ceux-ci.

Interrogés sur ce qui pourrait être amélioré en ce qui touche les interventions et les programmes visant l’autonomisation des jeunes au CJM-IU, huit des 10 jeunes ont émis des recommandations (tableau 7)

Tableau 7 : Recommandations offertes par les jeunes qui ont pour but d’améliorer les pratiques qui sont directement liées au développement de l’autonomie de ceux-ci	Nbre de participants (n=10)
D’établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant symbolique (P1, P2)	2
D’assurer le plus de stabilité possible au jeune en évitant les changements d’intervenants ou les déplacements multiples. (P1, P2)	2
Développer plus d’activités en lien avec le développement de l’autonomie (P2, P4)	2
Offrir aux jeunes hébergés la possibilité de développer leur autonomie, peu importe le projet de vie du jeune (P2)	1
D’offrir la possibilité d’avoir du temps libre sans avoir un objectif précis lors de la sortie (P5)	1
De l’importance que la personne autorisée connaisse mieux les milieux d’hébergement avant de procéder à un placement en réadaptation (P8)	1
De privilégier le modèle d’intervention préconisé à l’unité <i>le Neptune</i> . (P9)	1
De poursuivre l’accompagnement des jeunes sans toutefois faire pour eux. (P10)	1
D’être sensible au besoin de liberté de chacun d’adapter les interventions en fonction de ça (P6)	1
Absence d’opinion (P3, P7)	2

Pour l'ensemble des répondants, l'opinion est unique. Elle n'a donc pas été soulevée par d'autres. Or, trois points de vue sont partagés par plus d'une personne soit :

1) La nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant symbolique,

« Aux éduc, je dirais dans le fond d'établir un lien de confiance avec le jeune [...] » (P1)

« [...] qu'ils soient habitués pour pouvoir avoir un lien de confiance plus grand avec les gens avec qui ils travaillent ». (P2)

2) l'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune en évitant les changements d'intervenants ou les déplacements multiples.

« De ne pas changer d'éduc parce que ça fait chier parce que le jeune des fois, il se ramasse avec trois éduc de suivi en un placement là. [...] » (P1)

« Ça serait la stabilité qu'il faudrait améliorer » (P2)

et 3) l'importance de développer plus d'activités en lien avec le développement de l'autonomie des jeunes.

« D'avoir plus d'activité à l'intérieur de l'unité parce que je sais que c'est pas tous les garçons ici qui en ont [...]. Je pense que de démontrer plus d'activités, d'en créer plus ça permettrait aux gars qui s'en vont même qui, s'ils ne s'en vont pas en appartement, de pouvoir voir c'est quoi l'autonomie. » (P2)

« Ajouter plus d'activités dans heum... autonome » (P4)

Un cinquième des participants se sont abstenu de partager une recommandation alors que six propositions offertes par un peu plus de la moitié des participants de la recherche sont ressorties à une reprise. Les voici :

Proposition 1) D'offrir aux jeunes hébergés la possibilité de développer leur autonomie, peu importe le projet de vie du jeune

« Je pense que de démontrer plus d'activités, d'en créer plus, ça permettrait aux gars qui s'en vont, même s'ils ne s'en vont pas en appartement de pouvoir voir c'est quoi l'autonomie » (P2)

Proposition 2) D'offrir la possibilité d'avoir du temps libre sans avoir un objectif précis lors de la sortie;

« Au *Neptune*, je sais ce qu'ils disent, le seul truc qui est vrai ok, tu fais ton épicerie toi-même, tu fais ta nourriture toi-même. Tu as droit à ton cellulaire [...], mais pour ce qui est des sorties, ils ne te donnent pas de sorties concrètement. Les sorties c'est comme ici. Même ici, on a plus de sorties qu'au *Neptune*. C'est des sorties où il y a un but précis. Tu dois aller faire ci, tu dois aller faire ça. C'était pas des sorties pour *chill*, tu vois ? » (P5)

Proposition 3) D'être sensible au besoin de liberté de chacun et d'adapter les interventions en fonction de ça

« Ils devraient laisser les gens à majorité faire leur vie » (P6)

Proposition 4) L'importance que la personne autorisée connaisse mieux les milieux d'hébergement avant de procéder à un placement en réadaptation;

« Le déroulement, *I mean*. Avant de me faire placer, peut-être que ma TS sache tu sais c'est quoi là où je m'en vais [...] » (P8)

Proposition 5) De privilégier le modèle d'intervention préconisé à l'unité *le Neptune*.

« [...] de continuer heum, bien plus gérer avec l'approche du Neptune que les autres unités » (P9)

Proposition 6) De poursuivre l'accompagnement des jeunes sans toutefois faire pour eux à savoir : de trouver le juste milieu entre l'implication de l'intervenant et le besoin de développer l'autonomie du jeune;

« Ici, je trouve [que] c'est bon là. [...] Ils vont nous accompagner, mais en même temps, genre, pas trop, parce que justement, ils veulent qu'on développe notre autonomie » (P10)

4.8 Conclusion du chapitre

Bref nos résultats dans l'ensemble suggèrent que nos interviewés sont hébergés pour la plupart pour des troubles sérieux de comportement, l'alinéa f) de l'article 38 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* et qu'au moment de l'entretien, c'était leur premier épisode d'hébergement dans le cadre de cette loi. L'autonomie, pour la majorité, se représente comme étant la capacité d'autogestion soit cette habileté à maintenir une saine hygiène de vie ou encore cette aptitude à garder le cap sur ses finances personnelles. En lien avec les projets de vie à court et long terme, les jeunes dans l'ensemble ont nommé vouloir poursuivre leurs études ou encore retenter l'expérience sur les bancs d'école. Pour d'autres, leur(s) projet(s) à plus long terme se représentaient par l'insertion au niveau du marché de l'emploi ou par l'obtention d'un appartement. Un seul participant a avancé la possibilité de s'adonner à des activités criminelles à long terme advenant que son plan initial échoue. Encore, à court terme cette fois-ci, un participant nous a fait comprendre son besoin de changer d'emploi.

Lorsqu'il a été question d'aborder les sentiments vécus en lien avec la fin de la prise en charge par les Centres jeunesse, les sentiments évoqués étaient majoritairement négatifs et s'exprimaient sous la force de l'inquiétude liée à la nouveauté et la peine. Ceci nous a amené à nous questionner sur les besoins et les attentes d'ici la fin de la prise en charge. Il ressort que plus de la moitié des participants souhaitent qu'il y ait une continuité du soutien de l'intervenant en lien avec le projet d'autonomie alors que pour d'autres, ils désiraient une aide tout autre que celle reçue au moment de l'entrevue.

Presque tous les jeunes participants ont eu accès et ont apprécié les activités en lien avec le développement de l'autonomie offertes directement au sein leur unité ou par le biais d'un programme du CJM-IU ou d'un organisme communautaire. Le programme *La Vie, la vie*, l'aide dans la recherche d'emploi et l'attitude de la TS ou de l'éducatrice à l'égard de l'adolescent ont été nommés en tête de liste comme étant aidants dans le développement de leur autonomie.

Enfin, les adolescents ont eu l'opportunité de nous proposer des recommandations sur les choses à améliorer, si tel était le cas, en lien avec les pratiques en relation d'aide, notamment en service social auprès des jeunes qui sont hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité. Les opinions dans l'ensemble sont bien différentes. Or, trois suggestions ont été nommées par plus

d'une personne soit : La nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant symbolique, l'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune en évitant les changements d'intervenants ou les déplacements multiples et finalement l'importance de développer plus d'activités en lien avec le développement de l'autonomie des jeunes.

Chapitre 5 : Discussion

Dans ce chapitre, il sera question d'établir les liens entre les résultats de recherche et la littérature qui porte sur les jeunes qui sont hébergés jusqu'à leur majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance.

Auparavant, nous rappelons que nous avons été en mesure de comprendre les raisons pour lesquelles la transition vers la vie adulte des jeunes suivis par la DPJ représente un défi en soi. Pour la plupart des adolescents et des jeunes adultes, cette période se caractérise par la fin des études, l'insertion au marché de l'emploi, la formation d'un couple et même d'une famille. Pour d'autres, comme c'est le cas de nos jeunes à l'étude, cette transition peut être particulièrement éprouvante en l'absence de réseau de soutien et de filet de sécurité pouvant les supporter adéquatement. D'ailleurs, la littérature sur le sujet nous fait part de plusieurs spécificités les représentants soit : le faible niveau de scolarité, l'absence de soutien du milieu familial une fois majeur, l'obligation de se trouver rapidement un appartement pour se loger après les services offerts par les Centres jeunesse et d'autres difficultés personnelles (Goyette, 2006, 2010, 2012; Osgood *et al.*, 2005; Goyette *et al.*, 2011).

Or, il demeure essentiel de souligner qu'indépendamment de ces particularités propres à l'individu et à son noyau familial, les mécanismes en place complexifient l'atteinte de certains marqueurs qui définissent une « insertion sociale réussie ». Nous pourrions penser d'abord à l'allongement des études, aux exigences du marché de l'emploi qui ne cessent d'augmenter pour s'offrir de la main-d'œuvre la plus « qualifiée » possible, au coût de la vie et des biens de consommation qui augmentent eux aussi et qui entraînent une diminution du pouvoir d'achat d'années en années, et bien plus encore (Galland, 1995).

C'est donc pour ces raisons que nous souhaitons découvrir quelles étaient les représentations sociales de ces jeunes hommes pris en charge et hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité dans le cadre d'une mesure de protection à l'enfance (LPJ). De cette façon, il fut

possible d'explorer leurs conceptions de l'autonomie et du « devenir adulte », les sentiments exprimés face à la fin de leur prise en charge, leurs besoins et leurs attentes en lien avec le développement de leur autonomie dans ce contexte de fin de droits et d'explorer de quelle façon ces adolescents conçoivent l'avenir. Les participants nous ont également offert des pistes de réflexion quant à la pratique en usage avec cette clientèle.

Nous discuterons à ce sujet dans ce chapitre de notre compréhension au niveau des représentations sociales que les jeunes interviewés se font de l'autonomie. Par la suite, nous reviendrons sur les projets de vie des participants afin de les relier à la littérature existante sur le sujet et à nos conclusions. Enfin, nous mettrons de l'avant notre compréhension au sujet des émotions et des sentiments qui sont vécus par les participants en lien avec la fin de l'hébergement en Centre jeunesse. Cette transition vers la vie adulte à l'atteinte de la majorité est tantôt perçue comme étant positive alors que pour d'autres, la fin de l'hébergement est particulièrement anxiogène.

Les émotions ressenties par les participants nous ont permis d'avoir une meilleure compréhension des besoins et des attentes des participants d'ici la fin de la prise en charge. Pour les uns, ils souhaitent que les interventions en cours se poursuivent. D'autres nous ont laissé savoir que leurs besoins n'étaient pas satisfaits. Enfin, une minorité nommait ne pas avoir d'attentes additionnelles.

Puis, les interventions sociales ou les programmes sociaux qui sont considérés comme étant aidants et qui devraient se poursuivre dans le temps seront mis de l'avant. Il en découlera certaines recommandations formulées par les jeunes qui serviront à améliorer les pratiques en relation d'aide. Trois recommandations sont revenues à plusieurs reprises, soit :

- 1) la nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant symbolique,
- 2) l'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune en évitant les changements d'intervenants ou les déplacements multiples et
- 3) l'importance de développer plus d'activités favorisant l'autonomie des jeunes.

Pour clore le chapitre, nous aborderons les retombées positives de cette recherche pour les jeunes participants, la contribution de ce projet de mémoire pour les futures recherches notamment celles en sciences sociales, discuterons du choix du cadre théorique et de ma méthode d'analyse des résultats. Au final, le lecteur pourra avoir un aperçu des limites de cette recherche.

5.1 Compréhension des représentations sociales de l'autonomie

Comme nous l'avons découvert plus tôt, une représentation sociale est une façon de concevoir le monde qui est propre à chaque individu et à chacun des groupes auxquels la personne s'identifie (Seca, 2010). Une représentation sociale varie dans le temps et l'espace de sorte qu'elle peut exister à un moment donné et ne plus exister à un autre et prendre forme dans une société X et ne pas exister dans une autre. Plusieurs choses peuvent expliquer cette variation soit l'époque, l'histoire, le climat social, le climat politique et plus encore (Moscovici, 1961). Seca (2010) dit d'une représentation sociale que c'est un système de savoir, une façon de comprendre le monde et de percevoir le monde extérieur. Selon les perceptions d'un groupe au sujet d'une situation qui le touche, les membres du groupe vont se développer des opinions, des attitudes, des conceptions et des réactions communes.

L'autonomie, quant à elle, se définit comme étant : « la capacité de quelqu'un à être autonome, à ne pas être dépendant d'autrui » (Larousse, 2019). Au Québec, on devient autonome légalement à l'atteinte de la majorité légale qui est le 18^e anniversaire d'un individu. Pour les scientifiques, l'autonomie c'est cette capacité à atteindre des marqueurs bien précis qui déterminent ce qu'est un adulte à savoir la fin des études, l'entrée au marché du travail, le départ de la maison familiale, la formation du couple, l'idée de vouloir fonder une famille, et enfin, le fait d'avoir des enfants (Galland, 1996).

Pour l'ensemble des participants, l'autonomie est perçue comme étant la capacité à s'occuper de soi-même sans avoir recours à l'autre pour y parvenir. Dans les sociétés industrialisées, l'individu et l'individualisme sont des valeurs mises en relief. De ce fait, la

société incite les parents à développer l'autonomie de leurs enfants le plus rapidement possible. Pour des jeunes qui sont hébergés jusqu'à la majorité, l'autonomie représente concrètement l'étape où ils devront apprendre à vivre seuls et parvenir à subvenir à tous leurs besoins de base sans compter sur une aide externe. Jusqu'ici, les adolescents ont pu compter sur leurs différents réseaux (l'école, la famille, les amis, les intervenants) pour pouvoir répondre à leurs besoins de base.

Lorsque nous parlons des besoins de base, nous faisons référence à la pyramide de Maslow qui prévoit que tout individu a besoin minimalement de se loger, se vêtir, se nourrir pour pouvoir fonctionner et être considéré comme étant fonctionnel. Jusqu'au jour de leur majorité, les Centres jeunesse satisfont à ces besoins puisque l'obligation légale leur en incombe. Les participants n'ont alors pas à travailler pour répondre à leurs besoins. De surcroît, les ouvrages traitant de la question du « devenir adulte » s'entendent sur les paramètres (Galland, 1996) qui définissent un adolescent versus un adulte. Pour chacun des stades définis, ces critères ne sont pas les mêmes.

La notion de responsabilité s'ajoute à un adulte, alors que pour l'adolescent, la société a déterminé que l'adulte responsable de lui (le parent, le tuteur ou l'État) doit répondre à ses besoins de base. L'adulte, pour qu'il soit défini ainsi, indépendamment du critère légal (l'âge), devra répondre à certaines exigences, notamment à celle d'être capable de répondre à ses propres besoins, au désir de vouloir procréer, au fait de s'installer dans un milieu de vie qui sera le sien (appartement, par exemple), à la formation du couple, etc.

Plusieurs ouvrages sur le devenir adulte présentent une liste exhaustive d'étapes à atteindre pour être considéré comme étant adulte. Or, il est important de considérer le matériel avec une vision nuancée de la chose, notamment en ce qui concerne le désir de procréer ou encore la formation d'un couple. Bon nombre d'adultes aujourd'hui décident de vivre le célibat ou encore de ne pas avoir d'enfants. D'ailleurs, aucun des jeunes interviewés ne nous ont mentionné avoir l'intérêt de former un couple ou encore ne projetaient avoir des enfants. Ceci ne signifie donc pas qu'ils ne seront pas adultes à l'atteinte de la majorité légale. Il est possible de croire que ces marqueurs (la famille, le couple) étaient plus ancrés socialement à une autre

époque où la religion exerçait une plus grande emprise sur nos vies. Ces exigences, d'une autre époque ne sont pas ressortis comme étant des désirs chez aucun de nos participants.

D'un autre point de vue, d'autres participants nous ont dit associer l'autonomie à une forme de liberté qui est représentée par l'âge de 18 ans. Ce facteur viendrait leur offrir de nouveaux privilèges et de nouvelles obligations.

Enfin, un des participants nous a fait savoir dans sa compréhension de l'autonomie qu'elle était directement associée au respect du cadre normatif établi. Dans les écrits disponibles sur le sujet, l'autonomie est aussi le fait de respecter les balises sociales.

5.2 Comment appuyer les projets de vie des participants ?

En ce qui concerne les projets de vie des participants, nous avons découvert au cours des entrevues que l'ensemble des jeunes ont des aspirations au niveau académique et au plan professionnel. D'autres ont, quant à eux, le souhait de se trouver un logement. Plus de la moitié nous ont fait savoir qu'ils aspiraient obtenir leur diplôme d'études secondaires (D.E.S) ou encore de tenter un retour à l'école afin de compléter leurs études secondaires.

Selon notre compréhension de la question du projet académique, il est possible de croire que les aspirations et les rêves de ces jeunes soient liés au fait que nous sommes conditionnés à devoir fonctionner dans cette société et à ne pas dépendre du système en place. De ce fait, le moyen de pouvoir accéder au marché de l'emploi est intimement lié à l'instruction de l'individu. Ses chances se voient augmentées s'il est instruit et s'il a un diplôme pouvant attester de son parcours. Nous nous permettons également d'avancer que dans notre société, il est plus aisé de s'insérer et d'acquérir une stabilité d'emploi pour ceux ayant étudié le plus longtemps possible ou « des professions libérales » telles que médecin, infirmière, etc., notamment grâce aux conditions de travail négociées et protégées par les syndicats.

Donc, inciter les jeunes hébergés à s'enrôler dans une démarche académique, lui donner les moyens de réussir et l'inciter à poursuivre ses études aux cycles supérieurs l'amènerait à augmenter ses chances de vivre dans des conditions de vie confortables une fois son parcours académique complété. Ceci pourrait être facilité par une mécanique plus facile et plus rapide aux prêts et bourses pour ceux qui veulent poursuivre les études. Nonobstant ce fait, les programmes développés pour les jeunes hébergés à majorité ont été pensés en fonction des besoins et des limites du marché de l'emploi et sont adaptés pour répondre à ce besoin. Il est donc possible de croire que de remettre des bourses d'études significatives pour les jeunes qui devront être autonomes et subvenir à leurs besoins pourraient les inciter à poursuivre leur démarche académique plutôt que de devoir l'abandonner faute de moyens financiers.

La littérature, jusqu'à présent, nous a fait valoir l'importance de miser davantage sur les façons de motiver ces jeunes garçons à l'école pour leur permettre de mieux s'insérer socio-professionnellement. Nos données soutiennent ce qui s'est déjà dit sur le sujet et nous amènent à croire que les efforts en ce sens doivent se multiplier, se réinventer et même faire preuve d'innovation surtout dans la mesure où plusieurs des jeunes interviewés ont nommé eux-mêmes vouloir aller de l'avant dans leurs projets. Une mise en commun des forces et des interventions de tous les acteurs impliqués de près ou de loin aurait pour effet direct de multiplier les effets bénéfiques pour cette clientèle et pour notre société, et ce, d'autant plus qu'eux-mêmes nomment vouloir s'investir et réussir. Rappelons que plus de la moitié des répondants ont formulé un projet de vie sur le long terme qui inclut le volet académique. Ces derniers souhaitent soit poursuivre soit reprendre leurs études. L'un d'eux a même avancé vouloir faire des études supérieures en fréquentant un cégep après son passage au secondaire.

À ce propos, tous les jeunes sondés nous ont fait savoir qu'ils aspiraient contribuer à leur société en s'insérant au niveau du marché de l'emploi. Or, rappelons que pour un des garçons que nous avons rencontrés, ce dernier nous faisait savoir que si son plan initial de compléter un DEP dans le secteur de son choix ne fonctionnait pas, il allait s'adonner à des activités criminelles pour pouvoir arriver à subvenir à ses moyens. Osgood, Foster, Flanagan et Ruth (2005) s'acharnent à faire comprendre à tous les intervenants impliqués de près ou de loin auprès de ces jeunes en difficulté que dans bien des cas, l'absence de réel soutien fait en sorte que des

jeunes s'adonnent à de la criminalité pour subvenir à leurs besoins. Ceci s'accompagne souvent d'impacts conséquents pour eux, pour leur entourage et pour la société. Ils connaissent parfois une période d'incarcération parce que leurs conditions de vie, bien souvent insuffisantes et inadéquates, les poussent à commettre des délits pour assurer leur survie.

Il faut donc considérer les impacts à tous les niveaux, car chacun de nous est touché par le résultat. Il est possible de se demander si les mécanismes en place ne posent pas des freins à l'insertion pour les moins bien outillés; ce qui les pousserait vers des activités criminelles. Nous pourrions penser par exemple à l'aide de dernier recours. Depuis des décennies, le gouvernement québécois tente de s'attaquer aux fraudes commises par ceux qui travaillent de façon non déclarée en plus de recevoir l'aide de dernier recours. Peut-être que le montant mensuel offert ne permet plus de parvenir à subsister financièrement ? Dans un autre ordre d'idée, le salaire minimum permet-il vraiment de subvenir à ses besoins et de vivre décemment ? Les personnes sous-qualifiées ont fréquemment des emplois faiblement rémunérés et où les conditions de travail pourraient être remises en question. Serait-il possible de croire qu'au vu des conditions de vie dans lesquelles les jeunes sous-qualifiés se retrouvent, ils décident d'avoir un revenu d'appoint, quelle que soit la façon de se le procurer ? Malgré ces questionnements, il est possible d'affirmer que les jeunes rencontrés n'aspirent qu'à contribuer à leur société en mettant la main à la pâte et à sentir qu'ils font partie de celle-ci.

Pour ce faire, des mécanismes en place doivent leur permettre de contribuer et de s'impliquer à leur façon, peu importe leur milieu d'origine et peu importe les difficultés de départ. Il s'agit d'être flexible aux différentes réalités et d'être sensible aux différents besoins des nouvelles générations.

5.3 Compréhension des émotions et des sentiments associés à la fin de l'hébergement

5.3.1 Un passage anxiogène

En lien avec les émotions associées à la fin de la prise en charge par les Centres jeunesse, plus de la moitié des participants vivaient des émotions négatives lorsque nous abordions la fin du placement. De manière générale, cette fin de prise en charge est anxiogène pour eux. Le fait de se projeter dans l'inconnu est source d'inquiétude. Un seul jeune était ambivalent à la perspective de cette fin de prise en charge, tandis qu'un tiers des participants vivait cette fin de façon plutôt positive.

La prise en charge institutionnelle, pour certains, représente des années de services et d'interventions. Comme nous l'avons vu dans les écrits de différents auteurs, ces jeunes que l'on a rencontrés sont souvent hébergés en Centre jeunesse du fait de leur difficulté et sont moins habilités à faire face aux aléas de la vie que leurs confrères et consœurs du même âge non pris en charge par le système. Ces difficultés familiales et personnelles, dans bien des cas, ont fait en sorte que la DPJ s'est impliquée dans leur vie pour leur venir en aide. Alors que certains ont vécu la majeure partie de leur vie dans leur milieu familial, d'autres ont quant à eux, connu très tôt dans leur vie du soutien institutionnel par les Centres jeunesse, parfois jusqu'à la vie adulte. Par ses visées interventionnistes, qui visent naturellement le bien-être de ces enfants, le système des services sociaux contribue toutefois lui aussi à fragiliser ces individus. Le manque criant de préparation à la vie autonome, la prise en charge tardive du développement de l'autonomie du jeune au courant du processus d'intervention, le fort sentiment de n'être pas prêt à affronter la vie d'adulte vécu par les jeunes concernés et la rupture des services à l'âge adulte sont des éléments à considérer. Il est donc primordial de concevoir des processus pour pouvoir pallier ces lacunes et mieux préparer les jeunes qui devront vivre de façon autonome une fois rendus à 18 ans.

Il est possible de croire que ces jeunes se sentiraient beaucoup plus confiants si des services leur étaient donnés dès leur prise en charge par la DPJ via des services sociaux ou des organismes communautaires, et ce bien avant la fin de leur prise en charge, de sorte qu'il y puisse y avoir une continuité de services jusqu'au moment où ceux-ci se sentiraient suffisamment outillés pour voler de leurs propres ailes. Plusieurs circonstances font en sorte que ceci n'est pas toujours possible. Or, cette piste pourrait être évaluée pour chacun des jeunes qui reçoit des services de la DPJ, et le plus tôt serait le mieux.

Dans un autre ordre d'idées, il serait à envisager de dissocier l'âge légal de la fin des services offerts par la DPJ et retirer ces services, dans le meilleur des mondes, au moment où le jeune se sentirait réellement prêt à partir et donc suffisamment autonome pour pouvoir fonctionner seul. La façon actuelle de procéder fait abstraction de leurs besoins particuliers et à l'individualité des cas.

D'autres possibilités sont à étudier, soit celle de permettre à ces jeunes de se développer dans un milieu plus normalisant se rapprochant davantage de la vie à la maison avec une routine qui est plus flexible. D'ailleurs, plusieurs des interviewés nommaient apprécier le cadre d'intervention offert dans l'unité de réadaptation *Le Neptune* étant donné les possibilités qui leur étaient offertes. Il y a notamment la possibilité d'y faire son épicerie, d'avoir un horaire propre à chacun des membres de l'unité, laquelle ressemble davantage à un noyau familial, d'avoir plus de temps libre et surtout, d'avoir des outils d'intervention directement en lien avec le développement de leur autonomie. De cette façon, la démarche, qui n'est pas imposée à chacun, permet à tous les jeunes d'utiliser les ressources qui lui conviennent davantage selon ses plans de vie et ses connaissances. Tout le monde en serait donc bénéficiaire.

5.3.2 Un passage positif

Contrairement à ce qui précède, pour ceux qui nous ont répondu vivre des émotions positives lorsque nous abordions la fin de leur prise en charge, le soulagement, l'excitation et le bonheur sont des sentiments qui ont émergé de leurs discours. Ces sentiments ressortent d'ailleurs dans d'autres recherches au sujet de jeunes en difficultés qui doivent vivre de façon autonome à leur 18^e anniversaire.

D'une part, pour ce qui est du soulagement, nous pouvons croire que cette fin de prise en charge symbolise potentiellement le début d'une prise de pouvoir sur leur existence. Bien que la *Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)* oblige les intervenants à prendre la position du principal concerné durant toute l'enfance, il n'est pas maître de la décision finale. C'est soit un

juge à la chambre de la jeunesse, le réviseur des mesures, les chefs de service ou encore les parents¹ qui restent les décideurs des orientations à prendre dans la vie des enfants et des adolescents.

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, dans toutes les sociétés, les rites de passage sont des marqueurs temporels pour marquer l'entrée dans un nouveau stade de développement ou encore l'adoption d'un nouveau statut dans le clan ou dans le groupe (Nuñez et Pfeffer, 2016). Dans notre société, le 18^e anniversaire demeure l'unique réel marqueur reconnu. Bien que des gens s'affairent à planifier des rassemblements pour le 16^e anniversaire d'un jeune, l'arrivée d'un enfant dans la famille et d'autres soirées clés, ces soirées ne peuvent être considérées comme étant un rituel de passage sociétal québécois, car elles ne sont pas pratiquées par tous. Il est donc envisageable qu'il y a certaines attentes et appréhensions face à l'arrivée du 18^e anniversaire. Au sens des pairs et de la loi, l'individu change complètement de rôle et de fonction et donc, les obligations à remplir sont différentes que celles exigées avant cet âge; ce qui fait que ce passage pour certains est vu positivement et pour d'autres, négativement.

5.4 Compréhension des besoins et des attentes des participants d'ici la fin de la prise en charge

5.4.1 Le besoin de poursuivre les interventions

Cette fois-ci, en ce qui attrait aux besoins et aux attentes exprimés d'ici la fin de l'hébergement, plus de la moitié expriment le besoin de s'assurer qu'il y ait une continuité dans le soutien vers l'autonomisation offerte par leurs intervenants :

Dans la littérature, tous les auteurs s'entendent sur le fait qu'offrir de la stabilité est un facteur déterminant pour soutenir les jeunes vers une transition vers la vie adulte. Ils ont besoin

¹ Qui plus est, il est possible de croire que le contrôle parental exercé dans la prise de décisions familiales est généralement plus souple que le contrôle exercé par une institution étatique, comme c'est le cas des DPJ, qui doit respecter des lois, appliquer des procédures et où les parcours de vie sont plus dirigés.

de stabilité autant dans ce qu'ils vivent au quotidien que dans les intervenants avec qui ces jeunes interagissent.

5.4.2 Des besoins non répondus

Selon la position de deux jeunes, ceux-ci nous ont clairement dit avoir d'autres attentes d'ici la fin de la prise en charge et n'avaient pas l'impression que l'on avait bien cerné leurs besoins. Plusieurs situations peuvent expliquer ce sentiment. L'un deux nous a fait comprendre qu'il éprouvait un grand besoin de liberté, alors que l'autre souhaitait devancer son départ vers une vie autonome et ne plus vivre sous la tutelle de l'État. Ils espèrent que les intervenants aient une meilleure lecture de leurs besoins et ajustent leurs interventions en conséquence. Il est concevable de penser que la structure offerte par l'institution, soit le service qui est offert, ne réponde pas nécessairement aux besoins de tous, étant donné la préparation existante avant d'entrer en Centre jeunesse, le degré de maturité des personnes, leurs limites et leurs forces, leurs attentes, leurs plans, leur culture et autre. Plein de facteurs sont à considérer dans l'intervention sociale individualisée. Or, lorsque l'intervention sociale est conçue ou appliquée, malheureusement ces facteurs sont mis de côté pour privilégier une approche de groupe qui sert au plus grand nombre.

L'absence de lien de confiance entre un adolescent et son intervenant est, à mon sens, contre-productive s'il est question d'amener le jeune à se développer un coffre à outils pour mieux vivre sa transition vers la vie adulte. Une bonne communication entre les deux est primordiale pour l'atteinte de cet objectif. De plus, bien que le lien puisse être bien présent, des lois et des règles encadrent ce qu'il est possible d'offrir comme services et comme ressources. Par exemple, un jeune qui aurait voulu vivre de façon autonome en appartement avant son 18^e anniversaire aurait pu entraîner une prise de décision risquée si elle lui avait donné raison, puisque la DPJ demeure responsable des jeunes jusqu'à leur majorité. Il est intéressant de souligner à ce titre l'existence d'appartements supervisés qui sont offerts aux jeunes que l'on croit les plus prêts à vivre de façon autonome. Nous pourrions donc penser que des ressources

telles un appartement supervisé ou un foyer de groupe (deux milieux qui s'approchent davantage de la vie en communauté dans un secteur résidentiel et qui se fondent dans la masse) leur permettraient à la fois de se développer dans un milieu plus normalisant et à la fois d'être encadrés par des professionnels. Il faudrait donc vérifier si l'initiative de ces appartements répond suffisamment à la demande, et si ce n'est pas le cas, être prêt à réajuster le tir.

5.4.3 L'absence d'attentes additionnelles

D'autres ont, quant à eux, nommer ne pas avoir d'attentes supplémentaires. Deux cas de figure se posent. D'abord, soit il est possible de comprendre dans leur message que leurs attentes ont été comblées, soit ils n'ont pas eu la réponse qu'ils souhaitaient et ils ont peut-être préféré s'abstenir de tout commentaire². Tout ceci a pu avoir des effets sur l'aptitude ou le désir de vouloir créer et recréer des liens avec les adultes en position d'autorité, de prolonger la durée de l'hébergement, de briser la continuité de services en n'assumant pas de transition entre les intervenants par le biais de transfert personnalisé et plus encore (Tremblay, Joly, Haines et Lanctôt, 2016). Ce qui après coup, pourrait avoir eu pour effet de faire perdre toute confiance qu'un jeune peut avoir en l'institution et les intervenants qui sont mandatés d'assurer son bien-être et son développement jusqu'à l'âge adulte.

De plus, d'autres facteurs peuvent expliquer le fait que le lien n'arrive pas à se créer (la difficulté à faire confiance à un adulte, la difficulté à faire confiance tout court, le roulement continu, les déceptions vécues antérieurement, etc.). Ces facteurs peuvent être évitables, mais sont difficilement contrôlables vu toutes les règles qui encadrent les pratiques, notamment la protection des emplois, l'obtention d'un nouveau poste au sein d'une institution, le changement d'emplois pour certains, etc.

² Dans ce deuxième cas de figure, il est possible de croire qu'un fort taux de roulement du personnel ou d'intervenants ne leur ait pas permis d'établir une relation privilégiée avec les intervenants en place.

Quoique ces facteurs demeurent incontrôlables, l'idée de poursuivre l'intervention ou d'offrir une assistance, au besoin, même si l'intervenant change de poste au sein d'une même organisation serait à évaluer. Cette façon de procéder aurait pour objectif d'assurer une continuité de service et une stabilité à ce jeune.

Autrement dit, si cette avenue ne peut être considérée, des mécanismes pourraient être mis en place pour faciliter la transition vers un nouvel intervenant, lequel prendrait par exemple la relève avant le départ d'un intervenant impliqué en procédant à un transfert personnalisé qui respecterait le rythme de l'adolescent.

5.5 Les programmes sociaux à poursuivre

Tous les participants de cette recherche ont nommé un éventail de choses qu'ils ont trouvées aidantes en vue de les préparer à la vie autonome. Il s'agissait soit d'un programme offert dans la programmation du CJMTL-IU ou par exemple, d'un intervenant qui a su les marquer. Pour certains d'entre eux, ces programmes peuvent symboliser un complément d'information à ce qu'ils savent déjà. Pour d'autres, les paroles bienveillantes de leur intervenant de réadaptation ou de suivi sont venues faire la différence dans leurs perceptions et les ont motivées à avancer dans leurs projets personnels.

Dans l'ensemble, c'est un mélange entre les interventions et les programmes qui sont venus les enrichir sur le plan personnel. Il est donc possible d'affirmer que les deux moyens sont appréciés de ceux que nous avons interviewés. Ce qui ressort davantage est d'abord et avant tout l'importance accordée à l'impression d'obtenir un soutien engagé inconditionnel d'un intervenant de confiance. Pour les jeunes participants, ce sentiment est la clé vers de nouveaux apprentissages en lien avec le développement de l'autonomie de ces jeunes. Il faut donc que des intervenants investis prennent part à ce cheminement et que ceux qui interviennent auprès de ces jeunes adoptent une posture similaire à celle de parents bienveillants. D'un point de vue global, ceci m'amène à croire que le réseau et les gens qui en font partie sont beaucoup plus significatifs que tous les programmes qui y sont développés. Les jeunes souhaitent avoir des

mentors sur qui compter et obtenir le réconfort recherché; ce qu'un programme à lui seul ne peut offrir. Il est donc essentiel d'investir des ressources formant un personnel qualifié et désireux d'apporter chaleur et outils à ces jeunes en difficultés. Enfin, assurer une stabilité dans le suivi social par le biais de l'intervenant et non pas en s'appuyant sur la continuité du service assurerait aux jeunes une stabilité dans leur développement et surtout dans leur cheminement vers l'autonomie.

5.6 Recommandations offertes par les jeunes en vue de modifier les pratiques actuelles en relation d'aide

En ce qui concerne les recommandations qui découlent du discours des jeunes participants, nous pouvons comprendre que tous ceux que nous avons rencontrés avaient dans l'ensemble des commentaires positifs et constructifs pour améliorer les pratiques en travail social et en intervention auprès d'eux. Le lecteur pourra se référer au chapitre montrant les résultats pour avoir un portrait de toutes les idées singulières proposées, mais dans cette section, nous partagerons trois points de vue communs à plus d'une personne, soit :

- 1) La nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant symbolique,
- 2) l'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune en évitant les changements d'intervenants ou les déplacements multiples.
- 3) l'importance de développer plus d'activités en lien avec le développement de l'autonomie des jeunes.

5.6.1 La nécessité d'établir un lien de confiance entre le jeune et un intervenant

Les interviewés nous ont fait savoir l'importance de tisser un lien de confiance avec un intervenant de suivi et de se sentir soutenus par lui sur le long terme de telle sorte de consolider les acquis et d'en acquérir de nouveaux, plutôt que d'avoir toujours le sentiment de devoir recommencer le processus et de ne pas avancer. Il est donc possible d'émettre l'hypothèse qu'un

soutien sur le long terme et un investissement accru permettraient davantage à ces jeunes de les rapprocher du niveau des autres jeunes de leur âge, sans en exclure les difficultés propres à l'adolescence pour autant. Cet intervenant pourrait avoir le rôle du parent substitut tout comme un parent d'accueil qui s'investit dans la vie d'un jeune qu'il héberge. Nous soulignons à nouveau que la littérature (Goyette, 2010) avance depuis les dernières années que les réseaux de soutien sont déterminants dans le développement de l'autonomie d'un adolescent. Dans le cas de nos jeunes, qui ne retourneront pas dans leur milieu familial à l'atteinte de la majorité, l'intervenant de suivi et/ou son éducateur deviennent ses figures d'autorité et parfois même d'attachement. Assurer la stabilité émotionnelle à ces jeunes est ce qui est le plus rassurant, selon eux et les autres recherches recensées à ce sujet. Il est d'autant plus important de considérer cet aspect dans un contexte où ils ont connu des échecs au plan relationnel avec leur propre famille.

5.6.2 L'importance d'assurer le plus de stabilité possible au jeune

Afin de surenchérir sur les propos mentionnés ci-haut, des jeunes nous ont fait part à plusieurs reprises de l'importance de s'assurer un milieu de vie stable. Les nombreux déplacements auxquels ils font parfois face leur créent de l'instabilité et des ruptures avec les liens qu'ils se sont créés. Parfois, un changement d'école s'impose : encore une fois, le changement de milieu tant de vie que scolaire crée ce sentiment de ne pas pouvoir se sentir « à la maison ». La plus récente étude de Goyette (2019) rapporte qu'en moyenne, les jeunes vivent 5,89 déplacements (La Presse, 2019). Tout ceci a des effets considérables sur leur bien-être psychologique et ne leur permet pas de s'investir dans le développement de leur autonomie durant cette période d'adaptation.

5.6.3 L'importance de développer plus d'activités favorisant l'autonomie des jeunes

Par ailleurs, quelques jeunes nous ont avancé l'importance de développer une gamme d'activités en lien avec le développement de leur autonomie. Bien que certains interviewés avaient droit de les développer dans le cadre de l'unité *Le Neptune* (qui vise principalement le développement de l'autonomie des jeunes résidents), plusieurs de ceux-ci étaient d'avis que le modèle de l'unité devrait être reproduit à toutes les unités de réadaptations. De plus, sans avoir nommé les thématiques qu'ils souhaiteraient aborder, il serait pertinent de considérer tous les sujets qui touchent les jeunes de leur âge à savoir le couple, le respect dans les relations, les relations amoureuses et sexuelles, garder un emploi, se développer professionnellement, les droits d'un employé, les obligations lors de la signature d'un contrat, etc. Tous les sujets qui touchent directement les jeunes adultes vivant seuls devraient être abordés et présentés de façon à les rejoindre et stimuler leurs apprentissages. Ces thématiques ou le format des activités supplémentaires devraient faire l'objet d'un sondage réalisé directement auprès des jeunes pour saisir l'essence de leurs besoins.

5.7 Retombées positives de cette recherche

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons donné la place et la parole à ces jeunes afin de connaître leurs points de vue. Bien souvent, les programmes et les recherches sont développés pour ceux-ci sans qu'ils ne soient systématiquement consultés. Leur laisser cette place était pour moi crucial pour nous permettre à tous d'avoir une vue globale de la situation actuelle. De plus, ce positionnement nous a permis de comprendre les besoins, les perceptions, les attentes et les insécurités face à cette fin de prise en charge.

5.7.1 Retombées positives pour les participants et le travail social

Pour la pratique en service social, cet état des lieux pourra certainement permettre aux praticiens de remettre en question leurs pratiques et d'adapter leurs interventions de telle sorte que les jeunes qu'ils suivent fassent davantage partie du processus décisionnel et qu'ils soient donc acteurs du développement de leur autonomie sous toutes les formes possibles. De plus, pour les directeurs de programmes, cette recherche pourrait être une avenue à explorer davantage.

Il ressort des entretiens que la programmation offerte est dans l'ensemble appréciée par tous, y compris par les intervenants en poste. Par contre, le développement de l'autonomie étant davantage travaillé dans l'unité *Le Neptune*, il serait pertinent d'offrir les mêmes services à tous les jeunes hébergés, de penser l'autonomie de façon plus générale et de la proposer à tous ceux qui pourraient en bénéficier, plutôt que de proposer un travail sur l'autonomie uniquement au moment où le projet de vie vers l'autonomie est ordonné.

5.7.2 Contribution pour les futures recherches

Ces nouvelles connaissances et ces nouveaux points de vue nous amènent à comprendre globalement les enjeux qui touchent les jeunes en difficulté sous plusieurs angles. Dans le cadre de cette recherche, nous souhaitons davantage rejoindre les jeunes, car l'ensemble de la

littérature traite des jeunes sans les sonder directement. C'est donc pourquoi nous croyons que ce document permettra d'avoir un point de vue additionnel, point de vue des plus riches. Cette recherche pourrait également servir à d'autres qui voudront approfondir la question des représentations sociales des jeunes filles, cette fois-ci afin de découvrir si ce groupe se représente l'autonomie et le devenir adulte de la même façon que les garçons.

5.7.3 Une investigation théorique qualitative à poursuivre

Nous avons choisi la conception théorique de Moscovici des *représentations sociales* (1961, 1976) comme cadre théorique pour pouvoir accéder aux représentations que les jeunes touchés par la problématique se font de l'autonomie et du passage à la vie adulte. Par ce choix, nous nous sommes autorisés à comprendre l'autonomie selon la posture des jeunes qui sont directement affectés. De plus, les recommandations qui ont découlé de ceux-ci sont, selon nous, particulièrement riches dans la mesure où les jeunes se sont positionnés et nous ont permis de comprendre ce qui comptait réellement pour eux dans l'intervention sociale. Bien que plusieurs programmes sociaux aient été développés à travers les années en vue de mieux préparer le développement de l'autonomie des jeunes, peu de ces recherches ont été sondé les principaux intéressés pour pouvoir comprendre les enjeux qui les tiraillaient. Les recherches en sciences sociales ont donc tout intérêt à poursuivre une investigation des représentations sociales pour mieux saisir les besoins des populations à l'étude.

5.7.4 Une méthode d'analyse pertinente : l'analyse de contenu de L'Écuyer

Afin d'analyser les résultats de recherche, nous avons suivi le modèle de L'Écuyer (1990). Nous avons d'abord sondé les intéressés par le biais d'une entrevue semi-dirigée. Nous tentions d'avoir réponse à des questions bien spécifiques, d'où l'importance d'agir en tant que guide durant l'entrevue. Par la suite, chacune des entrevues a été retranscrite sous forme de Verbatim. Ceux-ci ont été numérotés d'un à dix selon l'ordre de passage. Pour pouvoir avoir

des verbatims retranscrits textuellement, il nous a fallu enregistrer les entretiens en format audio-numérique, qui ont été numérotées de P1 à P10, le P signifiant participant.

Ainsi, pour la transcription des verbatims, nous avons opté pour une méthode manuscrite afin de nous permettre de faciliter la lecture du contenu et de pouvoir annoter les passages où l'interlocuteur répondait à nos questions de recherche, et ainsi pouvoir dégager des pistes de réflexion sur les propos pertinents.

Une fois l'exercice effectué, la méthode de l'Écuyer (1990) prend tout son sens. Selon son modèle d'analyse, il y avait quatre étapes à réaliser. D'abord, il y avait l'appropriation du contenu. En d'autres termes, il faut lire et relire les verbatims pour pouvoir maîtriser l'essence des propos de chacun de nos participants. Une fois cet exercice de lecture effectué, il nous a fallu annoter notre texte en faisant ressortir les points plus frappants qui répondaient à nos questionnements de recherche. En réalisant ce début d'analyse, nous avons pu dégager des similitudes entre les propos des jeunes et des divergences. De là, des catégories en ont découlé. Nous avons donc classifié des idées, des extraits ou des mots qui avaient un sens commun dans les catégories appropriées. Il faut savoir que les catégories ont été discutées et co-construites avec notre directrice de recherche, bien qu'elles aient bien évidemment aussi émergé des propos des jeunes et de notre compréhension de leurs propos. De plus, chacun des extraits a été classé dans une catégorie de sens. La méthode de l'Écuyer (1990) est un processus de co-constitution. Il doit permettre à tout un chacun de comprendre les raisons qui ont amené son propos à être dans telle ou telle classification. Ainsi, si l'exercice de classification était refait par une autre équipe de recherche, les résultats de classification devraient permettre à d'autres d'avoir la même réflexion et la même analyse et de classer à nouveau les extraits dans les bonnes sections. En procédant de la sorte, la connaissance du terrain pourrait s'accroître au fil du temps, du moins est-ce une invitation dans cette direction.

Finalement, la démarche s'est terminée par l'interprétation des résultats. À cette étape-ci, nous avons cherché à comprendre le sens des propos des interviewés. Une personne, par les mots qu'elle dit, l'intonation des propos, les pauses qu'elle prend et ses soupirs, transmet un message. Nous avons donc tenté au mieux de notre expertise d'extraire le sens des échanges.

5.8 Limites de la recherche

Bien que nous ayons découvert du matériel fort intéressant, il nous est impossible de pouvoir créer des généralités étant donné le nombre d'interviewés ($n=10$) et la nature de la recherche qui se voulait exploratoire.

De plus, nous avons été orientés dans le choix de nos interviewés vers certaines unités de réadaptation plutôt que dans d'autres, étant donné les chances de réponses plus intéressantes qu'il y avait dans celles-ci.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons également remis des billets de cinéma pour susciter la participation des jeunes. Ceci a potentiellement pu avoir un impact ou a pu créer un biais dans les réponses apportées par ces jeunes étant donné la récompense qui les attendait à la fin de l'échange. Se sentant redevables d'une certaine façon, il est possible que ceux-ci aient orienté leurs réponses pour avoir le sentiment de satisfaire les exigences. Or, le fait de ne pas avoir ces billets aurait, selon nous, eu un impact conséquent sur le nombre de répondants et cette recherche n'aurait probablement pas pu se réaliser.

En ce qui concerne la méthode d'analyse employée pour cette recherche, certains diront qu'elle peut porter à interprétation et que les données peuvent se comprendre d'une façon différente d'une personne à l'autre; d'où le processus de co-construction de l'arbre de codification entre l'étudiante chercheuse et la chercheuse principale; ce qui a permis de diminuer considérablement les biais d'interprétation en proposant une analyse distanciée. L'arbre de codification a été réalisé en ayant des échanges de part et d'autre. Ce processus formé d'allers et retours entre nous et la direction responsable de la recherche au niveau de la sélection du titre des catégories d'analyse et au niveau du choix des extraits sélectionnés. Ceux-ci (les catégories et les extraits) ont été soigneusement choisis et discutés à maintes reprises jusqu'au moment où toutes deux avons été satisfaites et convaincues que chacun des extraits répondait au principe d'exclusivité et donc, qu'il se trouvait dans la meilleure catégorie qui soit.

Pour concevoir notre questionnaire d'entrevue, nous nous sommes basés sur des questionnements que nous avons découlant de notre pratique professionnelle en protection de la jeunesse, et ceux-ci ont pu orienter la recherche. Les questionnements venaient principalement de ma pratique en tant que travailleuse sociale dans un Centre jeunesse de la province.

Finalement, en ce qui concerne les limites observables, nous pouvons affirmer que les données recueillies sont spécifiques à une population donnée, soit celle qui est hébergée au CJM-IU. Les programmes offerts ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre tout comme les ressources disponibles. Ainsi, vivre dans un milieu éloigné peut complexifier le passage à la vie adulte pour quelqu'un qui ne retourne pas dans son milieu familial une fois atteint l'âge de 18 ans, car des ressources spécifiques à cette catégorie d'âge et avec de tels besoins n'abondent pas... encore.

Conclusion

L'objectif de cette démarche de recherche était donc de faire progresser les connaissances sur le sujet, pouvoir mieux comprendre la posture des adolescents qui vivent les mêmes défis et, ultimement, adapter les mécanismes et les programmes en place qui visent le développement de l'autonomie de cette clientèle à l'image des réels besoins qui nous ont été exprimés.

Bien entendu, ces jeunes hébergés jusqu'à leur majorité légale dans un logement géré par la DPJ n'ont pas toutes les ressources dont bénéficient nombre de jeunes de leur âge qui sont entretenus par leurs parents. Ceux-ci peuvent souvent compter sur l'aide financière de la famille, de support matériel à savoir : (des repas équilibrés, des vêtements adaptés à la saison, des loisirs après les cours, pratiquer un sport de compétition, recevoir des soins dentaires spécialisés au besoin, etc.). Au surplus, ces jeunes de milieux plus favorisés parviennent à avoir du support pour composer avec la bureaucratie (et sa « paperasse ») et les institutions qui leur permettent très certainement d'avoir une facilité d'accès aux services disponibles. Une fois ce constat fait et que l'on accepte d'admettre cet échec social, il est de notre devoir en tant que société de questionner comment mieux soutenir cette population afin qu'ils puissent avoir les mêmes chances de succès que leurs pairs au niveau de l'insertion sociale.

Rappelons que tous ces jeunes pris en charge par le « système » de santé et les services sociaux deviendront à un moment donné majeurs. Ils seront pour nous des voisins, des collègues de travail, des amis et peut-être même de la famille. À mon sens, il nous incombe de les supporter adéquatement tout au long de la prise en charge, de les accompagner à travers cette épreuve qu'est la transition vers la vie adulte telle qu'un parent le ferait et surtout de s'assurer de la continuité des réseaux de support au-delà du 18^e anniversaire si l'individu en ressent le besoin. Dans bien des cas, l'impact de cette absence de filet de sécurité est beaucoup trop grand, tant pour l'individu que pour notre société qui a besoin de la participation de tout un chacun afin de

progresser. Souvenons-nous également des promesses que nous nous sommes faites en tant que société. Nous nous sommes engagés à intervenir auprès de parents négligents ou n'ayant pas les ressources pour pouvoir tout donner à leurs enfants. Dans ces circonstances, l'État est venu s'affirmer comme gardien et protecteur des gens dans le besoin. Il est donc inconcevable et simpliste de croire que ce soutien, tant nécessaire et offert pendant un bon moment, cesse abruptement en considérant que ces jeunes sont maintenant les seuls acteurs de leur réussite et de leur intégration.

Le manque de soutien pour ces jeunes à la majorité représente un coût social important. En avril 2019, 5,9 % de la population québécoise était prestataire de l'aide de dernier recours, communément appelée l'aide sociale. Ceci représente 378 492 personnes qui reçoivent une aide financière gouvernementale pour répondre minimalement à leurs besoins de base. L'île de Montréal présente l'un des taux les plus élevés d'assistés sociaux de la province avec 128 845 personnes soit 7,6 % des gens qui reçoivent une aide. Plusieurs facteurs expliquent pourquoi une personne est temporairement dans l'impossibilité de travailler (sa santé, la précarité des emplois offerts à savoir du temps partiel et l'obligation d'être disponible en tout temps (soirs et fins de semaine), les contraintes liées à la composition familiale (monoparentalité), le niveau d'instruction de l'individu et plus encore). Selon la dernière recension du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2019), les hommes sont surreprésentés au Québec à titre de prestataire. Dans une logique financière, ceci représente en date du mois d'avril 2019 un montant de 110 986 632,12 \$ d'aide sociale de remis pour aider les gens dans le besoin. En proportion, les personnes seules sont celles qui font le plus appel à ce service d'aide. De plus, ils ont pour caractéristiques d'avoir au plus un secondaire 5. Sans oublier que 150 641 des bénéficiaires n'ont aucun diplôme. Ceci les met inévitablement dans une situation de précarité extrême. Parmi ceux-ci figurent justement des jeunes hommes qui ont été suivis par la DPJ durant l'enfance puisqu'ils n'ont peut-être pas eu l'opportunité de compléter une formation professionnelle ou académique faute de moyens financiers ou de support provenant d'un adulte significatif à l'atteinte de leur majorité.

Dans une autre optique, le taux de diplomation des garçons demeure nettement inférieur aux filles (Institut du Québec, 2018). Au Québec, ce qu'on appelle communément le

« décrochage scolaire » se nomme officiellement « taux de sorties sans diplôme ni qualification parmi les sortants en formation générale des jeunes » (Institut du Québec, 2018, p. 17). Les études sur les sujets constatent que le Québec, en matière de taux de diplomation, ne progresse pas depuis près de 10 ans. Le taux de réussite varie entre 59 et 65 % (Institut du Québec, 2018). C'est donc dire que chaque année, jusqu'à 41 % de jeunes ne parviendront pas à compléter leurs études secondaires; lesquelles sont la base pour pouvoir accéder au marché de l'emploi. Une fois de plus, les statistiques gouvernementales nous permettent de comprendre que les jeunes garçons sont les plus susceptibles de décrocher. Ensuite, un jeune provenant d'un milieu francophone et défavorisé est plus à risque de faire partie de ces chiffres au même titre qu'un nouvel arrivant vivant dans les mêmes conditions de vie. Tout ceci nous permet de comprendre que ces jeunes garçons doivent être mieux compris dans leurs besoins, mieux outillés et que les programmes sociaux en place, peu importe le mandat, ne répondent visiblement pas à toutes les populations, notamment à celles dites à risque. Dès lors, on peut comprendre qu'un jeune qui présente des difficultés personnelles ou familiales telles que notre population à l'étude risque de rencontrer plusieurs embûches dans son enfance et tout au long de sa vie, ce qui mettra en péril son développement et son implication dans la société québécoise. Au final, les conséquences économiques d'un décrochage scolaire coûtent 500 000 \$ socialement pour un seul individu. Pour une cohorte complète de décrocheurs, on apprend que l'impact fiscal est de 1,9 milliard de dollars en perte (Les Journées de la persévérance scolaire, 2017). Or, bien que les jeunes hébergés jusqu'à leur majorité soient dans l'obligatoire d'être scolarisés jusqu'à leur 16^e anniversaire au Québec, il ressort que ceux-ci accusent souvent un retard académique important par rapport aux jeunes de leur âge qui ne vivent pas les mêmes conditions de vie (Osgood *et al.*, 2005).

Les gouvernements en place doivent donc redoubler d'efforts pour mieux adapter les ressources de sorte qu'elles répondent davantage aux intérêts et besoins de ces populations à risque; risque de ne pas pouvoir contribuer à leur juste valeur à la société, risque de connaître des difficultés sur le plan de leurs relations, risque de connaître de l'instabilité financière, à risque de tomber dans la criminalité et bien plus encore.

Cette absence de réponse aux besoins particuliers représente non seulement une charge fiscale importante puisque bien des gens sont mal outillés pour pouvoir participer à leur société, mais tout ceci a aussi pour effet de priver le Québec de tout leur potentiel en ne mettant pas à profit les forces de tout un chacun.

Pour les futures recherches, il pourrait être intéressant d'approfondir sur l'intersectionnalité des problématiques afin de comprendre davantage les divers facteurs qui influencent les chances d'insertion d'un individu par rapport à un autre. Par exemple, reproduire cette recherche auprès d'une population de jeunes filles nous amènerait à avoir une idée des représentations qu'elles se font de l'autonomie et de la transition vers la vie adulte. D'abord, Vinet et Fillion (2015) nous expliquent qu'elles tendent à former des couples plus rapidement et à avoir des enfants en bas âge ce qui a pour effet de les plonger rapidement dans la sphère du privé et à adopter un rôle parental plus tôt que les autres filles de leur âge. De plus, Goyette (2012) nous dit que les soutiens des jeunes filles sont bien différents que ceux des garçons. Toujours selon Goyette (2012), ces filles doivent dans cette mesure s'appuyer sur leur conjoint et les amis de ce dernier pour pouvoir se constituer un réseau ce qui a pour effet de les plonger dans un isolement social lors d'une séparation. Pour ces jeunes filles qui ont connu l'institution, malheureusement pour elles, celles-ci s'adonnent parfois à de la prostitution de survie pour assurer minimalement de répondre à leurs besoins. Cette pratique comporte néanmoins des risques accrus pour leur santé (Bungardean, 2007) et ceci peut les entraîner à développer d'autres problématiques concomitantes.

Compte tenu de ce qui précède, il serait d'autant plus pertinent de creuser sur la question des jeunes filles qui quittent l'institution de la DPJ à leur majorité légale après une longue période d'hébergement. Ceci nous permettrait de faire une comparaison entre les deux genres et d'adapter les outils d'interventions et les programmes selon les besoins de chacun des groupes.

Enfin, faire les choses autrement, comprendre les besoins en allant sonder les principaux intéressés et analyser l'impact des décisions gouvernementales dans leur globalité en faisant des liens entre les différentes institutions et paliers gouvernementaux permettra, à notre avis, de non seulement de sauver des coûts importants, si tel est le souhait du gouvernement actuel, mais

aussi de permettre de sortir bon nombre de gens de leur situation précaire. Une vision politique orientée vers des projets de société réalisables à long terme nous permettra certainement d'y parvenir.

Annexe A - Formulaire d'information et de consentement pour les usagers du CJM-IU

Titre de la recherche :

Représentations sociales de jeunes hommes pris en charge et hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité dans le cadre de la *Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)*

Chercheuse principale : Claire Malo, Ph. D., Chercheuse, Centre de recherche Jeunes en difficulté, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Étudiante responsable : Stacy Boucher-Anthony, étudiante à la maîtrise en Travail social, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal

Bonjour,
Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Il est important de bien lire et comprendre le présent formulaire d'information et de consentement. Il se peut que cette lettre contienne des mots ou des expressions que vous ne compreniez pas ou que vous ayez des questions. Si c'est le cas, n'hésitez pas à nous en faire part. Prenez tout le temps nécessaire pour vous décider.

1) En quoi consiste cette recherche ?

Cette recherche souhaite faire la lumière sur le vécu des jeunes qui quitteront les Centres jeunesse à l'atteinte de la majorité. Ainsi, nous souhaitons :

- 1.1) Comprendre quelles sont les raisons qui ont mené un jeune vers un placement à majorité.
- 1.2) Découvrir les facteurs qui, selon le jeune, l'ont aidé durant son placement et ont favorisé le développement de son autonomie en vue de le préparer à sa sortie des services de la protection de la jeunesse à sa majorité.
- 1.3) Découvrir les obstacles qui, durant son placement et selon lui, ont limités ou ont eu un impact négatif sur le développement de son autonomie en vue de le préparer à sa sortie des services de la protection de la jeunesse à sa majorité.
- 1.4) Découvrir quelles sont les attentes du jeune face à sa sortie des services de la protection de la jeunesse (LPJ).

2) Si je m'implique dans cette recherche, que sera-t-il concrètement attendu de moi ?

La participation à ce projet requiert que vous soyez disponible à une reprise pour une durée d'une heure trente minutes pour répondre à des questions en lien avec :

Vous serez appelé à répondre à des questions en lien avec :

- Votre hébergement en Centre jeunesse;
- Votre suivi social;
- À partager votre opinion sur le développement de votre autonomie dans le cadre de votre hébergement en Centre jeunesse;
- Et enfin, à partager vos perceptions quant à la fin de l'hébergement en Centre Jeunesse.

L'entretien se déroulera dans un local du centre de réadaptation du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire. Vous n'avez pas besoin de vous préparer à l'avance. Vous aurez uniquement à répondre aux questions au meilleur de vos connaissances aux questions posées. Vos réponses seront enregistrées sur un magnétophone nous permettant par la suite de réécouter le matériel audio.

3) Y aura-t-il des avantages pour moi à participer à cette recherche ?

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation aidera à mieux comprendre les représentations sociales que se font les jeunes sur le passage à la vie adulte après une période d'hébergement dans le cadre de la *Loi sur la protection de la jeunesse* et à faire avancer les connaissances dans le domaine de la relation d'aide.

4) Ma participation à cette recherche entraînera-t-elle pour moi des risques ou des inconvénients ?

Il y a peu de risques liés à votre participation. Toutefois, il se peut que les questions posées vous amènent à aborder certains problèmes que vous vivez ou que vous ayez vécus et qui sont difficiles pour vous. Si vous ressentez un malaise, n'hésitez pas à en parler avec l'étudiante responsable. Elle pourra vous diriger vers votre intervenant ou vers des ressources appropriées. De plus, vous pourrez ne pas répondre à toutes les questions qui seront posées.

Les inconvénients à votre participation concernent principalement le temps nécessaire à l'entrevue et le déplacement que ça impliquera si vous ne demeurez pas au centre de réadaptation (par exemple pour ceux qui résident en foyer de groupe).

5) Est-ce que les renseignements que je donnerai seront confidentiels ?

Tous les renseignements recueillis seront traités de manière confidentielle et ne seront utilisés que pour ce projet de recherche. Les membres de l'équipe de recherche doivent signer un formulaire d'engagement à la confidentialité, c'est-à-dire qu'ils s'engagent à ne divulguer vos réponses à personne, même à votre intervenant. Les informations que vous donnerez ne seront pas mentionnées dans votre dossier au Centre jeunesse.

Les renseignements seront conservés avec un système de codage, et ce, de manière sécuritaire par le chercheur principal au laboratoire de recherche du Centre Jeunes en difficulté qui est situé à Montréal. Aucune information nous permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée, c'est-à-dire qu'il ne sera pas possible de savoir qui a dit quoi. Vos renseignements (documents signés tout comme les enregistrements audio-numériques) seront détruits 7 ans après la fin du projet de recherche et ils ne pourront pas servir pour une autre recherche.

Cependant, si vous dévoilez une situation qui compromet votre sécurité ou votre développement, les membres de l'équipe de recherche devront la signaler au directeur de la protection de la jeunesse afin que vous puissiez recevoir l'aide nécessaire.

Il est possible que nous devions permettre l'accès aux dossiers de recherche au comité d'éthique de la recherche Jeunes en difficulté de l'établissement et aux organismes subventionnaires de la recherche à des fins de vérification ou de gestion de la recherche. Tous adhèrent à une politique de stricte confidentialité.

Vous pouvez, vous aussi, demander au chercheur de consulter votre dossier de recherche pour vérifier les renseignements recueillis et les faire rectifier au besoin. Cependant, afin de préserver l'intégrité scientifique du projet, il est possible que vous n'ayez accès à certaines de ces informations qu'une fois votre participation à la recherche terminée.

6) Est-ce que je pourrai connaître les résultats de la recherche ?

Vous ne pourrez pas obtenir vos résultats individuels. Par contre, si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des résultats généraux de la recherche, veuillez indiquer une adresse postale ou tout autre moyen de communication où nous pourrions vous les faire parvenir dès que l'information sera disponible.

Coordonnées :

7) Est-ce que je recevrai une compensation pour ma participation à la recherche ?

Chaque jeune qui participera à l'entrevue recevra une paire de billets (2 billets réguliers) pour aller au cinéma.

8) Est-ce que je suis obligé de participer à la recherche ou d'y participer jusqu'à la fin ?

Vous êtes libre de ne pas participer à la recherche, sans que vous ayez besoin de vous justifier, et sans que cela nuise aux relations avec les intervenants et autres professionnels impliqués au Centre jeunesse de Montréal. Votre décision de participer ou de ne pas participer ne sera d'ailleurs pas mentionnée dans votre dossier au Centre jeunesse.

De plus, même si vous acceptez d'y participer, vous pourrez vous retirer de la recherche en tout temps sur simple avis verbal, sans explication et sans que cela ne vous cause un quelconque tort. Les renseignements que vous aurez déjà donnés seront alors détruits sur-le-champ.

L'étudiante responsable pourrait, elle aussi, décider d'interrompre votre participation ou d'arrêter la recherche s'il elle considère que c'est dans votre intérêt.

9) Si j'ai besoin de plus d'information avant de me décider ou tout au long de la recherche, qui pourrais-je contacter ?

Si vous avez des questions concernant cette recherche, vous pouvez contacter Stacy Boucher-Anthony, étudiante responsable ou Mme Claire Malo, chercheure principale.

Si vous souhaitez vous renseigner sur vos droits ou pour formuler toute plainte, vous pouvez contacter le commissaire local aux plaintes et à la qualité des services du Centre jeunesse de Montréal-Institut Universitaire.

10) Consentement à la recherche

Je comprends le contenu de ce formulaire de consentement et je consens à participer à cette recherche sans contrainte ni pression. Je certifie qu'on me l'a expliqué verbalement.

J'ai pu poser toutes mes questions et j'ai obtenu des réponses satisfaisantes. J'ai eu tout le temps nécessaire pour prendre ma décision.

Je comprends aussi qu'en signant ce formulaire, je ne renonce à aucun de mes droits et ne libère ni les chercheurs ni l'établissement de leur responsabilité civile ou professionnelle.

Je recevrai une copie signée et datée de ce formulaire de consentement.

Nom du participant

Signature

Date

11) Nom de la personne qui a obtenu le consentement du jeune :

J'ai expliqué au participant la nature du projet de recherche et le contenu du présent formulaire d'information et de consentement et j'ai répondu aux questions qu'il m'a posées.

Nom de l'étudiante responsable

Signature de l'étudiante responsable

Date

12) Déclaration du chercheur principal

Je certifie qu'on a expliqué au participant la nature de la recherche ainsi que le contenu de ce formulaire et qu'on lui a clairement indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre un terme à sa participation au projet. Une copie signée du présent formulaire lui a été remise.

Nom de la chercheuse principale

Signature de la chercheuse principale

Date

L'original du formulaire sera conservé au Centre de recherche Jeunes en difficulté, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et une copie signée sera remise au participant.

Le projet de recherche et le présent formulaire de consentement ont été approuvés par le CER du CJM-IU le : 2018-01-19

Annexe B - Lettre de sollicitation adressée aux intervenants en vue de la constitution de l'échantillon

Version du 2017-12-30

OBJET : *Représentations sociales de jeunes hommes pris en charge et hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité dans le cadre de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ).*

Recherche dirigée par

Claire Malo, chercheure principale, IUJD
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Professeure associée
École de Travail social
Université de Montréal

&

Stacy Boucher-Anthony, étudiante responsable
École de Travail social
Université de Montréal

Bonjour,

Je sollicite activement les intervenants œuvrant dans les équipes *Adolescents* afin de pouvoir m'aider à cibler des jeunes qui accepteraient de participer à ma recherche de maîtrise. Ainsi, votre participation et celle des jeunes contribueraient à l'avancement des connaissances sur la question de la transition vers la vie adulte des jeunes hébergés jusqu'à l'atteinte de majorité.

Je cible donc **12 à 20** jeunes **hommes** âgés entre **16 et 17** ans pour qui le retour dans le milieu familial à l'atteinte de la majorité ne sera pas possible. Ceux-ci devront vivre de façon indépendante dès leur 18^e anniversaire. En ce qui concerne la mesure légale, nous pourrions avoir affaire à un jeune qui est hébergé sous une ordonnance de placement à majorité, mais ce n'est pas nécessaire non plus. Ainsi, les adolescents pour qui le retour dans le milieu familial n'est pas possible d'ici l'atteinte de la majorité légale et qui ne sont pas confiés au directeur de la protection de la jeunesse sous une mesure de placement à majorité sont les bienvenus à participer également.

Au moment de l'entretien, le milieu de vie du participant devra être soit un centre de réadaptation ou encore une ressource intermédiaire de type foyer de groupe. Enfin, ces jeunes ne devront pas présenter de limitations majeures au niveau de leur compréhension (par ex. : une déficience cognitive importante) pour pouvoir pleinement consentir à participer à ce projet.

Cette étude est de type qualitative. De ce fait, je dois pouvoir rencontrer les jeunes à **une reprise** pour une durée approximative d'**une heure trente minutes**. L'entretien prendra place dans un local du centre de réadaptation nous permettant la confidentialité lors de la discussion et lors du traitement de l'information.

Diverses thématiques seront abordées telles que :

- Le profil de l'utilisateur;
- L'appréciation des services reçus venant du Directeur de la protection de la jeunesse en lien avec le développement de son autonomie;
- Et finalement, un regard sera porté sur la sortie du placement. Nous aborderons ainsi la question des représentations que se fait le jeune face à sa sortie du Centre Jeunesse.

Pour conclure, sachez que pour encourager la participation des jeunes à cette recherche, une paire (2) de billets de cinéma sera remise à tous les participants à la fin de l'échange.

Je vous remercie tous et toutes de recevoir l'information, de la partager avec vos équipes de travail et de vous impliquer à votre façon dans mon projet.

Claire Malo, chercheuse principale, IUJD
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Professeure associée
École de Travail social
Université de Montréal

&

Stacy Boucher-Anthony, étudiante responsable
École de Travail social
Université de Montréal
Version du 2017-12-30

Annexe C - Questionnaire d'entretien

Sujet de recherche :

Représentations sociales de jeunes hommes pris en charge et hébergés jusqu'à l'atteinte de la majorité dans le cadre de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ).

Personne responsable de la recherche : Claire Malo, Ph. D., Chercheure, Centre de recherche Jeunes en difficulté, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

Étudiante : Stacy Boucher-Anthony, étudiante à la maîtrise en Travail social, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal

PROFIL DE L'USAGER

- Peux-tu me parler de ton hébergement en Centre jeunesse ?
 - Quels sont les motifs pour lesquels tu es hébergé aujourd'hui, selon toi ?
 - Ta situation a-t-elle été prise en charge par la Directrice de la protection de la jeunesse à plusieurs reprises ?
 - Si tu t'en souviens, quels étaient les objectifs à travailler par tes parents initialement pour que tu puisses retourner vivre dans ton milieu familial ?
 - Qu'est-ce qui, selon toi, a mené vers une poursuite de ton hébergement à plus long terme ?

APPRÉCIATION DES SERVICES REÇUS SELON L'ADOLESCENT

- Qu'est-ce que le mot autonomie veut dire pour toi ?
 - Qu'est-ce que ça voudrait dire de développer ton autonomie ?
- As-tu pu avoir accès à des programmes d'aide ou de support qui t'ont été offerts par tes éducateurs/trices ou par tes intervenants (TS) dans l'objectif de développer ton autonomie dans le cadre de ton hébergement en Centre jeunesse ?
 - Si oui, de quel(s) service(s) as-tu pu bénéficier ?
 - Que pourrais-tu me dire de ces programmes d'aide ?
 - Qu'est-ce que tu en retires aujourd'hui de ces services ?
- Parle-moi de ton suivi social
 - Si ça s'applique à ta situation, parle-moi de ce que tu as apprécié au niveau des services psychosociaux (TS, éducateurs, psychologues, etc.) que tu as reçus depuis le début de ton hébergement en lien avec le développement de ton autonomie.

- As-tu eu un coup de cœur au niveau des programmes offerts ou au niveau du service reçu ?
 - Si oui, de quel(s) service(s) s'agit-il ?
 - Pourquoi est-ce un coup de cœur pour toi ?
- Finalement, selon les services et les soins que tu as reçus toujours en lien avec le développement de ton autonomie et en lien avec la fin de ton hébergement en Centre jeunesse, qu'est-ce qui devrait être modifié/amélioré/ou ajouté, selon toi ?
 - Explique-moi pourquoi?
 - Si tu avais à donner ton opinion aux travailleurs sociaux, aux éducateurs et à tout le personnel qui travaille dans les Centres jeunesse de la province avec des jeunes hébergés jusqu'à majorité, quel serait-il ?

PERCEPTION DU JEUNE QUANT À LA FIN DE LA PRISE EN CHARGE

- Parle-moi de la façon dont tu perçois ta sortie du Centre jeunesse à ta majorité.
 - Quels sentiments éprouves-tu quand tu y penses ?
 - Quels sont tes projets d'avenir/tes aspirations ?
- D'ici ta fin de placement, quelles sont tes attentes, si c'est le cas, face au Centre jeunesse et face à tes intervenants ?

DURÉE

1 rencontre d'une durée de 1 h 30.

LIEU DE LA RENCONTRE

Dans un local du centre de réadaptation du CJ Montréal-Institut Universitaire qui nous permettra la confidentialité de l'échange.

Annexe D - Processus d'intervention de la *LPJ*

LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE PROCESSUS D'INTERVENTION

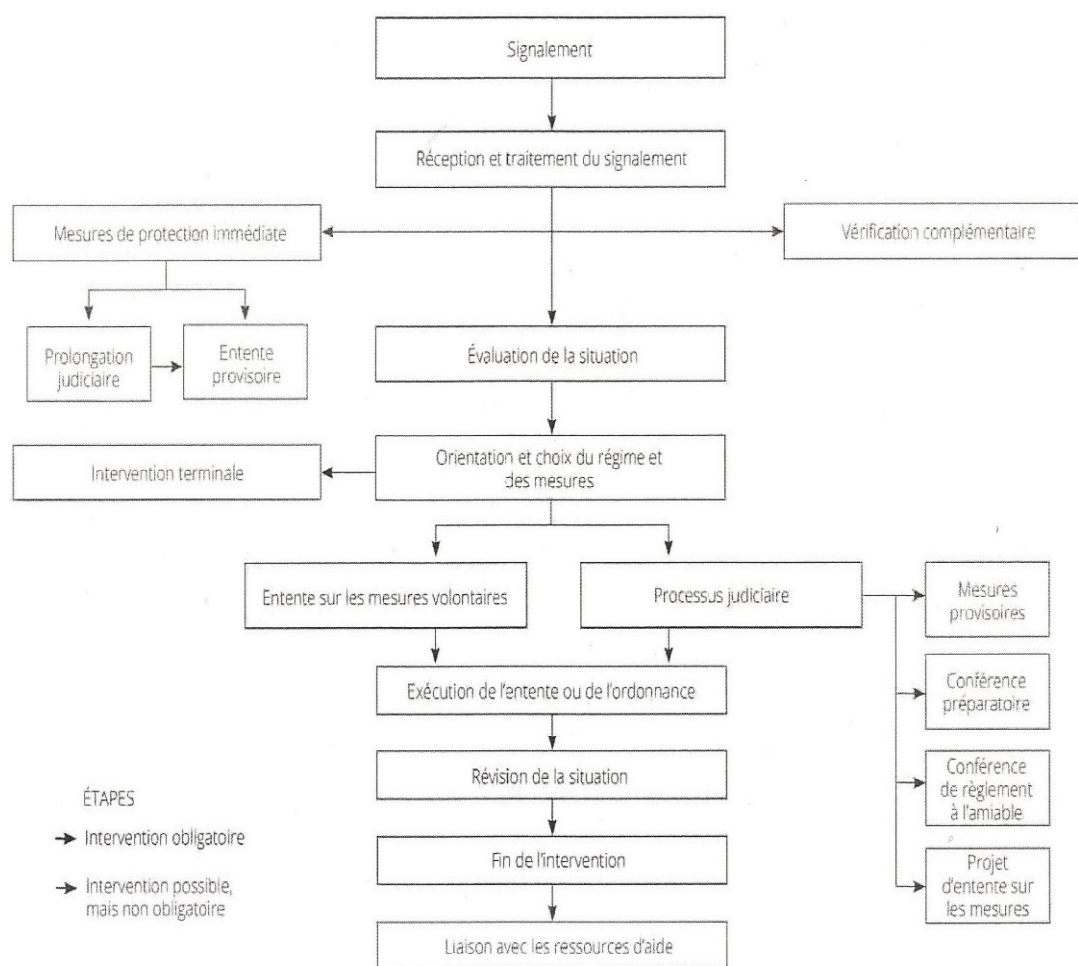


Figure A.1 Processus d'intervention de la DPJ (CIUSSSMCQ, 2017)

Bibliographie

Agence de la santé et des services sociaux Montréal. (2010). *En santé pour l'avenir ? : un portrait des jeunes Montréalais d'âge scolaire* (2^e éd). Repéré à http://www.clic-bc.ca/Documents/E_CtreDoc/Sante/Guides/En%20sante%20pour%20l%27avenir-portrait%20des%20jeunes%20ASSM-DSP.pdf.

Agence de la santé et des services sociaux Montréal. (2013). *Surveillance des ITSS et de comportements associés auprès des jeunes de la rue de Montréal*. Repéré à <http://www.santecom.qc.ca/bibliothequevirtuelle/Montreal/9782896732616.pdf>.

Agence de la santé publique du Canada. (2006). Infections transmises sexuellement chez les jeunes de la rue au Canada : constatations découlant de la surveillance accrue des jeunes de la rue au Canada, 1999-2003. Repéré à https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/std-mts/reports_06/pdf/sti-street_youth_f.pdf.

Agence de la santé publique du Canada. (2010). *L'infection à VIH et le sida chez les jeunes au Canada*. Repéré à https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/aids-sida/publication/epi/2010/pdf/FR_Chapter4_Web.pdf.

Agence de la santé publique du Canada. (2014). Aborder les déterminants des infections transmissibles sexuellement et par le sang chez les jeunes de la rue : accès aux services de santé. Repéré à http://www.catie.ca/sites/default/files/FactSheet_Health-Services_FR.pdf.

Agence de la santé publique du Canada. (2014). Aborder les déterminants des infections transmissibles sexuellement et par le sang chez les jeunes de la rue : précarité du logement et sans-abrisme. Repéré à http://www.catie.ca/sites/default/files/FactSheet_Homeless_FR.pdf.

Agence de la santé publique du Canada. (2014). Aborder les déterminants des infections transmissibles sexuellement et par le sang chez les jeunes de la rue : santé mentale et

maladie mentale. Repéré à http://www.catie.ca/sites/default/files/FactSheet_Mental-Health_FR.pdf.

Agence de la santé publique du Canada. (2014). Aborder les déterminants des infections transmissibles sexuellement et par le sang chez les jeunes de la rue : éducation et emplois. Repéré à <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/migration/phac-aspc/aids-sida/publication/assets/pdf/stbbi-ditss-education-fra.pdf>.

Amar, B. (dir.). (2014). *Drogues : savoir plus, risquer moins* (7^e éd.). Montréal, Québec : Centre québécois de lutte aux dépendances.

Angotti, M. (2009). Quelle deuxième chance pour les jeunes en difficulté ? *Consommation et modes de vie*, 218 (février), 1-4. Repéré à <http://www.credoc.fr/pdf/4p/218.pdf>.

Association des centres jeunesse du Québec. (2015). *Le bilan des directeurs de la protection de la jeunesse/directeurs provinciaux 2015*. Repéré à <http://www.centrejeunessemonteregie.qc.ca/wp-content/uploads/2015/06/bilan-des-dpj-acjq-2015-finaleweb.pdf>.

Arnett, J.J. (2006). *Emerging adulthood : understanding the new way of coming of age*. Dans J.J.Arnett et J.L.Tanner (Éds), *Emerging adults in America : coming of age in the 21st century* (Vol.1), (p. 3-19). Washington, DC : American Psychological Association.

Banque du Canada. (2011). *La « Grande » récession au Canada : perceptions et réalité*. Publié le 28 mars 2011. Récupéré de <https://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2011/03/disc280311.pdf>

Barth, R. (1990). On their own: the experiences of youth after foster care. *Child and adolescent social work journal*, 7 (5), 419-440. Doi : 10.1007/BF00756380.

Bédard, R. (1983). Crise et transition chez l'adulte dans les recherches de Daniel Levinson et de Bernice Neugarten. *Revue des sciences de l'éducation*, 9(1), 107-126. Doi : 10.7202/900401ar.

Bélisle, R., Yergeau, É., Bourdon, S., Dion, M. et Thériault, V. (2011). Défis de la programmation ouverte dans l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en

- difficulté. *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 11(printemps). Repéré à <https://journals.openedition.org/sejed/7093>.
- Bellot, C. (2003). Les jeunes de la rue : disparition ou retour des enjeux de classe ? *Lien social et politiques*, 49 (printemps), 173-182. Doi : 10.7202/007912ar.
- Bidart, C. (2005). Les temps de la vie et les cheminements vers l'âge adulte. *Lien social et politiques*, 54 (2005), 51-63. Doi : 10.7202/012859ar.
- Bonvin, J.M., Dif-Pradalier, M. et Rosenstein, E. (2013). Politiques d'activation des jeunes et modalités d'accompagnement. Le cas du programme FORJAD en Suisse. *Lien social et politiques*, 70 (2013), 13-27. Doi : 10.7202/1021153ar.
- Boucher-Anthony, S. (2017). Recensions des écrits pour le protocole de recherche : version 2. Document inédit.
- Boutinet, J. P. (2000). *L'immaturité de la vie adulte*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Boutinet, J.P. (2013). *Que sais-je ? : psychologie de la vie adulte*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Boyer, F. et Guénard, C. (2014). Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi. *Presses de sciences*, 2014/3 (71), 3-31. Doi : 10.3917/autr.071.0003.
- Bungardean, A. (2007). *Pratiques « à risque » chez les jeunes de la rue : autodestruction ou stratégie de survie ?* (Mémoire de maîtrise, Université de Québec à Montréal). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/7345/1/M9764.pdf>.
- Centre de jeunesse de Montréal. (2014). *Des nouvelles du programme d'intégration socioprofessionnelle*. Repéré à http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/infolettre/octobre2014/octobre2014_actualite5.html.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. (s.d.). *Programme d'intégration socioprofessionnelle : aide-mémoire*. [document]. Montréal : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. (2016). *Fiche de présentation d'un projet de recherche au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire*. [Document]. Montréal : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. (2016). Groupe d'intérêt sur les trajectoires scolaires des jeunes suivis par les services de protection : liste des membres – 17 février 2016. [Document]. Montréal : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. (2016, février). *Rencontre du groupe d'intérêt sur les trajectoires scolaires des jeunes suivis par les services de protection*. Communication présentée au 1001 rue de Maisonneuve Est, Montréal, Québec.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. (2018). *La loi sur la protection de la jeunesse : Une loi d'exception*. Repéré à http://www.centrejeunessedemontreal.qc.ca/dpj_except.htm.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Côte-Nord. (2017). *Loi sur la protection de la jeunesse : Processus d'intervention*. Repéré à www.cisss-cotenord.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/Documentation/Communiqués_de_presse/2017/2017-09-19_-_Bilan_DPJ_2016-2017.pdf.
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec. (2017). *Bilan des DPJ 2017 : L'adolescence, une traversée en eaux vives*. Récupéré de <https://ciusssmcq.ca/telechargement/599/bilan-annuel-dpj-2016-2017/>
- Clark, H.B. et Davis, M. (dir.). (2000). *Transition to adulthood: a resource for assisting young people with emotional or behavioral difficulties*. Baltimore, États-Unis : Paul. H. Brooks Publishing Co.
- Clark, W. (2014). *Transitions différées des jeunes adultes*. Ottawa : Statistique Canada. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-008-x/2007004/10311-fra.htm>

- Clément, C. et Demont, É. (2017). *21 grandes notions de psychologie du développement* (2^e éd.). Malakoff, France : Dunod.
- Cloutier, R. et Drapeau, S. (2008). *Psychologie de l'adolescence* (3^e éd.). Montréal, Québec : Gaëtan Morin.
- Côté, P.B., Blais, M., Bellot, C., Manseau, H. et Fournier, É. (2014). Drogue, sexualité et situation de rue chez les jeunes à Montréal. *Drogues, santé et société*, 13(2), 66-83. Repéré à <http://drogues-sante-societe.ca/drogue-sexualite-et-situation-de-rue-chez-les-jeunes-a-montreal/>.
- Côté, P.B, Manseau, H., Boucher, K., Provencher, M.A. et Blais, M. (2015). Les interventions en matière de sexualité chez les jeunes en situation de rue à Montréal : l'accompagnement social comme piste prometteuse. *Canadian social workreview/ revue Canadienne de service social*, 32(1-2), 95-111. Doi : 10.7202/1034145ar.
- Crost, M., Donati, P. et Dumaret, A.C. (2009). Sortie d'un placement à long terme et modes d'accès à l'indépendance. *La revue internationale de l'éducation familiale*, 2(26), 15-34. Doi : 10.3917/rief.026.0015.
- D'amours, O. (1986). Survol historique de la protection de l'enfance au Québec, de 1608 à 1977. *Service social*, 35(3), 386-415. Doi : 10.7202/706321ar.
- De Singly, F. (2000). Penser autrement la jeunesse. *Lien sociale et politiques*, 43 (printemps), 9-21. Doi : 10.7202/005086ar.
- Del Quest, A., Fullerton, A., Geenen, S., Powers, L. & The Research Consortium to Increase the Success of Youth in Foster Care. (2012). Voices of youth in foster care and special education regarding their educational experiences and transition to adulthood. *Children and youth services review*, 34 (2012), 1604-1615. Doi : <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2012.04.018>.
- Direction de la santé publique. (2002). *Les jeunes de la rue : en marge des services, au centre de nos préoccupations*. Repéré à https://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/jeunes_rue_ppmsept02-1.pdf.

- Dorais, M. (1993). Diversité et créativité en recherche qualitative. *Service social*, 42 (2), 7-27.
Doi : 10.7202/706615ar.
- Dorvil, H. et Mayer, R. (2001). *Problèmes sociaux : Théories et méthodologies (Tome I)*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Dumaret, A.C., Donati, P. et Crost, M. (2011). After a long-term placement : investigating educational achievement, behaviour, and transition to independent living. *Children & society*, 25, (3), 215-227. Doi : 10.1111/j.1099-0860.2009.00283x.
- Elliott, A.S. (2013). *Répondre aux besoins de santé des jeunes de la rue*. Repéré sur le site de la société canadienne de pédiatrie :
<https://www.cps.ca/fr/documents/position/besoins-de-sante-des-jeunes-de-la-rue>.
- Emmanuelli, M. (2016). *Que sais-je ? l'adolescence* (3^e éd.). Paris, France : Presse Universitaires.
- Erikson, E.H. (1968). *Adolescence et crise : la quête de l'identité* (traduit par J. Nass et C. Louis-Combet). Paris, France : Flammarion.
- Evans, K et Furlong, A. (2000). Niches, transitions, trajectoires : de quelques théories et représentations des passages de la jeunesse. *Lien social et politiques*, 43 (printemps), 41-48. Doi : 10.7202/005100ar.
- Fortier, J. et Roy, S. (1996). Les jeunes de la rue et l'intervention : quelques repères théoriques. *Jeunes en difficulté*, 27 (1996), 127-152. Doi : 10.7202/1002360ar.
- Galland, O. (1995). Une entrée de plus en plus tardive dans la vie adulte. *Économie et statistique*, 1995 (283-284), 33-52. Doi : 10.3406/estat/1995.5961.
- Galland, O. (1996). L'entrée dans la vie adulte en France : bilan et perspectives sociologiques. *Sociologie et sociétés*, 28 (1), 37-46. Doi : 10.7202/001280ar.
- Galland, O. (2000). Entrer dans la vie adulte : des étapes toujours plus tardives, mais resserrées. Dans *Economie et statistique*, n°337-338, 2000. Jeunes : l'âge des indépendances (pp. 13-36) Récupéré de
www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2000_num_337_1_7494

- Galland, O. (2011). *Sociologie de la jeunesse: 5ème édition*. Paris : Armand Colin.
- S. (2007). *L'émergence de l'âge adulte, une nouvelle étape du parcours de vie : implications pour le développement de politiques*. Repéré sur le site du Gouvernement du Canada : <http://www.horizons.gc.ca/fr/contenu/3-lémergence-de-lâge-adulte-une-nouvelle-étape-du-parcours-de-vie>.
- Gaudet, S. (2001). La responsabilité dans les débuts de l'âge adulte. *Lien social et Politiques*, (46), 71-83. Doi : 10.7202/000324ar.
- Gaudreau, L. et P. Hurteau (2012). *Le jeu risqué de la SCHL*, note socioéconomique. Institut de recherche et d'information socioéconomique.
- Gauthier, M. (2000). L'âge des jeunes : un fait social instable. *Lien social et politiques*, 43 (printemps), 23-32. Doi : 10.7202/005114ar.
- Gauthier, M. (2005). Les représentations de la jeunesse : un chantier ouvert. *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 8(2), 23-40. Doi : 10.7202/1000908ar.
- Gouvernement du Canada. (2016). *Enfant mineur : étudier au Canada*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/permis-etudes/preparer/enfant-mineur.html>.
- Gouvernement du Québec. (2017). *Favoriser l'intégration des personnes en situation d'itinérance*. Repéré à <https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/aide-et-soutien/favoriser-lintegration-des-personnes-en-situation-ditinerance/>.
- Gouvernement du Québec. (2018). *Loi sur la protection de la jeunesse : chapitre P-34.1*. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/P-34.1>.
- Gouvernement du Québec. (2018). *VIH/sida*. Repéré à <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/itss/vih-sida/>.
- Goyette, M. (2006). Préparation à la vie autonome et insertion socioprofessionnelle des jeunes pris en charge par l'État : quelles interventions ? *Pratiques éducatives et jeunes en foyer*, 2 (automne), 2-22. Repéré à <http://sejed.revues.org/159>.

- Goyette, M. (2007). Promoting autonomous functioning among youth in care: a program evaluation. *New directions for youth development*, Printemps (113), 89-105. Doi : 10.1002/yd/203.
- Goyette, M. (2010). Dynamiques relationnelles des transitions à la vie adulte : complémentarité entre réseaux, soutiens et supports. *REDES- Revista hispana para el analisis de redes sociales*, 18 (4), 83-107. Repéré à https://www.aqis-iqui.qc.ca/docs/Documentation/Dynamiques_relationnelles.pdf.
- Goyette, M. (2012). Réseaux sociaux des jeunes en difficulté : impacte sur les transitions à la vie adulte. *Les cahiers dynamiques*, 2012/2 (55), 39-48. Doi : 10.3917/lcd.055.0039.
- Goyette, M., Chénier, G. et Noël, V. (2007). Le soutien au passage à la vie adulte des jeunes recevant des services des centres jeunesse. *Éducation et francophonie*, XXXV (1), 95-115. Repéré à <http://guides.bib.umontreal.ca/disciplines/20-Citer-selon-les-normes-de-l-APA?tab=108>.
- Goyette, M. et Frechon, I. (2013). Comprendre le devenir des jeunes placés : la nécessité d’une observation longitudinale et représentative tenant compte des contextes socio-culturel et politique. *Revue française des affaires sociales*, 1, (1-2), 164-170. Repéré à <http:// Cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2013-1-page-164.htm>.
- Goyette, M., Pontbriand, A. et Bellot, C. (2011). *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté : concepts, figures et pratiques*. Lagny, France : Presses de l’Université du Québec.
- Goyette, M. et Royer, M. (2007, juillet). *Soutenir les transitions à la vie adulte des jeunes ayant été placés : vers une transformation des paradigmes d’intervention*. Communication présentée au deuxième congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l’intervention sociale, Namur, Belgique. Repéré à http://aifris.eu/03upload/uplolo/cv1158_878.pdf.
- Goyette, M. et Turcotte, D. (2004). La transition vers la vie adulte des jeunes qui ont vécu un placement : un défi pour les organismes de protection de la jeunesse. *Service social*, 51(1), 30-44. Doi: 10.7202/012710ar.

- Greeson, J.K.P., Thompson, A.E. (2017). Development, feasibility, and piloting of a novel natural mentoring intervention for older youth in foster care. *Journal of social service research*, 43 (2), 205-222. Doi: 10.1080/01488376.2016.1248269.
- Hébert, J. et Chamberland, C. (2015). Une expérience de prévention sociale qui remet en question nos services enfance-famille. *Nouvelles pratiques sociales*, 6 (2), 59-69. Doi : 10.7202/301225ar.
- Hogan, D. P. (1981). Transition and social change. The early leave of American men. New York : Academic Press.
- Houde-Roy, L. (2016, 16 mars). Beaucoup d'itinérance après les centres jeunesse. *Journal métro*. Repéré à <http://journalmetro.com/actualites/montreal/933285/enquete-beaucoup-ditinerance-apres-les-centres-jeunesse/>.
- Imbert, G. (2010). L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmière*, 3 (102), 23-34. Doi : 10.3917/rsi.102.0023.
- Institut du Québec. (2018). *Le décrochage scolaire au Québec*. Consulté le 25 juin sur https://www.institutduquebec.ca/docs/default-source/Indice-Emploi/9652_d%C3%A9crochage-scolaire-au-qu%C3%A9bec_idq_br.pdf?sfvrsn=4
- Institut national d'excellence en santé et en services sociaux. (2018). *Portrait des pratiques visant la transition à la vie adulte des jeunes résidant en milieu de vie substitut au Québec*. Repéré à <https://www.inesss.qc.ca/nc/publications/publications/publication/portrait-des-pratiques-visant-la-transition-a-la-vie-adulte-des-jeunes-residant-en-milieu-de-vie-sub.html>.
- International non-governmental organization training and research centre. (2013, octobre). *La transition à l'âge adulte après une mesure de protection : journée d'étude internationale*. Communication présentée au congrès de INTRAC, Paris, France. Résumé repéré à https://www.persee.fr/doc/caf_2101-8081_2014_num_115_1_2973.

- Joyal, R. (dir.). (2000). *L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Keable, P. (2007, juillet). *L'intégration sociale : un cadre conceptuel soutenant le développement des programmes, services et activités à l'adolescence*. Communication présentée à la deuxième congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale, Namur, Belgique. Repéré à http://aifris.eu/03upload/uplolo/cv1038_857.pdf.
- Kufedlt, K. (2003). Graduate of guardianship Care : outcomes in Early Adulthood Child Welfare: Connecting Research, Policy and Practice, p. 203-216, Wilfred Laurier University Press.
- Lacharité, C., Sellenet C. et Chamberland, C. (2015). *La protection de l'enfance : la parole des enfants et des parents*. Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ladame, F. (2003). *Les éternels adolescents : comment devenir adulte*. Paris, France : Odile Jacob.
- Lancôt, N. (2010). Les effets d'un programme cognitif-comportemental appliqué à des adolescentes hébergées en centre jeunesse. *Criminologie*, 43 (2), 303-328. Doi : 10.7202/1001779ar.
- La Presse. (2019). Consulté le 25 juin 2019 sur <https://www.lapresse.ca/actualites/201906/03/01-5228671-dpj-des-jeunes-deplaces-jusqua-50-fois.php>
- Larousse en ligne. (2019). Autonomie. Récupéré de <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/autonomie/6779>
- Le centre jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec. (2016). *Hébergement*. Repéré à <http://www.cjmcq.qc.ca/nos-interventions/hebergement+>.
- Le centre de transfert pour la réussite éducative du Québec. (s.d.). *Projet de qualification des jeunes (PQJ)*. Repéré à http://rire.ctreq.qc.ca/media/pdf/champs/841_PQJ.pdf.
- L'Écuyer, R. (1990). *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu : méthode GPS et concept de soi*. Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Lemieux, R. 2003, Bricolage et itinéraires de sens, dans le livre *Fragmentation et reconstruction*, Religiologiques, 26, printemps 2003, p. 11-34.
- Lemonde, L. (2003). Le taux de placement des jeunes en institution : l'écart entre la Belgique et le Québec. *Criminologie*, 36 (1), 177-198. Doi : 10.7202/006559ar.
- Lesemann, F. (1998). [Compte rendu du livre *La Circulation du don dans la parenté, une roue qui tourne* par J. T. Godbout et J. Charbonneau, avec la collaboration de V. Lemieux]. *Lien social et Politiques*, (39), 158-159. Doi : doi.org/10.7202/017680ar.
- Les Journées de la persévérance scolaire. (2017). *Le Québec scolaire en quelques chiffres*. Récupéré de <https://www.journeesperseverancescolaire.com/quelques-chiffres>
- Levinson, D. (1977). The Mid-Life Transition: A Period in Adult Psychosocial Development. *Psychiatry*, 40 (2), 99-112. Doi : 10.1080/00332747.1977.11023925.
- Lincoln, Y.S. (1995). Emerging criteria for quality in qualitative and interpretive research. *Qualitative Inquiry*, 1, p. 275-289.
- Macé, C. (2015). La résilience vue autrement. *Champ social*, 2015/3 (51), 35-43. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2015-3-page-35.htm>.
- Major, R. (1999). Pourquoi se raconter ? *Voix et images*, 24 (2), 399-406. Doi : 10.7202/201435ar.
- Malo, C. et Sarmiento, J. (2010). Décrocher ou s'accrocher socialement. Rêves socioprofessionnels des jeunes en difficultés de comportement. *Sociétés et jeunesses en difficulté*. 9 (printemps). Repéré à <https://journals.openedition.org/sejed/6714>.
- Mannoni, P. (2012). *Que sais-je ? Les représentations sociales* (6^e éd.). Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Ministère de la Justice. (2017). *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents : Résumé et historique*. Repéré à <http://www.justice.gc.ca/fra/jp-cj/jj-yj/outils-tools/hist-back.html>.

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale. (2019). Consulté le 25 juin 2019 sur https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/MTESS_stats-AS_2019-04.pdf
- Moliner, P. et Guimelli, C. (2015). *Les représentations sociales : fondements théoriques et développements récents*. Grenoble, France : Presses universitaires de Grenoble.
- Moreau, M. (1987). L'approche structurelle en travail social : implications pratiques d'une approche intégrée conflictuelle. *Service social*, 36 (2-3), 227-247. Doi : 10.7202/706361ar.
- Müller, L., Cretin, A., Durrer, K. et Spagnolo, A. (2009). Programme FORJAD : un bilan 3 ans après. *Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale*. Repéré à http://www.artias.ch/wp-content/uploads/2009/12/Dossier_dcembre_09.pdf.
- Nadeau, J. (2017, 2 octobre). Apprendre la vie après les centres jeunesse : un projet pilote vise à outiller les jeunes dans leur transition vers la vie adulte. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/509391/centre-jeunesse-autonomie>.
- Nizard, G. (2013). Les systèmes sont-ils conservateurs ? *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*. 2013/1 (50), 13-29. Doi : 10.3917/ctf.050.0013.
- Nuñez, C. et Pfeffer, L. (2016). 13 étonnants rites de passage du monde entier. Repéré à <https://www.globalcitizen.org/fr/content/13-amazing-coming-of-age-traditions-from-around-th/>.
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec. (2016). Travail social et déterminants sociaux de la santé : regards sur les actions et stratégies pour réduire les inégalités sociales de santé. *Intervention*, 2016 (143). Repéré à <http://www.revueintervention.org/Numeros-en-ligne/143>.
- Osgood, D.W., Foster, M., Flanagan, C. et Ruth, G.R. (dir.). (2005). *On your own without a net: the transition to adulthood for vulnerable populations*. Chicago, États-Unis : The University of Chicago Press.
- Parazelli, M. (2007). Jeunes en marge : perspectives historiques et sociologiques. *Nouvelles pratiques sociales*, 20 (1), 50-79. Doi : 10.7202/016977ar.

- Potin, E. (2009). Vivre un parcours de placement : un champ des possibles pour l'enfant, les parents et la famille d'accueil. *Difficiles parcours de jeunesse*, 8 (automne), 1-21. Repéré à <http://sejed.revues.org/6428>.
- Poupart, J., Groulx, L.H., Mayer, R., Deslauriers, J.P., Lapierre, A. et Pires, A.P. (1998). *La recherche qualitative : diversité des champs et des pratiques du Québec*. Boucherville, Québec : Gaëtan Morin.
- Provencher, M.A. (2012). *La prostitution de survie chez de jeunes femmes en situation de rue à Montréal (Québec, Canada) : une analyse qualitative de leurs représentations et trajectoires*. (Mémoire de maîtrise, Université de Montréal). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/4599/1/M12417.pdf>.
- Quivy, R. et Campenhoudt, L.V. (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales* (2^e éd.). Paris, France : Dunod.
- Radio Canada (2016). *Adélard Godbout et la loi de l'instruction publique obligatoire*. Repéré à http://ici.radio-canada.ca/emissions/aujourd_hui_l_histoire/2015-2016/chronique.asp?idChronique=421385.
- Radio-Canada. (2014, le 9 mai). Le marché de l'emploi se détériore au Québec. Site web de *Radio-Canada*. Article publié le 9 mai 2014. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/666439/taux-chomage-statistique-canada-economie>.
- Rainville, S.E. (2007). *L'expérience des jeunes de la rue au centre-ville à Montréal : occasion d'interactions multiples*. (Mémoire de maîtrise, Université de Montréal). Repéré à https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/7415/Rainville_Sabine_Eleonore_2008_memoire.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- René, J.F. (1993). La jeunesse en mutation : d'un temps social à un espace social précaire. *Sociologie et sociétés*, 25 (1), 153-171. Doi : 10.7202/001628ar.
- René, J.F., Goyette, M., Bellot, C., Dallaire, N. et Panet-Raymond, J. (2001). L'insertion socioprofessionnelle des jeunes : le prisme du partenariat comme catalyseur de la responsabilité. *Lien social et politiques*, 46 (automne), 125-139. Doi : 10.7202/000328ar.

- Renna, C. (2012). *Les jeunes de la rue au Canada*. Repéré à <http://www.catie.ca/fr/pdm/printemps-2012/les-jeunes-rue-canada>.
- Richard, M.C. (2015). Découvrir le sens de l'expérience du passage à la vie adulte en contexte de vulnérabilité : une démarche d'analyse par théorisation enracinée. *Approches inductives : travail intellectuel et construction des connaissances*, 2 (1), 122-155. Doi : 10.7202/1028103ar.
- Rivière, B. et Jacques, J. (2002). *Les jeunes et les représentations sociales de la réussite*. Outremont, Québec : Les Éditions Logiques Inc.
- Robin, P. (2012). Les jeunes sortant de la protection de l'enfance : une citoyenneté à accomplir par l'action collective ? *Nouvelles pratiques sociales*, 24 (2), 185-203. Doi : 10.7202/1016355ar.
- Rullac, S. (dir.). (2012). *La science du travail social : hypothèses et perspectives*. Issy-les-Moulineaux, France : Reed Elsevier France.
- Samson, C. (2012). *Des travailleurs de rue : points de vue sur l'intervention et la sexualité des jeunes de la rue*. (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal). Repéré à <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/5044>.
- Shanahan, M. J. (2000). Pathways to adulthood in changing societies. Variability and mechanisms in life course perspective. *Annual Review of Sociology*, 26, 667-692.
- Seca, J.M. (2010). *Les représentations sociales* (2^e éd.). Paris, France : Armand Colin. Grenoble, France : Presses universitaires de Grenoble.
- Shirk, M. et Stangler, G. (2004). On their own: what happens to kids when they age out of the foster care system. Colorado, États-Unis : WestviewPress.
- Tremblay, C., Joly, J., Haines, V. et Lanctôt, N. (2016). Liens entre le roulement du personnel vécu et l'évolution clinique d'adolescentes hébergées en centre de réadaptation. *Canadian Social Work Review / Revue canadienne de service social*, 33 (2), 179–202. <https://doi.org/10.7202/1038698ar>
- Trottier, C. (2000). Questionnement sur l'insertion professionnelle des jeunes. *Lien social et politiques*, 43 (printemps), 93-101. Doi : 10.7202/005242ar.

Turcotte, M.E. et Bellot, C. (2009). Vers une meilleure compréhension de la contribution des services sociaux à l'insertion sociale de jeunes adultes en difficulté. *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 8 (automne). Repéré à <https://journals.openedition.org/sejed/6433#quotation>.

Université de Sherbrooke. Centre RBC d'expertise universitaire en santé mentale. (2019). *Transition à l'âge adulte*. Repéré à <https://sante-mentale-jeunesse.usherbrooke.ca/je-suis-un-professionnel/transition-a-lage-adulte/>

Vinet, J. et Filion, D. (2015). *Pauvreté et problèmes sociaux*. Montréal, Québec : Fides Éducation.

